"Bon pour extrait conforme à l'original"

Président

VALTECH

Société Anonyme au Capital de 1 022 864,961 euros
Siège Social : La Grande Arche de la Défense
92044 Paris la Défense

389 665 167 RCS NANTERRE

EXTRAIT

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 4 AVRIL 2002

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE
04 JUIN 2002
DEPOT N° 15317

L'an deux mil deux,
Le quatre avril,
A quatorze heures,

Les actionnaires de la société "**VALTECH**", société anonyme au capital statutaire de 1 022 864,961 euros, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur seconde convocation faite par le conseil d'administration, l'assemblée convoquée le 28 mars 2002 n'ayant pu réunir le quorum nécessaire pour délibérer sur première convocation.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée, en entrant en séance, par chacun des actionnaires et des mandataires d'actionnaires représentés.

Monsieur Jean-Yves HARDY préside la séance en sa qualité de Président.

Monsieur Jean-Marc CAVREL et Monsieur Eric MOUILLERON qui sont, tant par eux-mêmes que comme mandataires, les deux plus forts actionnaires présents et acceptants, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Madame Laurence DUJARDIN est désignée comme secrétaire du bureau.

Le bureau procède à la vérification de la feuille de présence ainsi qu'à la régularité des pouvoirs.

Après l'avoir certifiée exacte avec les autres membres du bureau, le Président constate que l'assemblée réunit 78 actionnaires présents ou représentés possédant 18 104 217 actions sur les 65 725 289 actions formant le capital social et ayant le droit de vote et représentant 18 104 217 voix.

Le quorum nécessaire pour les assemblées générales extraordinaires réunies sur seconde convocation étant atteint, le Président déclare que l'assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer.

Le Cabinet **FIDREX**, Commissaire aux Comptes de la société dûment convoqué, est absent et excusé.

La société **BARBIER FRINAULT et Autres**, Commissaire aux Comptes de la société dûment convoqué, est absent et excusé.

Monsieur Olivier PERONNET, commissaire aux apports nommé par Monsieur le Président du Tribunal de Nanterre pour l'opération d'apport concernant la société DIGITAL ESP, Inc. est présent.

Monsieur Gilles de COURCEL, autre commissaire aux apports nommé par Monsieur le Président du Tribunal de Nanterre pour l'opération d'apport concernant la société DIGITAL ESP, Inc. est absent et excusé.

Le Président donne lecture de l'ordre du jour contenu dans l'avis de convocation :

- Lecture du rapport du conseil d'administration ;

- Lecture des rapports des commissaires aux comptes et des rapports des commissaires aux apports sur les opérations figurant à l'ordre du jour ;

- Présentation et approbation, sous condition suspensive, du projet d'apport de la totalité du capital et des droits de vote d'une société américaine, DIGITAL ESP, Inc., devant résulter de la fusion préalable de différentes sociétés également de droit américain ; approbation, sous condition suspensive, de son évaluation et des conditions de sa rémunération ;

(...)

- Sous réserve de la constatation de la réalisation des conditions suspensives, constatation de la réalisation définitive de l'opération d'apport de la totalité des droits portant sur le capital et les droits de vote de la société américaine DIGITAL ESP, Inc. et de l'augmentation de capital en résultant ; affectation de la prime d'apport ; modifications statutaires corrélatives ;

(...)

- Pouvoirs à conférer.

Le Président informe les actionnaires qu'ils peuvent consulter les documents suivants sur le bureau de l'assemblée :

(...)

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président demande à l'assemblée s'il existe une objection à ce que le rapport du conseil d'administration et le texte des résolutions, dont copies ont été adressées ou remises à chaque actionnaire en ayant demandé communication, ne soient pas lus dans leur intégralité, mais soient résumés aux termes d'un exposé.

Aucune objection n'est formulée.

Un rappel rapide est fait de la situation des résultats et de l'activité du groupe au titre de l'exercice 2001 telle qu'annoncée officiellement il y a plusieurs semaines.

Puis, le Président expose ensuite les points du rapport du conseil d'administration relatifs à l'opération d'apport de la société DIGITAL ESP, Inc..

(...)

Aussi, le Président propose à l'assemblée de délibérer dans un premier temps sur les deux premières résolutions relatives à l'approbation du principe de l'apport, de son évaluation et de sa rémunération, puis de traiter les autres points de l'ordre du jour, de constater uniquement à la fin de la réunion, sous réserve de l'arrivée des documents permettant de constater la réalisation définitive de l'opération de fusion américaine, la réalisation définitive de l'opération d'apport, de déterminer ainsi la prime d'apport et procéder ensuite aux modifications statutaires corrélatives.

L'assemblée générale prend acte de ces commentaires sur le déroulement de la réunion.

Monsieur Olivier PERONNET, en tant que commissaire aux apports, donne lecture de ses rapports sur l'opération d'apport concernant la société DIGITAL ESP, Inc..

Il est donné lecture du rapport correspondant des Commissaires aux Comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion sur cette opération et se déclare prêt à répondre à toutes les questions qui seraient posées sur ce premier point.

Aucune question n'étant posée par les actionnaires, le Président met successivement aux voix les deux premières résolutions, figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture de la convention d'apport en date du 15 février 2002, du rapport du conseil d'administration, des rapports des commissaires aux apports et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

constatant la levée des conditions suspensives visées aux paragraphes 7.1, 7.2, 7.3, 7.4, 7.5 du contrat d'apport,

mais statuant sous réserve de la réalisation au cours de la présente assemblée des conditions suspensives visées aux paragraphes 7.6 et 7.7 du même contrat d'apport concernant (i) la réalisation définitive et préalable de l'opération de fusion décrite dans ledit contrat et (ii) l'approbation de l'apport, de son évaluation, de l'augmentation de capital en résultant, et de la constatation par la présente assemblée dans le cadre de la trente-cinquième résolution de la réalisation définitive de cette opération d'apport,

déclare approuver, dans toutes ses dispositions et sous réserve de l'approbation de l'apport, ladite convention et ses annexes aux termes desquelles Monsieur Brad Murphy, Monsieur Cornelius E. Bullock, Jr., et la société Infologix (BVI) Limited apportent la totalité des actions qu'ils détiennent dans le capital de la société Digital ESP, Inc., telles que décrites dans le tableau ci-dessous, et qui seront, à l'issue de la fusion préalable devant être réalisée entre Digital ESP, Inc et une filiale de droit de l'Etat du Delaware de la société Valtech, annulées et converties en un droit de recevoir 100% du capital et des droits de vote d'une nouvelle société de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dénommée également Digital ESP, Inc., soit 1.000 actions ordinaires de cette dernière société :

Apporteurs	**Nombre d'actions de Digital ESP, Inc. (pré-fusion)**
Brad Murphy	155.000 actions privilégiées de catégorie B
Cornelius E. Bullock, Jr.	15.375.000 actions ordinaires
Infologix (BVI) Limited	7.702.401 actions privilégiées de catégorie A

Les actions Digital ESP, Inc. figurant dans le tableau ci-dessus représentent la totalité du capital social de cette société.

Les 1.000 actions sus-décrites composeront l'intégralité du capital social de la nouvelle société Digital ESP, Inc., post fusion, laquelle sera une société dans laquelle la responsabilité des actionnaires est limitée (Corporation) de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dont le siège social sera

situé 15 East North Street, Dover, Delaware 19901 (Etats-Unis d'Amérique) et dont l'établissement principal sera situé 900 Riverfield Drive, Suite 200, Raleigh, Caroline du Nord 27609 (Etats-Unis d'Amérique), et dont l'activité sera le développement de logiciels, le conseil et la prestation de services en matière informatique pour des sociétés du secteur du commerce électronique.

Le droit à ces 1.000 actions, objet du présent apport, porte ainsi sur 100% du capital de la nouvelle société Digital ESP, Inc., post fusion.

Cet apport a été évalué à 3.500.000 euros.

Sous les mêmes réserves et conditions et en rémunération de ces apports, elle décide d'augmenter son capital social d'une somme de 30.695,58504 euros pour le porter de 1.022.864,961 euros à 1.053.560,54604 euros, par création de 2.014.146 actions nouvelles, entièrement libérées, se divisant en :

- 1.528.292 actions ordinaires attribuées aux apporteurs dans les proportions suivantes, savoir :

  - à Monsieur Brad Murphy à hauteur de 724.746 actions,
  - à Monsieur Cornelius E.Bullock Jr. à hauteur de 78.800 actions,
  - à la société Infologix (BVI) Limited à hauteur de 724.746 actions.

  Les 1.528.292 actions créées auront le droit de vote et seront entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales. Elles porteront jouissance à compter du 1er janvier 2002.

  Les 1.528.292 actions feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le Nouveau Marché de la Bourse de Paris.

- 485.854 actions avec bon de souscription d'actions attribuées aux apporteurs dans les proportions suivantes :

  - à Monsieur Brad Murphy à hauteur de 242.927 actions avec bon de souscription d'actions réparties en 125.000 actions avec bon de souscription d'actions de catégorie A et 117.927 actions avec bon de souscription d'actions de catégorie B ;

  - à la société Infologix (BVI) Limited à hauteur de 242.927 actions avec bon de souscription d'actions uniquement de catégorie B.

  Dès leur émission, les 485.854 actions avec bon de souscription d'actions feront l'objet, après détachement des bons de souscription d'actions qui y sont attachés, d'une demande d'admission aux négociations sur le Nouveau Marché de la Bourse de Paris.

  Les 485.854 actions avec bon de souscription d'actions, créées conformément à l'article L. 228.91 du nouveau code de commerce, auront le droit de vote et seront entièrement assimilées aux actions anciennes, sous réserve du détachement des bons attachés. Elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales. Elles porteront jouissance à compter du 1er janvier 2002.

  A chaque action avec bon de souscription d'actions est attaché un (1) bon de souscription d'actions émis sous la forme nominative, donnant droit à leur titulaire de souscrire par bon une (1) action ordinaire de la société Valtech, au prix unitaire de souscription de 0,01524 euro, sans prime d'émission, à libérer en totalité lors de la souscription. Les bons ne seront pas cessibles. Les droits des titulaires des bons seront représentés par une inscription en compte à leur nom auprès de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, Service FIN/TF, 128, boulevard Raspail, 75006 Paris (France). L'admission aux négociations sur le Nouveau Marché des bons ne sera pas demandée. Le

seul droit attaché aux bons sera le droit de souscrire à des actions ordinaires Valtech au prix d'exercice.

Les titulaires des 485.854 actions avec bon de souscription d'actions réparties en 125.000 actions avec bon de souscription d'actions de catégorie A et 360.854 actions avec bon de souscription d'actions de catégorie B, pourront exercer chaque bon, dans les conditions suivantes :

1/ Conditions et modalités d'exercice communes aux bons de souscription de catégorie A et de catégorie B :

Sous les réserves ci-après, les bons de souscription d'actions de catégories A et B seront exerçables à compter du premier jour du vingt-cinquième (25ème) mois et ce, jusqu'au dernier jour du soixantième (60ème) mois suivant la date de la présente assemblée.

(a) Si aucune réclamation, régulièrement notifiée par Valtech au titre de la garantie de passif consentie par Brad Murphy et la société Infologix (BVI) Limited, ne demeure pendante au titre de ladite garantie de passif, au dernier jour du vingt-quatrième (24ème) mois suivant la date de la présente assemblée, chaque bon, sous réserve des conditions complémentaires d'exercice s'appliquant aux seuls bons de souscription de catégorie A, pourra être exercé à compter du premier jour du vingt-cinquième (25ème) mois et ce, jusqu'au dernier jour du trente-sixième (36ème) mois suivant la date de la présente assemblée.

(b) Si des réclamations régulièrement notifiées par Valtech au titre de ladite garantie de passif sont pendantes au dernier jour du vingt-quatrième (24ème) mois suivant la date de la présente assemblée et deviennent des Réclamations Eteintes (telles que définies ci-après) entre le premier jour du vingt-cinquième (25ème) mois et le dernier jour du trentième (30ème) mois suivant la date de la présente assemblée, chaque bon, sous réserve des conditions complémentaires d'exercice s'appliquant aux seuls bons de souscription de catégorie A, pourra être exercé à compter du premier jour du trente et unième (31ème) mois et jusqu'au dernier jour du trente-sixième (36ème) mois suivant la date de la présente assemblée.

(c) S'agissant des réclamations régulièrement notifiées par Valtech au titre de ladite garantie de passif qui sont pendantes au dernier jour du vingt-quatrième (24ème) mois suivant la date de la présente assemblée, et qui le demeurent au dernier jour du trentième (30ème) mois suivant la date de la présente assemblée :

(i) Si la somme totale de toutes les réclamations régulièrement notifiées par Valtech au titre de ladite garantie de passif, au dernier jour du trentième (30ème) mois suivant la date de la présente assemblée est inférieure ou égale à 250.000 USD, chaque bon pourra être exercé, sous réserve des conditions complémentaires d'exercice s'appliquant aux seuls bons de souscription de catégorie A à compter du premier jour du trente et unième (31ème) mois et jusqu'au dernier jour du trente-sixième (36ème) mois suivant la date de la présente assemblée, sous la condition suspensive de la réalisation de l'un des deux événements décrits ci-dessous dans ce même délai, au choix des garants (ce choix fait en commun par les garants devra être notifié à la société Valtech ou à une société affiliée, par les garants, trente (30) jours avant que ce choix ne prenne effet, dans les conditions de notification prévues aux termes de la convention d'apport et du traité de fusion sus-visés) :

(A) l'acceptation commune et expresse des garants de l'inaliénabilité prévue à l'article 5.2.4 de la convention d'apport, notifiée à Valtech dans les conditions de forme prévues aux termes de ladite convention. Cette inaliénabilité s'appliquera à un nombre d'actions obtenues par l'exercice des bons égal à la somme totale de toutes les réclamations pendantes divisé par la moyenne du cours de clôture de la société Valtech des dix (10) derniers jours de bourse précédant le dernier jour du vingt-

quatrième (24ème) mois suivant la date de la présente assemblée tel que déterminé par le Nouveau Marché ; ou

(B) le dépôt par les garants sur un compte séquestre joint d'un montant en espèces égal à la somme totale des réclamations jusqu'à ce que chacune des réclamations devienne une Réclamation Eteinte selon les termes de la convention d'apport.

(ii) Si la somme totale de toutes les réclamations au dernier jour du trentième (30ème) mois suivant la date de la présente assemblée est supérieure à 250.000 USD, chaque bon pourra être exercé à compter du premier jour du trente et unième (31ème) mois et jusqu'au dernier jour du soixantième (60ème) mois suivant la date de la présente assemblée, étant entendu que les bons ne pourront être exercés qu'en cas de réalisation alternative de l'un des deux événements suivants :

(A) la transformation des réclamations pendantes en Réclamations Eteintes avant le dernier jour du soixantième (60ème) mois suivant la date de la présente assemblée ; ou

(B) le dépôt par les garants sur un compte séquestre joint au bénéfice de Valtech ou d'une société affiliée d'un montant en espèces égal à la somme totale des réclamations, avant le dernier jour du soixantième (60ème) mois suivant la date de la présente assemblée.

2/ Modalités d'exercice supplémentaires applicables exclusivement aux bons de souscription de catégorie A :

En supplément des modalités d'exercice décrites au paragraphe 1/ ci-dessus, les bons de catégorie A ne pourront être exercés et deviendront caducs si leur titulaire démissionne de ses fonctions au sein de Digital ESP, Inc. ou de toute entité du groupe Valtech avant le dernier jour du douzième (12ème) mois suivant la date de la présente assemblée. En cas de rupture de son contrat de travail par ledit titulaire, pour faute (tel que ce terme sera défini dans son contrat de travail) ou à la suite de sa démission dans les douze (12) mois à compter de la date de la présente assemblée, les bons de souscription de catégorie A deviendront immédiatement et automatiquement caducs.

Pour la comptabilisation des délais en terme de "mois" écoulés, il est précisé à titre d'exemple que, si l'assemblée est réunie le 28 mars 2002, l'expiration du délai d'un mois prend fin le 27 avril 2002 à minuit - heure française, quel que soit le nombre de jours effectivement écoulés.

L'assemblée générale décide que chaque bon deviendra caduc (a) dès lors que les conditions d'exercice ne sont pas remplies au moment de l'exercice et (b) à la fin de la période d'exercice et, en toute hypothèse, au soir du dernier jour du soixantième (60) mois à compter de la date de la présente assemblée, conformément au droit français.

L'exercice de ces bons sera constaté par la signature par chaque titulaire de bons d'un bulletin de souscription d'actions et par le versement du montant de la souscription correspondant, soit un prix de souscription par action de 0,01524 euro. Les actions émises à la suite de l'exercice des bons devront être intégralement libérées en numéraire à la souscription.

Les souscriptions seront recueillies au siège social.

Ces actions seront entièrement assimilées aux actions Valtech admises aux négociations sur le Nouveau Marché ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales. Les actions ainsi souscrites porteront jouissance à compter du début de l'exercice social au cours duquel elles auront été souscrites.

Une Réclamation Eteinte désigne une ou des réclamation(s) ou une association de réclamation(s) qui a ou ont été (a) (i) définitivement résolues conventionnellement par les parties à la convention d'apport

ou (ii) définitivement tranchées par un ou plusieurs arbitre(s) dans le cadre de la procédure prévue par la convention d'apport et le traité de fusion qui lui est joint ; et (b) entièrement payées par les garants, frais et intérêts compris, à Valtech ou une société affiliée.

Sous les mêmes réserves et conditions, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, en conséquence de l'émission des actions avec bons de souscription d'actions, autorise une augmentation de capital s'ajoutant à celle décidée aux termes de la présente résolution, s'élevant au maximum à 7.404,41496 euros, par émission de 485.854 actions nouvelles, étant précisé que cette décision emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux bons de souscription et aux actions y attachées au profit des titulaires d'actions avec bon de souscription.

Tant qu'il existera des bons de souscription en cours de validité, les droits des titulaires desdits bons seront réservés dans les conditions prévues aux articles L.225-154 du nouveau code de commerce et 171 à 174-2 du décret du 23 mars 1967.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires confère tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de la présente émission et de ses suites et, notamment, arrêter les autres conditions et modalités accessoires, recueillir les souscriptions et les versements correspondants à l'exercice des bons de souscription d'actions, constater la réalisation définitive de l'émission des actions résultant de l'exercice de ces bons, ainsi que le nombre et le montant des actions émises par exercice des bons, demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé des actions nouvelles, apporter aux statuts les modifications en découlant et remplir toutes formalités consécutives.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture des rapports des commissaires aux apports,

mais statuant sous réserve de la réalisation au cours de la présente assemblée de la condition suspensive visée au paragraphe 7.6 de la même convention d'apport concernant la réalisation définitive et préalable de l'opération de fusion décrite dans ladite convention et de la constatation par la présente assemblée dans le cadre de la trente-cinquième résolution de la réalisation définitive de cette opération d'apport,

approuve l'apport effectué par Monsieur Brad Murphy, Monsieur Cornelius E. Bullock, Jr., et par la société Infologix (BVI) Limited ainsi que l'évaluation qui en a été faite.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

(...)

Les formalités de fusion n'étant pas encore finalisées aux Etats-Unis, le Président propose de suspendre la séance pendant une heure.

La séance est donc suspendue à 16 heures 10.

A 17 heures 25, la séance reprend et le président fait le point du quorum recalculé du fait du départ d'un actionnaire pendant la période de suspension de séance. Ainsi, le Président constate que l'assemblée réunit maintenant 77 actionnaires présents ou représentés possédant 18 104 216 actions sur les 65 725 289 actions formant le capital social et ayant le droit de vote et représentant 18 104 216 voix.

Le quorum nécessaire pour les assemblées générales extraordinaires réunies sur seconde convocation étant toujours atteint, le Président déclare que l'assemblée peut valablement délibérer.

Avant de soumettre aux actionnaires la trente-cinquième résolution, le Président indique que les membres du Bureau de l'assemblée ont reçu par télécopie en provenance des Etats-Unis un certificat attestant de la réception par les avocats américains de Valtech SA, représentant la société localement, copie du certificat de fusion établi par le Secrétariat de l'Etat du Delaware attestant de la réalisation définitive de l'opération de fusion. Il constate ainsi que la dernière condition suspensive à la réalisation de l'opération d'apport approuvée dans le cadre de la première et de la deuxième résolutions est définitivement levée. La réalisation définitive de l'apport peut ainsi être constatée et formalisée par l'assemblée. Il propose donc de passer dès à présent au vote des trente-cinquième, trente-sixième et trente-septième résolutions.

TRENTE-CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires,

prenant acte de la réception par la société d'une copie du certificat de fusion de la société Digital ESP, Inc. (Merger Certificate) tel que déposé auprès des autorités américaines (Secretary of State of Delaware) et relatif à l'opération de fusion telle que décrite dans la convention d'apport et ses annexes, constate :

1/ la levée de la condition suspensive visée au paragraphe 7.7 de ladite convention résultant de l'approbation de la première et de la deuxième résolution,

2/ la réalisation définitive de la condition suspensive visée au paragraphe 7.6 de la convention d'apport signée le 15 février 2002 et approuvée dans le cadre de la première résolution,

3/ et en conséquence que l'apport en nature et l'augmentation corrélative du capital social, décidés sous la première et la deuxième résolutions, se trouvent définitivement réalisés.

VOTE POUR	:	*18 104 214*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTE-SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires approuve spécialement le montant de la prime d'apport s'élevant à 3.469.304,41496 euros. Cette somme sera inscrite à un compte spécial "Prime d'apport", sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires.

Elle autorise le conseil d'administration, s'il le juge utile :

- à imputer sur ladite prime l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'augmentation de capital,
- à prélever les sommes nécessaires pour la dotation à plein de la réserve légale.

VOTE POUR : 18 104 214
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTE-SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence de l'approbation de la première, de la deuxième, de la trente-cinquième et de la trente-sixième résolutions, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts de la façon suivante :

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

(Substitution de l'ancienne rédaction par la suivante :)

"Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENT SOIXANTE EUROS (1.053.560,54604 euros).

Il est divisé en soixante neuf millions cent seize mille deux cent trente cinq (69.116.235) actions, entièrement souscrites et intégralement libérées."

Article 8 - APPORTS

(Adjonction du paragraphe suivant en fin d'article :)

"Suivant acte sous seing privé en date du 15 février 2002, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 avril 2002, il a été fait apport par Monsieur Brad Murphy, Monsieur Cornelius E. Bullock, Jr. et la société Infologix (BVI) Limited de la totalité des actions qu'ils détenaient dans le capital de la société Digital ESP, Inc., et qui ont été, à l'issue de la fusion préalable réalisée entre cette société et une filiale de droit de l'Etat du Delaware de la société Valtech, annulées et converties en un droit de recevoir 1.000 actions ordinaires composant la totalité du capital et des droits de vote d'une nouvelle société de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dénommée également Digital Esp, Inc..), dont le siège social est 15 East North Street, Dover, Delaware 19901 (Etats-Unis d'Amérique). Cet apport a été évalué à 3.500.000 €. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 2.014.146 actions, entièrement libérées, se divisant en 1.528.292 actions ordinaires et 485.854 actions avec bons de souscription d'actions." "

VOTE POUR	:	*18 104 214*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17 heures 35.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

"Bon pour
copie conforme"

Président

VALTECH

Société Anonyme au Capital de 1 022 864,961 euros
Siège Social : La Grande Arche de la Défense
92044 Paris la Défense

389 665 167 RCS NANTERRE

EXTRAIT

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 4 AVRIL 2002

L'an deux mil deux,
Le quatre avril,
A quatorze heures,

Les actionnaires de la société "**VALTECH**", société anonyme au capital statutaire de 1 022 864,961 euros, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social, sur seconde convocation faite par le conseil d'administration, l'assemblée convoquée le 28 mars 2002 n'ayant pu réunir le quorum nécessaire pour délibérer sur première convocation.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée, en entrant en séance, par chacun des actionnaires et des mandataires d'actionnaires représentés.

Monsieur Jean-Yves HARDY préside la séance en sa qualité de Président.

Monsieur Jean-Marc CAVREL et Monsieur Eric MOUILLERON qui sont, tant par eux-mêmes que comme mandataires, les deux plus forts actionnaires présents et acceptants, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Madame Laurence DUJARDIN est désignée comme secrétaire du bureau.

Le bureau procède à la vérification de la feuille de présence ainsi qu'à la régularité des pouvoirs.

Après l'avoir certifiée exacte avec les autres membres du bureau, le Président constate que l'assemblée réunit 78 actionnaires présents ou représentés possédant 18 104 217 actions sur les 65 725 289 actions formant le capital social et ayant le droit de vote et représentant 18 104 217 voix.

Le quorum nécessaire pour les assemblées générales extraordinaires réunies sur seconde convocation étant atteint, le Président déclare que l'assemblée est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer.

Le Cabinet **FIDREX**, Commissaire aux Comptes de la société dûment convoqué, est absent et excusé.

La société **BARBIER FRINAULT et Autres**, Commissaire aux Comptes de la société dûment convoqué, est absent et excusé.

Monsieur Olivier PERONNET, commissaire aux apports nommé par Monsieur le Président du Tribunal de Nanterre pour l'opération d'apport concernant la société DIGITAL ESP, Inc. est présent.

Monsieur Gilles de Courcel, autre commissaire aux apports nommé par Monsieur le Président du Tribunal de Nanterre pour l'opération d'apport concernant la société DIGITAL ESP, Inc. est absent et excusé.

Le Président donne lecture de l'ordre du jour contenu dans l'avis de convocation :

- Lecture du rapport du conseil d'administration ;

- Lecture des rapports des commissaires aux comptes et des rapports des commissaires aux apports sur les opérations figurant à l'ordre du jour ;

- Présentation et approbation, sous condition suspensive, du projet d'apport de la totalité du capital et des droits de vote d'une société américaine, DIGITAL ESP, Inc., devant résulter de la fusion préalable de différentes sociétés également de droit américain ; approbation, sous condition suspensive, de son évaluation et des conditions de sa rémunération ;

- Mise en harmonie des statuts de la société avec les dispositions de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques et proposition de modifications statutaires :
- Proposition de modification de l'article 11 des statuts relatif à l'amortissement du capital ;
- Proposition de modification de l'article 13 des statuts relatif à la forme des titres de capital ;
- Proposition de modification de l'article 14 des statuts relatif à la transmission et l'indivisibilité des actions ;
- Proposition de modification de l'article 16 des statuts relatif au conseil d'administration ;
- Proposition de modification de l'article 17 des statuts relatif à l'organisation du conseil ;
- Proposition de modification de l'article 18 des statuts relatif aux délibérations du conseil ;
- Proposition de modification de l'article 19 des statuts relatif aux pouvoirs du conseil ;
- Proposition de modification de l'article 20 des statuts relatif à la présidence ;
- Proposition de modification de l'article 21 des statuts relatif au directeur général ;
- Proposition de modification de l'article 22 des statuts relatif aux conventions réglementées ;
- Proposition de modification de l'article 27 des statuts relatif à l'admission aux assemblées et aux pouvoirs ;
- Proposition de modification de l'article 29 des statuts relatif au quorum et au vote ;
- Proposition de modification de l'article 36 des statuts relatif à la mise en paiement des dividendes ;
- Proposition de modification de l'article 41 des statuts relatif aux fusion et scission ;

- Constatation de l'expiration des autorisations globales consenties par l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 1999 ;

- Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital à concurrence de 457 304 euros de nominal, en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription - pouvoirs à conférer pour une durée de cinq ans;

- Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital à concurrence de 457 304 euros de nominal, en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription - pouvoirs à conférer pour une durée de trois ans ;

- Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital à concurrence de 457 304 euros de nominal, par incorporation de réserves, bénéfices ou primes et augmentation soit du nombre d'actions, soit du pair des actions - pouvoirs à conférer pour une durée de cinq ans ;

- Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital à concurrence de 457 304 euros de nominal, en numéraire en rémunération des titres apportés à toute offre publique d'échange avec suppression du droit préférentiel de souscription - pouvoirs à conférer pour une durée de trois ans ;

- Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions de la société dans la limite d'une augmentation de capital globale nominale pouvant résulter de la conversion desdites obligations de 457 304 euros avec maintien du droit préférentiel de souscription - pouvoirs à conférer pendant une durée de cinq ans ;

- Délégation au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions de la société dans la limite d'une augmentation de capital globale nominale pouvant résulter de la conversion desdites obligations de 457 304 euros avec suppression du droit préférentiel de souscription - pouvoirs à conférer pendant une durée de trois ans ;

- Décision de maintenir les délégations consenties au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social et d'émettre des obligations convertibles avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la société ;

- Fixation à 457 304 euros de nominal le plafond global d'augmentation de capital et à 50 000 000 euros le plafond nominal du montant des emprunts obligataires pouvant résulter de l'utilisation des différentes délégations énoncées ci-dessus ;

- Décision de mettre fin par anticipation à la délégation faite au conseil d'administration par l'assemblée générale du 29 juin 2001 en vue d'émettre des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises ;

- Délégation nouvelle au conseil d'administration à l'effet d'émettre des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises dans la limite d'un montant global nominal de 152.400 euros ; pouvoirs à conférer ;

- Décision de mettre fin par anticipation à la délégation faite au conseil d'administration par l'assemblée générale du 5 novembre 1999 en vue d'émettre des options de souscription d'actions ;

- Délégation nouvelle au conseil d'administration à l'effet d'émettre des options de souscription d'actions dans la limite du tiers du capital social ; pouvoirs à conférer ;

- Fixation d'un plafond commun aux autorisations d'émissions de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'options de souscription d'actions ;

- Décision de mettre fin par anticipation à la délégation faite au conseil d'administration par l'assemblée générale du 5 novembre 1999 en vue d'émettre des options d'achat d'actions ;

- Délégation nouvelle au conseil d'administration à l'effet d'émettre des options d'achat d'actions dans la limite d'un nombre d'actions maximum de 2 500 000 ; pouvoirs à conférer ;

- Sous réserve de la constatation de la réalisation des conditions suspensives, constatation de la réalisation définitive de l'opération d'apport de la totalité des droits portant sur le capital et les droits de vote de la société américaine DIGITAL ESP, Inc. et de l'augmentation de capital en résultant ; affectation de la prime d'apport ; modifications statutaires corrélatives ;

- Emissions de 199.000 bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en faveur de personnes nommément désignées ; pouvoirs à conférer ;

- En application des articles L. 225-129 VI alinéa 1 et alinéa 2, L 225-138 du nouveau code de commerce et L 443-5 du code du travail modifiés par la loi n°2001-152 du 19 février 2001, proposition de délégation au conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital

social de la société au bénéfice des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan partenarial d'épargne salariale volontaire mis en place ou pouvant être mis en place par la société ;

- Pouvoirs à conférer.

Le Président informe les actionnaires qu'ils peuvent consulter les documents suivants sur le bureau de l'assemblée :

- *un exemplaire de l'avis de réunion publié au BALO,*
- *un exemplaire de l'avis de convocation publié au BALO sur première puis sur seconde convocation,*
- *un exemplaire du journal d'annonces légales contenant l'avis de convocation sur première puis sur seconde convocation,,*
- *une copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires titulaires d'actions nominatives et aux Commissaires aux Comptes sur première puis sur seconde convocation,*
- *la feuille de présence à l'assemblée, les pouvoirs des actionnaires représentés et les votes par correspondance,*
- *le rapport du conseil d'administration,*
- *les rapports spéciaux établis par les Commissaires aux comptes sur les résolutions soumises à l'assemblée,*
- *les rapports des commissaires aux apports,*
- *La copie des ordonnances de désignation des différents commissaires aux apports,*
- *La convention d'apport concernant la société DIGITAL ESP, Inc. en date du 15 février 2001,*
- *Le récépissé de dépôt au greffe de Nanterre du rapport des commissaires aux apports,*
- *la liste des actionnaires,*
- *le texte des résolutions proposées,*
- *les statuts de la société,*
- *le projet de statuts intégrant les modifications proposées à la présente assemblée,*
- *et, plus généralement, les documents sur lesquels a porté le droit d'information des actionnaires tel que défini par les articles L 225-115 et L 225-116 du nouveau code de commerce et 133, et 135 du Décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.*

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

(...)

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 11 des statuts de la société relatif à l'amortissement du capital :

ARTICLE 11 – AMORTISSEMENT DU CAPITAL

"Le capital social pourra être amorti conformément aux dispositions des articles L.225-198 et suivants du nouveau code de commerce."

VOTE POUR	:	***18 104 215***
VOTE CONTRE	:	***0***
ABSTENTION	:	***2***

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 13 des statuts de la société relatif à la forme des titres de la société :

ARTICLE 13 – FORME DES TITRES

Un nouveau paragraphe ainsi rédigé est inséré après les deux premiers paragraphes de l'article 13 :

"Conformément aux articles L.228-1 et L.228-3 du nouveau code de commerce, s'agissant tant de titres au porteur que nominatifs, lorsque des titres de capital de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé et que leur propriétaire n'a pas son domicile sur le territoire français, au sens de l'article 102 du code civil, tout intermédiaire peut être inscrit pour le compte de ce propriétaire. Cette inscription peut être faite sous la forme d'un compte collectif ou en plusieurs comptes individuels correspondant chacun à un propriétaire. L'intermédiaire inscrit est tenu, au moment de l'ouverture de son compte, soit auprès de la société émettrice, soit de l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, de déclarer dans les conditions fixées par décret, sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour le compte d'autrui."

Le troisième paragraphe devient ainsi le quatrième paragraphe et est inchangé.

La suite de l'article est désormais rédigée comme suit :

"A cet effet, la société est en droit de demander à tout moment, dans les conditions prévues par les articles L. 228-2 - I et II, L. 228-3, L. 228-3-1 I, et L. 228-3-4 du nouveau code de commerce et sous les sanctions mentionnées notamment aux articles L. 228-3, L. 228-3-2, L. 228-3-3, contre rémunération à sa charge, à tout organisme habilité, l'identité des détenteurs de titres au porteur ou au nominatif, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que l'ensemble des autres renseignements prévus par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-3-1.II du nouveau code de commerce et sous les sanctions mentionnées à l'article L. 228-3-3, la société est également habilitée, à l'issue de ces opérations, à demander à toute personne morale propriétaire de ses actions et possédant des participations dépassant le quarantième du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote qui sont exercés aux assemblées générales de celle-ci."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 14 des statuts de la société relatif à la transmission et l'indivisibilité des actions :

ARTICLE 14 – TRANSMISSION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS

L'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 14 est modifié comme suit :

"A défaut d'avoir été déclarée dans les conditions ci-dessus, les dispositions prévues par l'article L. 233-14 du nouveau code de commerce s'appliqueront et les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires si, à l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 2 % du capital ou des droits de vote en font la demande lors de cette assemblée. Dans ce cas, les actions privées de droit de vote ne retrouvent ce droit qu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification."

Le reste de l'article 14 est inchangé.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 16 des statuts de la société relatif au conseil d'administration :

ARTICLE 16 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le paragraphe 1 de l'article 16 est modifié comme suit

1. "La société est administrée par un Conseil d'Administration de 3 à 18 membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale, renouvelés dans leurs fonctions et révocables par elle."

Le reste de l'article est inchangé.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 17 des statuts de la société relatif à l'organisation du conseil :

ARTICLE 17 – ORGANISATION DU CONSEIL

Après le premier alinéa qui est inchangé, il est ajouté le paragraphe suivant :

"Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission."

Le reste de l'article est inchangé.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 18 des statuts de la société relatif aux délibérations du conseil :

ARTICLE 18 – DELIBERATIONS DU CONSEIL

Après le premier alinéa du paragraphe 1 qui est inchangé, le deuxième alinéa est modifié comme suit :

"Les administrateurs représentant au moins le tiers du Conseil peuvent, en indiquant l'ordre du jour, demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. De plus, le Directeur Général, s'il n'est pas également Président du Conseil d'Administration, peut à tout moment demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Président est lié par ces demandes."

Il est ajouté également un troisième alinéa au paragraphe 2 du même article, lequel est rédigé comme suit :

"Conformément à la loi, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret. Cette disposition n'est toutefois pas applicable pour les décisions relevant des articles L.225-47, L.225-53, L.225-55, L.232-1 et L.233-16 du nouveau code de commerce."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 19 des statuts de la société relatif aux pouvoirs du conseil :

ARTICLE 19 – POUVOIRS DU CONSEIL

Cet article est désormais rédigé comme suit :

"Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont ceux qui lui sont conférés par la loi.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre ; sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 20 des statuts de la société qui s'intitulera désormais "DIRECTION GENERALE"et non plus "PRESIDENCE" et qui traitera des nouvelles dispositions relatives à l'organisation de la direction générale de la société :

ARTICLE 20 – DIRECTION GENERALE

L'article 20 est désormais rédigé comme suit :

"La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration, portant le titre de Directeur Général.

I – Conditions d'option

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale de la société.

Les décisions sont prises conformément aux présents statuts, lors de toute nomination ou renouvellement du mandat de Président ou de Directeur Général et restent valables jusqu'à l'expiration du premier de ces deux mandats.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix sous les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

II – Option pour la non dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général

Si le Conseil d'Administration choisit de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration, le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Dans ce cas, les dispositions relatives au Directeur Général ci-dessous lui sont applicables à l'exception de l'indemnisation en cas de révocation injustifiée de sa fonction de Directeur Général.

III – Option pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Lorsqu'il est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Le Directeur Général est obligatoirement une personne physique, choisi ou non parmi les administrateurs.

L'accord du Président n'est pas nécessaire pour la détermination de l'étendue et de la durée des pouvoirs du Directeur Général.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été conférées, les fonctions du Directeur Général prennent fin, de plein droit, au plus tard, à l'issue de la première assemblée générale ordinaire tenue après la date à laquelle il a atteint l'âge de 70 ans révolus. Toutefois, le Conseil d'Administration peut décider en ce cas de renouveler le mandat du Directeur Général pour une ou deux périodes de deux années.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si sa révocation a lieu sans juste motif, elle donne droit à des dommages et intérêts, sauf s'il assure également les fonctions de Président du Conseil d'Administration"

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 21 des statuts de la société qui s'intitulera désormais "DIRECTEUR GENERAL DELEGUE ET DELEGATION DE POUVOIRS "et non plus "DIRECTEUR GENERAL" :

ARTICLE 21 – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE ET DELEGATION DE POUVOIRS

Cet article est désormais rédigé comme suit :

"I– Directeurs Généraux Délégués

Le Conseil d'Administration peut aussi, sur proposition du Directeur Général, donner mandat à une ou plusieurs personnes en vue d'assister celui-ci, et ce, à titre de Directeur Général Délégué.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est de cinq.

Le Directeur Général Délégué est obligatoirement une personne physique, choisi ou non parmi les administrateurs.

L'étendue et la durée des pouvoirs qui sont conférés à ceux-ci sont déterminés par le Conseil d'Administration, en accord avec le Directeur Général. A l'égard des tiers, les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Lorsqu'ils sont administrateurs, la durée de leurs fonctions ne peut excéder celle de leur mandat.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération des directeurs généraux délégués.

Sur proposition du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués sont également révocables à tout moment par le Conseil d'Administration. Si leur révocation a lieu sans juste motif, elle donne droit à des dommages et intérêts.

II – Délégation de pouvoirs

En dehors des délégations de pouvoirs prévues sous l'article et l'alinéa précédents au profit du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, le Conseil d'Administration peut en outre confier à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut notamment décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen ; il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

En cas d'empêchement ou de décès du Directeur général, le tiers des membres du Conseil d'Administration peut, sans condition de délai, convoquer un Conseil d'Administration en vue de prendre les décisions nécessaires en vue de pallier cette situation, et notamment déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur général."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

DOUZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 22 des statuts relatifs aux conventions réglementées :

ARTICLE 22 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

L'article 22 est désormais rédigé comme suit :

"Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son Directeur Général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du nouveau code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable, les conventions intervenant entre la société et une entreprise si le Directeur Général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance, ou de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les personnes intéressées sont tenues d'informer le Conseil dès qu'ils ont connaissance d'une convention soumise à autorisation. Elles ne peuvent prétendre prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions légales et réglementaires applicables.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TREIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 27 des statuts relatifs à l'admission aux assemblées et aux pouvoirs :

ARTICLE 27 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS

Il est ajouté le paragraphe 4 suivant à la fin de l'article :

"4. En application de l'article L.228-3-2 du nouveau code de commerce, l'intermédiaire qui a satisfait aux obligations prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L.228-1, à l'article L.228-2 ou L.228-3 ou au deuxième alinéa de l'article L.228-3-2 du nouveau code de commerce, peut en vertu d'un mandat général de gestion des titres, transmettre pour une assemblée le vote ou le pouvoir d'un propriétaire d'actions tel qu'il a été défini au troisième alinéa du même article."

Le reste de l'article est inchangé.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

QUATORZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 29 des statuts relatifs au quorum et au vote :

ARTICLE 29 – QUORUM – VOTE

Il est ajouté l'alinéa suivant à la fin du paragraphe 1 du dit article :

"Sont réputés présents pour le calcul du quorum, des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat."

Il est ajouté l'alinéa suivant à la fin du paragraphe 3 du dit article :

"Sont réputés présents pour le calcul de la majorité, des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

QUINZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 36 des statuts relatif à la mise en paiement des dividendes :

ARTICLE 36 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le huitième alinéa dudit article est désormais rédigé comme suit :

"L'augmentation de capital est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L.225-142, L.225-144 alinéa 2 et L.225-146 du nouveau code de commerce."

Le reste de l'article est inchangé.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

SEIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 41 des statuts relatif aux fusions et scissions :

ARTICLE 41 – FUSION – SCISSION

Cet article est désormais rédigé comme suit :

"L'assemblée générale extraordinaire pourra décider toutes opérations de fusion, de scission et de fusion scission, conformément aux prescriptions des articles L.236-1 et suivants du nouveau code de commerce."

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, constate l'expiration le 4 janvier 2002 des délégations globales d'une durée de vingt-six mois consenties au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 1999 en ses première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième résolutions visant l'émission immédiate et/ou différée de valeurs mobilières de la société avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

DIX-HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration, conformément à l'article L.225-129 III. alinéa 2, du nouveau code de commerce :

a) délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, dans le cadre de une ou plusieurs augmentations de capital à l'émission d'actions de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, la libération de ces actions pouvant être opérée en espèces ou par compensation de créances ;

c) décide que le montant des augmentations de capital pouvant être réalisées en application de la délégation susvisée, ne pourra excéder le montant nominal de 457.304 euros ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément à la loi, par suite de l'émission de valeurs mobilières y compris de bons de souscription donnant accès à terme au capital ;

d) décide, en tant que de besoin, que sont expressément exclues de la présente délégation :

- l'émission d'actions de priorité avec droit de vote ;
- l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;

e) décide que les actionnaires de la société exerceront, dans les conditions légales, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible et que le conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes ;

En outre, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité des émissions d'actions, le conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions recueillies, à condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;

- répartir librement tout ou partie des actions non souscrites ;

- offrir au public tout ou partie des actions non souscrites ;

Le conseil d'administration pourra d'office et dans tous les cas, limiter l'émission décidée au montant atteint lorsque les actions non souscrites représenteront moins de 3 % de ladite émission ;

f) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, pour la mise en œuvre de la délégation susvisée, à l'effet notamment de fixer les dates et modalités des émissions, de fixer les prix de souscription et les autres conditions des émissions, les montants de chaque émission, la date de jouissance des titres éventuellement rétroactive, de déterminer le mode de libération des actions, de fixer les conditions d'exercice, de cession et de négociation des droits de souscription et, le cas échéant, de conclure tous accords, notamment avec tous établissements de crédit, en vue d'assurer la bonne fin de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, de recueillir les souscriptions et les versements y afférents, de constater la ou les augmentations réalisées en application de la présente délégation,

de procéder aux modifications corrélatives des statuts, de demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé des actions ainsi émises et, d'une façon plus générale, de fixer les conditions, prendre toutes mesures et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission des actions nouvelles ;

Le conseil d'administration ou le directeur général de la société pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions ;

g) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, à l'effet, le cas échéant, de prévoir la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières existantes pendant un délai ne pouvant excéder trois mois, de fixer les modalités selon lesquelles sera effectuée, le cas échéant, la protection des droits des porteurs d'options et de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires ;

h) décide que ladite délégation est valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente assemblée.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129. III alinéa 2 et L. 225-136 du nouveau code de commerce :

a) délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, dans le cadre de une ou plusieurs augmentations de capital à l'émission d'actions de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, la libération de ces actions pouvant être opérée en espèces ou par compensation de créances ;

b) décide que le montant des augmentations de capital pouvant être réalisées en application de la délégation susvisée, ne pourra excéder le montant nominal de 457.304 euros ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément à la loi, par suite de l'émission de valeurs mobilières y compris de bons de souscription donnant accès à terme au capital ;

c) décide, en tant que de besoin, que sont expressément exclues de la présente délégation :

- l'émission d'actions de priorité avec droit de vote ;
- l'émission d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;

d) décide la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre, étant précisé que le conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires une faculté de souscription prioritaire irréductible et/ou réductible, aux actions dont il fixera les

modalités et les conditions d'exercice, sans donner lieu à la création de droits négociables. Les actions non souscrites en vertu de ce droit pourront faire l'objet d'un placement public ;

e) décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité des émissions d'actions définies ci-dessus, le conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions recueillies à condition que (i) celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée et que (ii) cette limitation n'entraîne pas la remise en cause du but de l'opération ;

Le conseil d'administration pourra dans tous les cas, limiter l'émission décidée au montant atteint lorsque les actions non souscrites représenteront moins de 3 % de ladite émission ;

f) décide que le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne des cours constatés en bourse pour l'action de la société pendant dix jours de bourse consécutifs choisis parmi les vingt derniers jours de bourse précédant le début d'émission des actions, après correction, le cas échéant, de ladite moyenne en fonction de la date de jouissance ;

g) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, pour la mise en œuvre de la délégation susvisée, à l'effet notamment de fixer les dates et modalités des émissions, de fixer les prix de souscription et les autres conditions des émissions, les montants de chaque émission, la date de jouissance des titres éventuellement rétroactive, de déterminer le mode de libération des actions, de fixer les conditions d'exercice de cession et de négociation des droits de souscription et, le cas échéant, de conclure tous accords, notamment avec tous établissements de crédit, en vue d'assurer la bonne fin de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, de recueillir les souscriptions et les versements y afférents, de constater la ou les augmentations réalisées en application de la présente délégation, de procéder aux modifications corrélatives des statuts, demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé des actions ainsi émises et, d'une façon plus générale, de fixer les conditions, de prendre toutes mesures et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission des actions nouvelles ;

Le conseil d'administration ou le directeur général de la société pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions ;

h) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, à l'effet, le cas échéant, de prévoir la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières existantes pendant un délai ne pouvant excéder trois mois ;

i) décide que ladite délégation est valable pour une durée de trois ans à compter de la présente assemblée.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, se prononçant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, et après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, délègue audit conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, à l'augmentation du

capital social au moyen de l'incorporation de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion et d'apport ; la ou les augmentations de capital devant être réalisées par création et attribution gratuite d'actions ou par élévation du pair ou du nominal de chaque action composant le capital social ;

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide que, en cas d'attribution d'action gratuite, les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de titres attribués ;

Le montant global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder le montant nominal de 457.304 euros ;

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, de fixer les conditions d'exercice, de cession et de négociation des droits d'attribution, d'effectuer tous actes et formalités visant à constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, de procéder aux modifications corrélatives des statuts, de conclure tous accords, notamment, avec tous établissements de crédit, en vue d'assurer la bonne fin de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, de demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé des actions ainsi émises et, d'une façon générale, de fixer les conditions, prendre toutes mesures et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission des titres nouveaux ;

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide que la délégation susvisée est valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente assemblée.

Dans l'hypothèse où aux dates d'utilisation de la présente autorisation, resteraient en cours de validité des valeurs mobilières composées donnant droit à des actions, des options de souscription ou d'achat d'actions ou des certificats d'investissements, le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, est également habilité à prendre les mesures nécessaires pour réserver, dans les conditions légales, les droits des titulaires de ces valeurs mobilières ou de ces options.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT ET UNIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et L.225-148 du nouveau code de commerce :

- délègue au conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder dans les conditions de la dix-neuvième résolution qui précède, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, à l'émission d'actions de Valtech en rémunération des titres apportés à toute offre publique d'échange initiée par Valtech sur les titres d'une autre société inscrite à l'un des marchés réglementés visés à l'article L.225-148 et décide, en tant que de besoin, de supprimer au profit des porteurs de ces actions le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions ;

- décide que le plafond du montant nominal des augmentations de capital résultant des émissions d'actions susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 457.304 euros ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée et est commun et s'impute sur le plafond fixé par la dix-neuvième résolution ;

- décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment de la réalisation des offres publiques d'échange visées ci-dessus et de procéder aux émissions d'actions rémunérant les titres apportés dans les conditions prévues par la dix-neuvième résolution, étant entendu que le conseil d'administration aura notamment à fixer les parités d'échange, à constater le nombre de titres apportés à l'échange, à prendre généralement toute disposition utile et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée, à constater la ou les augmentations de capital en résultant et modifier les statuts.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate que la présente délégation est valable pour une durée de trois ans à compter de la présente assemblée.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux articles L.225-161 et L.225-129 III alinéa 2 du nouveau code de commerce :

a) délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, à l'émission d'obligations convertibles de la société donnant droit à terme à des actions de la société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, la libération de la souscription desdites obligations pouvant être opérée en espèces ou par compensation de créances ;

b) décide que le montant nominal des augmentations de capital pouvant être réalisées en application de la délégation susvisée, ne pourra excéder le montant nominal de 457.304 euros ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée, étant précisé que, ce plafond est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément à la loi, par suite de l'émission de valeurs mobilières y compris de bons de souscription donnant accès à terme au capital ;

c) décide que sont expressément exclues de la présente délégation, l'émission d'obligations convertibles en actions, donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions de priorité avec droit de vote, ou l'émission d'obligations convertibles en actions, donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions à dividende prioritaire sans droit de vote ou encore à des certificats d'investissement ;

d) décide que les actionnaires de la société exerceront, dans les conditions légales, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible et que le conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'obligations convertibles en

actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes ;

En outre, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité des émissions définies ci-dessus, le conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions recueillies, à condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;

- répartir librement tout ou partie des obligations convertibles non souscrites ;

- offrir au public tout ou partie des obligations convertibles non souscrites.

Le conseil d'administration pourra d'office et dans tous les cas, limiter l'émission décidée au montant atteint lorsque les obligations convertibles non souscrites représenteront moins de 3 % de ladite émission ;

e) prend acte, conformément à l'article L.225-161 du nouveau code de commerce, que la délégation susvisée comporte au profit des titulaires d'obligations convertibles donnant une vocation différée à des actions de la société, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion des obligations.

f) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, pour la mise en œuvre de la délégation susvisée, à l'effet notamment de fixer les dates et modalités des émissions, de fixer les prix des obligations et les conditions des émissions, les montants de chaque émission, la date de jouissance des actions de conversion éventuellement rétroactive, de déterminer le mode de libération des obligations convertibles, de fixer les conditions d'exercice, de cession et de négociation des droits de souscription, la durée et les modalités de conversion des obligations, de conclure tous accords, notamment avec tous établissements de crédit, en vue d'assurer la bonne fin de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, de recueillir les souscriptions et les versements y afférents, de constater la ou les augmentations réalisées en application de la présente délégation, de procéder aux modifications corrélatives des statuts, de demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé des obligations ainsi émises et des actions crées par conversion et, d'une façon plus générale, de fixer les conditions, prendre toutes mesures et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission des valeurs mobilières nouvelles ;

Le conseil d'administration ou le directeur général de la société pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions ;

Il est toutefois précisé que le prix d'émission des obligations ne pourra être inférieur à la valeur nominale ou au pair des actions que les obligataires recevront en cas d'option pour la conversion ;

La durée des emprunts ne pourra être supérieure à 20 ans. Le montant nominal des obligations pouvant être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 50.000.000 euros ou sa contre-valeur en toute autre monnaie autorisée ;

Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation et faire l'objet d'un remboursement avec ou sans prime ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachat en bourse ou d'offre d'échange par la société ;

Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, pour déterminer leur caractère subordonné ou non, fixer les taux d'intérêt, la

durée des obligations, leur prix de remboursement, leurs modalités d'amortissement et les conditions dans lesquelles ces obligations donneront droit à des actions de la société.

g) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, à l'effet, le cas échéant, de prévoir la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières existantes pendant un délai ne pouvant excéder trois mois, de fixer les modalités selon lesquelles sera effectuée la protection des droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'options donnant accès à terme au capital, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires, d'ajuster dans les conditions légales les bases de conversion lors de toutes opérations financières réalisées par la société.

h) décide que la délégation susvisée est valable pour une durée de cinq ans à compter de la présente assemblée.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux articles L.225-161 et L.225-129 III alinéa 2 et L. 225-136 du nouveau code de commerce :

a) délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, à l'émission d'obligations convertibles de la société donnant droit à terme à des actions de la société, la libération des obligations pouvant être opérée en espèces ou par compensation de créances ;

b) décide que le montant des augmentations de capital pouvant être réalisées en application de la délégation susvisée, ne pourra excéder le montant nominal de 457 304 euros ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément à la loi, par suite de l'émission de valeurs mobilières y compris de bons de souscription donnant accès à terme au capital ;

c) décide que sont expressément exclues de la présente délégation l'émission d'obligations convertibles en actions donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions de priorité avec droit de vote, ou l'émission d'obligations convertibles en actions donnant accès immédiat et/ou à terme à des actions à dividende prioritaire sans droit de vote ou encore à des certificats d'investissement ;

d) décide la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux obligations convertibles à émettre, étant précisé que le conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires une faculté de souscription prioritaire irréductible et/ou réductible, aux obligations dont il fixera les modalités et les conditions d'exercice, sans donner lieu à la création de droits négociables. Les obligations non souscrites en vertu de ce droit pourront faire l'objet d'un placement public ;

e) décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité des émissions d'obligations convertibles définies ci-dessus, le conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions recueillies à condition que (i) celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée et que (ii) cette limitation n'entraîne pas la remise en cause du but de l'opération ;

Le conseil d'administration pourra dans tous les cas, limiter l'émission décidée au montant atteint lorsque les obligations non souscrites représenteront moins de 3 % de ladite émission ;

f) prend acte, conformément à l'article L.225-161 du nouveau code de commerce, que la délégation susvisée comporte au profit des titulaires d'obligations convertibles donnant une vocation différée à des actions de la société, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion des obligations ;

g) décide que la conversion de chaque obligation convertible se fera, compte tenu de la valeur nominale des obligations, en un nombre d'actions tel que la somme perçue par la société, pour chaque action, soit au moins égale (i) à la valeur nominale ou au pair de chaque action émise et (ii) à la moyenne des cours constatés en bourse pour l'action de la société pendant dix jours de bourse consécutifs choisis parmi les vingt derniers jours de bourse précédant le début d'émission des obligations convertibles, après correction, le cas échéant, de ladite moyenne en fonction de la date de jouissance ;

h) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, pour la mise en œuvre de la délégation susvisée, à l'effet notamment de fixer les dates et modalités des émissions, le prix des obligations et les autres conditions des émissions, les montants de chaque émission, la date de jouissance des actions de conversion éventuellement rétroactive, de déterminer le mode de libération des obligations convertibles, la durée et les modalités de conversion des obligations en titres de capital, de conclure tous accords, notamment avec tous établissements de crédit, en vue d'assurer la bonne fin de toute émission réalisée en vertu de la présente délégation, de recueillir les souscriptions et les versements y afférents, de constater la ou les augmentations réalisées en application de la présente délégation, de procéder aux modifications corrélatives des statuts, de demander l'admission aux négociations sur un marché réglementé des obligations ainsi émises et des actions créées par conversion et, d'une façon plus générale, de fixer les conditions, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission des valeurs mobilières nouvelles ;

Le conseil d'administration ou le directeur général de la société pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions ;

i) La durée des emprunts ne pourra être supérieure à 20 ans. Le montant nominal des obligations pouvant être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 50.000.000 euros ou sa contre-valeur en toute autre monnaie autorisée ;

Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation et faire l'objet d'un remboursement avec ou sans prime ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachat en bourse ou d'offre d'échange par la société ;

Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, pour déterminer leur caractère subordonné ou non, fixer les taux d'intérêt, la durée des obligations, leur prix de remboursement, leurs modalités d'amortissement et les conditions dans lesquelles ces obligations donneront droit à des actions de la société ;

j) décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au directeur général de la société, à l'effet, le cas échéant, de prévoir la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières existantes pendant un

délai ne pouvant excéder trois mois, d'ajuster les bases de conversion de ces obligations lors de toutes opérations financières réalisées par la société ;

k) décide que la délégation susvisée est valable pour une durée de trois ans à compter de la présente assemblée.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide expressément, conformément à l'article L.225-129 IV du nouveau code de commerce, que les délégations octroyées au conseil d'administration aux termes des dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions qui précèdent, à l'effet de procéder aux augmentations de capital de la société qu'elles soient immédiates ou à terme, sont maintenues en période d'offre publique d'achat ou d'offre publique d'échange sur les titres de la société.

Le maintien desdites délégations en période d'offre publique d'achat ou d'offre publique d'échange sur les titres de la société est valable jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, et en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide de fixer à :

- 457.304 euros le montant maximum nominal des augmentations du capital social immédiates ou à terme pouvant être réalisées en vertu des délégations octroyées aux termes des dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions, étant précisé que s'ajoutera, le cas échéant, à ce montant nominal, celui des actions supplémentaires qui seront émises pour préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières ou d'options donnant droit à des actions,

- 50.000.000 euros, le montant nominal des obligations pouvant être émises en vertu des délégations octroyées aux termes des vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième résolutions.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, et sous réserve de l'adoption de la vingt-septième résolution, décide de mettre fin, à effet de ce jour, à l'autorisation d'émettre des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise consentie au conseil d'administration par l'assemblée générale mixte du 29 juin 2001 en sa dix-huitième résolution.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, décide, sous réserve de l'adoption de la résolution précédente, :

- d'autoriser le conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, et sur ses seules décisions, conformément aux dispositions de l'article L 228-95 du nouveau code de commerce, à l'émission en numéraire ou par attribution gratuite d'un maximum de 10.000.000 de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, au profit des membres du personnel de la société Valtech et de ses dirigeants, dans les conditions de l'article 163 bis G du code général des impôts, conférant à leurs titulaires le droit de souscrire, par bon, une action de la société ;

- d'autoriser le conseil d'administration, pour permettre aux titulaires des bons d'exercer leur droit de souscription, à augmenter le capital social d'un montant nominal maximal de 152.400 euros et à émettre en représentation de cette augmentation de capital des actions de la société. A ces actions nouvelles s'ajoutera éventuellement le montant nominal des actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de bons, dans les cas où cette réservation s'imposerait ;

- d'autoriser le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 137 de la loi n° 2001-420 sur les nouvelles régulations économiques modifiant l'article 163 Bis G du code général des impôts, à fixer la liste des bénéficiaires des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises, et ainsi, à fixer le nom des attributaires et le nombre de bons attribués à chacun d'entre eux.

Cette émission étant réservée, conformément à l'article 163 bis G du code général des impôts, aux membres du personnel de la société Valtech et à ses dirigeants, l'assemblée générale extraordinaire décide de supprimer en tant que de besoin, au profit desdits bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription aux bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise à émettre par le conseil d'administration dans le cadre de la présente délégation.

Les actionnaires décident de renoncer expressément au profit des bénéficiaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles lesdits bons donneront droit.

Le prix d'émission des actions souscrites en exercice des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, sera fixé à un prix qui sera déterminé le jour où les bons seront attribués par le conseil d'administration, dans le cadre de la délégation sus-décrite, et sera déterminé comme suit :

(i) En l'absence d'augmentation de capital réalisée dans les six (6) mois précédant l'attribution desdits bons, le prix d'émission sera égal à 100% de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les bons seront consentis.

(ii) Dans l'hypothèse où la société a réalisé une augmentation de capital dans les six (6) mois précédant l'attribution desdits bons,

(a) le prix d'émission sera égal à 100% de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les bons seront consentis, si, conformément aux dispositions légales, le montant ainsi déterminé est au moins égal au prix d'émission des actions émises à l'occasion de ladite augmentation de capital.

(b) Si la moyenne des cours obtenue dans les conditions visées au (i) est inférieure strictement au prix d'émission des actions émises à l'occasion d'une augmentation de capital à laquelle la société aurait pu procéder dans les six (6) mois précédant l'attribution desdits bons, ce prix sera égal au prix d'émission des actions émises à l'occasion de ladite augmentation de capital.

Les autres modalités de l'opération feront l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions de l'article 155-2 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 modifié, que le conseil d'administration établira au moment où il fera usage de la présente délégation.

L'assemblée générale des actionnaires délègue également tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet

- de fixer les dates d'ouverture et de clôture de la souscription et le prix d'émission desdits bons ou la date d'attribution ;
- d'arrêter les autres modalités dans le respect des dispositions visées ci-dessus, et notamment :
- les dates entre lesquelles ces bons pourront être exercés, sans qu'elles puissent dépasser le délai de cinq ans à compter de leur attribution ;
- le ou les prix de souscription des actions pouvant être obtenues par exercice des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, ainsi que leur date de jouissance ;
- les modalités d'ajustement des conditions de souscription aux actions, fixées à l'origine, afin de réserver les droits des titulaires de bons de souscription conformément à la loi ;
- de prendre en temps utile toutes mesures d'information qui seraient nécessaires ;
- de constater le nombre et le montant des actions émises par l'exercice des bons, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et apporter aux statuts les modifications correspondantes ;
- d'une manière générale, de passer toutes conventions, prendre toutes mesures et remplir toutes formalités afférentes à l'émission et à l'exercice des bons de souscription.

En outre, le conseil d'administration prendra toutes dispositions pour assurer la protection des porteurs de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dans les cas prévus par la loi.

Cette autorisation est conférée pour une durée d'un an à compter de la présente assemblée.

VOTE POUR	:	***18 104 215***
VOTE CONTRE	:	***0***
ABSTENTION	:	***2***

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et sous réserve de l'adoption de la vingt-neuvième et de la trentième résolution, décide de mettre fin par anticipation, à effet de ce jour, à l'autorisation d'émettre des options de souscription d'actions consentie au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 1999, modifiée par l'assemblée générale mixte du 24 mars 2000.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

VINGT-NEUVIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires autorise le conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés ainsi que des mandataires sociaux dirigeants ou non de la société Valtech et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du nouveau code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de son capital dans la limite du tiers du capital social de la société tel qu'il ressortira à la date du conseil d'administration décidant l'attribution ; il est précisé que, pour le calcul de cette limite, il sera tenu compte, conformément aux dispositions légales, de la totalité des options de souscription émises par la société, qui ne seront pas caduques ou auxquelles leur bénéficiaire n'aura pas renoncé individuellement, et qui n'auront pas encore été exercées à la date d'attribution.

Ces options pourront être levées pendant une durée de cinq ans à compter du jour de la délibération du conseil d'administration aux termes de laquelle il consentira lesdites options.

Aucune option de souscription ne pourra être consentie dans les délais que la loi prévoit expressément.

Sous réserve des ajustements rendus nécessaires en cas de réalisation ultérieure des opérations visées par la loi, savoir notamment :

- émission d'actions à souscrire en numéraire,
- émission d'obligations donnant droit à des actions,
- incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- distribution de réserves,
- réduction du capital motivée par des pertes,

les actions seront émises, conformément à la législation en vigueur, à un prix fixé le jour où les options seront consenties par le conseil d'administration et qui sera égal à 100% de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options de souscription seront consenties.

En cas de réajustement rendu nécessaire par l'une des opérations susvisées, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires donne dès à présent tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de procéder, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix et du nombre des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération prévue.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires prend acte de ce que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options.

Le conseil d'administration ou le directeur général de la société pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission des frais occasionnés par la réalisation des émissions, constater les augmentations de capital résultant de la levée des options et procéder aux modifications statutaires corrélatives.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires donne tous pouvoirs au conseil d'administration, pendant un délai de trente-huit mois à l'effet de consentir, en une ou plusieurs fois, au profit des personnes qu'il désignera, des options donnant droit à la souscription des actions offertes en application de la vingt-neuvième résolution, d'en fixer les conditions d'attribution et les modalités selon lesquelles elles pourront être exercées, étant précisé que ces conditions pourront comporter des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option et, généralement, mener ces opérations à bonne fin.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTE-ET-UNIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir écouté la lecture du rapport du conseil d'administration, décide que le nombre maximum des options de souscription et/ou des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise pouvant être consentis par le conseil d'administration, agissant sur autorisation de la présente assemblée, ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions, commun aux options de souscription et aux bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, excédant le tiers du capital social de la société tel qu'il ressortira à la date du conseil d'administration décidant l'attribution ; il est précisé que, pour le calcul de cette limite, il sera tenu compte, conformément aux dispositions légales, de la totalité des options de souscription et des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, émis par la société, qui ne seront pas caducs ou auxquels leur bénéficiaire n'aura pas renoncé individuellement, et qui n'auront pas encore été exercés à la date d'attribution.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTE-DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, et sous réserve de l'adoption de la trente-troisième et de la trente-quatrième résolutions, décide de mettre fin, à effet de ce jour, à l'autorisation d'émettre des options d'achat d'actions consenties au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du 5 novembre 1999, modifiée par les assemblées générales mixtes du 24 mars 2000 et du 29 juin 2001.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTE-TROISIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires autorise le conseil d'administration à consentir au bénéfice des salariés ainsi que des mandataires sociaux dirigeants ou non de la société Valtech et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du nouveau code de commerce, des options donnant droit à l'achat d'actions de la société Valtech dans la limite de 2 500 000 actions provenant de rachats d'actions effectués par la société elle-même dans les conditions légales et réglementaires.

Ces options pourront être levées pendant une durée de cinq ans à compter du jour de la délibération du conseil d'administration aux termes de laquelle il consentira lesdites options.

Aucune option d'achat ne pourra être consentie dans les délais que la loi prévoit expressément.

Sous réserve des ajustements rendus nécessaires en cas de réalisation ultérieure des opérations visées par la loi, savoir notamment :

- émission d'actions à souscrire en numéraire,
- émission d'obligations donnant droit à des actions,
- incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
- distribution de réserves,
- réduction du capital motivée par des pertes,

les actions seront acquises, conformément à la législation en vigueur, à un prix fixé le jour où les options seront consenties par le conseil d'administration et qui sera égal à 100 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties, étant précisé que ce prix ne pourra, en outre, être inférieur à 100 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société au titre des articles L.225-208 et/ou L. 225-209 du nouveau code de commerce.

En cas de réajustement rendu nécessaire par l'une des opérations susvisées, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires donne dès à présent tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de procéder, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du prix et du nombre des actions comprises dans les options consenties pour tenir compte de l'incidence de l'opération prévue.

VOTE POUR : 18 104 215
VOTE CONTRE : 0
ABSTENTION : 2

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

TRENTE-QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires donne tous pouvoirs au conseil d'administration, pendant un délai de trente-huit mois, à l'effet de consentir, en une ou plusieurs fois, au profit des personnes qu'il désignera, des options donnant droit à l'achat des 2 500 000 actions offertes en application de la trente-troisième résolution, d'en fixer les conditions d'attribution et les modalités selon lesquelles elles pourront être exercées, étant précisé que ces conditions pourront comporter des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option, et, généralement, mener ces opérations à bonne fin.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

(...)

QUARANTE ET UNIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer les formalités prévues par la loi.

VOTE POUR	:	*18 104 215*
VOTE CONTRE	:	*0*
ABSTENTION	:	*2*

CETTE RESOLUTION MISE AUX VOIX EST ADOPTEE A LA MAJORITE

(...)

* * *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17 heures 35.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

"Bon pour extrait
conforme à l'original"

Président

VALTECH
Société Anonyme au Capital de 1 053 560,54604 €
Siège Social : Grande Arche de la Défense - 92044 Paris la Défense Cedex
389 665 167 RCS NANTERRE

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 4 AVRIL 2002

EXTRAIT

L'an deux mil deux,
Le 4 avril,
A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire,

Les membres du conseil d'administration de la société anonyme "**VALTECH**" se sont réunis au siège social sur convocation du Président à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Suite à la modification des statuts concernant l'organisation de la direction générale de la société, Choix du mode d'exercice de la direction générale : option en faveur de la non dissociation des fonctions de Président du conseil d'administration et de directeur général,*
- *Election du Président du conseil d'administration prenant également les fonctions du directeur général, pouvoirs à conférer, fixation de sa rémunération,*
- *Nomination d'un directeur général délégué, pouvoirs à conférer, fixation de sa rémunération,*
- *(...)*

Sont présents et représentés :

- **Monsieur Jean-Yves HARDY**, Administrateur,
- **Monsieur Olivier CAVREL**, Administrateur, ayant donné un pouvoir à Monsieur Jean-Yves HARDY,
- **Monsieur Eric MOUILLERON,** Administrateur,

Est absent et excusé :

- **Monsieur Jens HEIMBURGER**, Administrateur.

Chacun des administrateurs présents a signé, lors de son entrée en séance, le registre de présence aux délibérations du Conseil.

Monsieur Jean-Yves Hardy assure la Présidence de la séance à la demande de l'autre administrateur.

Il constate alors que le nombre d'administrateurs présents est égal au nombre minimum requis par la loi et les statuts. Il déclare alors que le Conseil est régulièrement constitué et qu'il peut valablement délibérer.

SUITE A LA MODIFICATION DES STATUTS CONCERNANT L'ORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE, CHOIX DU MODE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Option en faveur de la non dissociation des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général, élection du président du conseil d'administration prenant également les fonctions du directeur général , pouvoirs à conférer, fixation de sa rémunération

M. Jean-Yves Hardy rappelle que l'assemblée générale extraordinaire réunie ce jour a décidé de modifier, conformément aux prescriptions légales, les articles 20 "Direction générale" et 21 "Directeur général délégué et délégation de pouvoirs" des statuts se rapportant à la nouvelle organisation de la direction générale de la société.

En conséquence, il appartient au conseil d'administration, en application de l'article 20 des statuts, de choisir le mode d'exercice de la direction générale de la société et de déterminer si la direction générale de la société sera désormais assurée par le Président du conseil d'administration ou par une autre personne physique nommée par le conseil et portant le titre de directeur général.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le conseil d'administration décide

- de ne pas modifier la répartition des pouvoirs tels qu'elle a été organisée jusqu'à aujourd'hui au sein de la société,
- et ainsi décide que la direction générale de la société sera assumée par le président du conseil d'administration.

Confirmation de Jean-Yves Hardy en tant que Président du conseil d'administration en charge de la direction générale de la société

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité de confirmer Monsieur Jean-Yves Hardy dans ses fonctions de Président du conseil d'administration, lequel assurera également la direction de la société.

En tant que Président du conseil d'administration, Jean-Yves Hardy représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

A ce titre, Jean-Yves Hardy est également investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers, ceci, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration et dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Monsieur Jean-Yves Hardy déclare accepter la mission qui vient de lui être confiée et remercie le conseil d'administration de la confiance qui lui est à nouveau manifestée. Il déclare satisfaire à toutes les obligations se rapportant à ce mandat, notamment en terme de cumul des mandats.

Monsieur Jean-Yves Hardy préside alors la séance en tant que Président du conseil d'administration.

... ...

BARBIER FRINAULT ET AUTRES
ARTHUR ANDERSEN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
41, rue Ybry – 92576 NEUILLY SUR SEINE

FIDREX
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
14, Rue de la pépinière – 75008 PARIS

VALTECH S.A.

Société anonyme au capital de 1 022 864 961 Euro

Siège social : Grande Arche de la Défense – 92 044 Paris la Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'EMISSION D'ACTIONS

AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

BARBIER FRINAULT ET AUTRES
ARTHUR ANDERSEN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
41, rue Ybry – 92576 NEUILLY SUR SEINE

FIDREX
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
14, Rue de la pépinière – 75008 PARIS

VALTECH S.A.

Société anonyme au capital de 1 022 864,961 Euro
Siège social : Grande Arche de la Défense – 92 044 Paris la Défense Cedex

Mesdames, Messieurs les actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par les articles L 228-92 et L 228-95 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux apporteurs des actions de la société Digital ESP.

Dans le cadre de l'opération d'apport des titres Digital ESP, sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer, il est prévu que la société VALTECH attribue aux apporteurs, en rémunération des titres reçus, un nombre d'actions nouvelles compris entre 1 469 771 et 1 664 842 , de 0,01524 Euros de valeur nominale chacune. Il est également prévu que les apporteurs reçoivent 485 854 actions avec bons de souscription d'actions.

A chaque action avec bons de souscription d'actions (ci-après désignées A.B.S.A) sera attaché un bon de souscription et chaque bon donnera droit de souscrire à une action.

Les conditions d'exercice attachées à chaque bon sont exposées précisément dans le rapport du conseil d'administration.

Les B.S.A. ne pourront être exercés par leurs bénéficiaires qu'à la condition qu'ils prennent à leur charge toute réclamation éventuellement formulée au titre de la Garantie de passif stipulée dans le traité de fusion .

En outre, une partie des bons attribués à l'un des apporteurs, à savoir 125 000 BSA, ne pourra être exercée qu'à la condition que celui-ci n'ait pas démissionné de ses fonctions au sein de DIGITAL ESP ou de toute autre entité du groupe VALTECH dans les douze mois qui suivront la date de réalisation de l'apport.

Le prix unitaire d'exercice des bons sera de 0,01524 Euros, correspondant à la valeur nominale de l'action.

Nous avons procédé au contrôle des informations fournies dans le rapport du conseil d'administration sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et également vérifié les informations chiffrées qui y sont présentées, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001 n'ayant pas encore été arrêtés à ce jour, les informations chiffrées présentées sont extraites d'une situation financière intermédiaire au 30 juin 2001. Cette situation a été établie selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que le dernier bilan annuel, et après prise en compte des modifications apportées depuis le 30 juin 2001 au capital social.

Nous certifions la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes de la société et données dans le rapport du conseil d'administration.

La proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite n'appelle aucune observation de notre part, dès lors qu'elle s'inscrit dans le cadre de l'opération d'apport des titres DIGITAL ESP soumise à votre approbation.

La présentation de l'incidence de l'émission des actions ordinaires et des actions avec bons de souscription d'actions sur la situation de l'actionnaire appréciée par rapport aux capitaux propres et sur la valeur boursière de l'action n'appellent pas non plus d'observation de notre part.

Quant au prix d'émission des actions à émettre et au prix d'exercice des bons de souscription attachés, il appartient aux commissaires aux apports de vous présenter leurs observations éventuelles.

Fait à Paris et à Neuilly Sur Seine, le 22 février 2002

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT ET AUTRES

Représenté par

Pierre JOUANNE

FIDREX

Représenté par

Didier NATTAF

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

15 février 2002

Digital ESP, Inc.

Valtech

Convention d'apport



SJ Berwin
64, avenue Kléber
75116 Paris
T +33 (1) 44 346 346
F +33 (1) 44 346 347

SOMMAIRE

1. APPORT 5

2. VALEUR DE L'APPORT 5

3. REMUNERATION DE L'APPORT 5

4. PROPRIETE - JOUISSANCE 8

5. BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS VALTECH 8

6. DECLARATIONS 12

7. CONDITIONS SUSPENSIVES 13

8. DROITS D'ENREGISTREMENT 13

9. FORMALITES - FRAIS 13

10. DEFINITION 14

11. ELECTION DE DOMICILE 14

12. NOTIFICATION 14

13. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE 14

14. ANNEXES 14

15. POUVOIRS 15

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Brad Murphy, né le 29 novembre 1960 à Kingston, New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant 9937 Koupela Drive, Raleigh, NC 27614 (Etats-Unis d'Amérique)

Monsieur Cornelius E. Bullock, Jr., né le 17 mai 1960, à Greensboro, Caroline du Nord, Gilford County (Etats-Unis d'Amérique), demeurant 2322 Primrose Valley Court, Raleigh, NC 27613 (Etats-Unis d'Amérique)

Infologix (BVI) Limited, société de droit des Iles Vierges Britanniques au capital social de USD 50.000, dont le siège social est situé Tropic Isle Building, PO Box 438, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 363435 (« **Infologix** ») représentée par Monsieur Hans Lindroth, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignés collectivement les **"Apporteurs"**

D'UNE PART,

ET

VALTECH, société anonyme au capital social de EUR 1.022.864,961, dont les titres sont admis aux négociations sur le *Nouveau Marché,* dont le siège social est situé Grande Arche de la Défense, 92044 Paris La Défense, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 389 665 167,

représentée par Monsieur Jean-Yves Hardy, Président du Conseil d'Administration de Valtech, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignée la "**Société Bénéficiaire**" ou **"Valtech"**,

D'AUTRE PART

Les Apporteurs et la Société Bénéficiaire sont ci-après dénommés collectivement les **"Parties"**

PREAMBULE

A. La Société Bénéficiaire est une société anonyme dont l'activité consiste à fournir toute prestation de services dans le domaine informatique et toute prestation d'analyse, de conseil en gestion, de management, organisation, logistique et conseil en système informatique. La Société Bénéficiaire est cotée au Nouveau Marché depuis le 13 avril 1999.

Le capital de la Société Bénéficiaire s'élève à ce jour à EUR 1.022.864,961 divisé en 67.102.089 actions.

L'intégralité du capital de la Société Bénéficiaire est libérée.

B. La Société Bénéficiaire a conclu le 7 février 2002 un traité de fusion de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique) (le « **Traité de Fusion** ») avec notamment la société Digital ESP, Inc. (« *Agreement and Plan of Merger by and among DigitalEsp Acquisition Corp., Digital ESP Inc. and Brad Murphy and Infologix (BVI) Limited* »), joint en **Annexe 4** aux présentes.

En vertu du Traité de Fusion, les actions représentant 100 % du capital social de Digital ESP, Inc. sont apportées par les Apporteurs en vue de la fusion entre Digital ESP, Inc. et une filiale de droit de l'état du Delaware (Etats-Unis d'Amérique) de la Société Bénéficiaire (la « **Fusion** »).

Ces actions apportées seront annulées et automatiquement converties en un droit, consécutivement à la fusion, (a) pour les Apporteurs de recevoir, par application de la présente convention d'apport et conformément au droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), des actions nouvelles de la Société Bénéficiaire et (b) pour la Société Bénéficiaire, de recevoir 100 % du capital social de l'entité fusionnée (l' « **Apport** »).

Le capital social émis de Digital ESP, Inc. est divisé en 15.375.000 actions ordinaires, 7.702.401 actions privilégiées de catégorie A et 155.000 actions privilégiées de catégorie B.

C. La société dont les titres sont objet de l'Apport, et dont la dénomination sociale sera, à l'issue de la Fusion Digital ESP, Inc. (« **Digital** ») est une société dans laquelle la responsabilité des actionnaires est limitée (Corporation) de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dont le siège social sera situé 15 East North Street, Dover, Delaware 19901 (Etats-Unis d'Amérique) et dont l'établissement principal sera situé 900 Riverfield Drive, Suite 200, Raleigh, Caroline du Nord 27609 (Etats-Unis d'Amérique), et dont l'activité sera le développement de logiciels, le conseil et la prestation de services en matière informatique pour des sociétés du secteur du commerce électronique.

D. Il a été décidé que les Apporteurs apporteraient à la Société Bénéficiaire tous leurs droits représentant 100% du capital social et des droits du vote de Digital, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 7 ci-dessous.

Cette opération d'apport se fera sous la forme d'un apport en nature, régi par l'article L. 225-147 du Code de commerce (ancien article 193 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales).

Le capital social de Digital à l'issue de la Fusion sera divisé en 1.000 actions ordinaires.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. APPORT

A la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives visées à l'article 7 ci-dessous (la « **Date de Réalisation** »), et sous réserve de la réalisation desdites conditions suspensives, les Apporteurs apporteront la totalité des actions qu'ils détiennent dans le capital de Digital Esp, Inc., telles que décrites dans le tableau ci-dessous, et qui seront, à l'issue de la Fusion, annulées et converties en un droit de recevoir 100% du capital et des droits de vote de Digital soit 1.000 actions ordinaires de Digital (les « **Actions** ») :

Apporteurs	Nombre d'actions apportées
Brad Murphy	155.000 actions privilégiées de catégorie B
Cornelius E. Bullock, Jr.	15.375.000 actions ordinaires
Infologix (BVI) Limited	7.702.401 actions privilégiées de catégorie A

2. VALEUR DE L'APPORT

Les Actions seront apportées, à la Date de Réalisation, pour un montant de EUR 3.500.000. La méthode d'évaluation des apports est présentée en **Annexe 1.**

3. REMUNERATION DE L'APPORT

3.1 En rémunération de l'Apport qui lui sera fait par les Apporteurs à la Date de Réalisation, la Société Bénéficiaire augmentera son capital d'un montant maximum de EUR 32.776,60704 et d'un montant minimum de EUR 29.803,72500 au moyen de la création de :

(a) un maximum de 1.664.842 et un minimum de 1.469.771 actions nouvelles ordinaires Valtech (les « **Actions Ordinaires** »), et

(b) 485.854 actions avec bon de souscription d'action (les « **ABSA** ») ; à chacune de ces actions ordinaires Valtech est attachée un (1) bon de souscription Valtech (les

« **BSA** ») et chaque bon de souscription donne droit à la souscription d'une (1) action ordinaire Valtech, dans les conditions décrites ci-dessous à l'article 4.

Les Actions Ordinaires et les ABSA émises à la Date de Réalisation sont ci-après collectivment dénommées, les « **Actions Valtech** ».

3.2 Le nombre définitif d'Actions Ordinaires à émettre sera déterminé de la manière suivante :

- Si le Cours à la Date de Réalisation (tel que défini ci-dessous) est supérieur à EUR 1,71 ou est inférieur ou égal à EUR 2,89, le nombre définitif d'Actions Ordinaires sera 1.528.292.

- Si le Cours à la Date de Réalisation (tel que défini ci-dessous) est inférieur ou égal à EUR 1,71 ou supérieur à EUR 2,89, le nombre définitif d'Actions Ordinaires sera déterminé conformément à l'**Annexe 3** aux présentes.

Les Actions Ordinaires émises au-delà ou en-deçà du nombre de 1.528.292 (ainsi qu'il est précisé en **Annexe 3**) sont définies comme les « **Actions d'Ajustement** ». Les Actions d'Ajustement seront réparties proportionnellement entre Brad Murphy et Infologix. Le « **Cours à la Date de Réalisation** » est égal à la moyenne des cours cotés (cours de clôture) des dix dernières séances de bourse consécutives de l'action Valtech jusqu'à la veille de la Date de Réalisation incluse, tel que déterminé par le Nouveau Marché et publié par Euronext N.V.

3.3 La différence entre la valeur de l'Apport et le montant de l'augmentation de capital (au maximum de EUR 32.776,60704 et au minimum de EUR 29.803,72500) représente une somme comprise entre EUR 3.467.223,39296 et EUR 3.470.196,27500 constitutive de la prime d'émission.

Les Actions Valtech émises en rémunération de l'Apport seront attribuées conformément à l'**Annexe 3**.

Les hypothèses de (i) nombre d'Actions Valtech à émettre, ainsi que de (ii) montant de prime d'émission sont listées en **Annexe 3**.

3.4 A la Date de Réalisation, les Apporteurs remettront à la Société Bénéficiaire les certificats représentant 100 % du capital social de Digital Esp, Inc. tels que décrits ci-dessous :

Apporteurs	**N° de Certificat**	**Nombre d'actions à annuler et convertir en Actions**
Brad Murphy	B/1	155.000 actions privilégiées de catégorie B
Cornelius E. Bullock, Jr.	3	15.375.000 actions ordinaires
Infologix (BVI) Limited	A/1, A/2, A/3	7.702.401 actions privilégiées de catégorie A

Les Actions Valtech émises en rémunération de l'Apport seront réparties entre les Apporteurs de la manière suivante :

Apporteurs	**Nombre d'Actions Ordinaires**	**Nombre d'ABSA**
Brad Murphy	Au maximum 793.021 et au minimum 695.486	242.927
Cornelius E. Bullock, Jr.	78.800	0
Infologix (BVI) Limited	Au maximum 793.021 et au minimum 695.485	242.927
TOTAL	Au maximum 1.664.842 et au minimum 1.469.771	485.854

3.5 Il est précisé que Brad Murphy et Infologix (BVI) Limited ont consenti des périodes d'inaliénabilité décrites ci-dessous (l'« **Inaliénabilité** ») applicables aux Actions Valtech et aux Actions BSA (telles que définies à l'article 5.2.1 ci-après) que chacun détiendra (les « **Actions Inaliénables** ») et qu'ils se sont engagés à ne pas céder, hypothéquer, transférer, nantir ou disposer ou utiliser comme sûreté, sous quelque forme que ce soit, leurs Actions Inaliénables, (i) sauf dans l'hypothèse d'une levée de l'Inaliénabilité et (ii) dans la limite et en fonction de l'échéancier suivant :

(a) un nombre de 625.000 Actions Valtech (comprenant les 78.800 Actions Valtech attribuées à Cornelius E. Bullock, Jr.) tel qu'ajusté par les Actions d'Ajustement qui seront le cas échéant émises, ne seront soumises à aucune Inaliénabilité (cf. le tableau figurant en Annexe 3),

(b) 750.000 Actions Valtech au prorata de leur part d'Actions Inaliénables seront libérées de l'Inaliénabilité douze (12) mois à compter de la Date de Réalisation,

(c) 625.000 Actions Valtech au prorata de leur part d'Actions Inaliénables seront libérées de l'Inaliénabilité vingt-quatre (24) mois à compter de la Date de Réalisation, et

(d) toute autre Action Valtech sera libérée de l'Inaliénabilité trente-six (36) mois à compter de la Date de Réalisation, sous réserve de l'application de l'article 5 du présent contrat.

Les 78.800 Actions Valtech qui seront attribuées à Cornelius E. Bullock, Jr. ne seront soumises à aucune Inaliénabilité.

4. PROPRIETE - JOUISSANCE

4.1 La Société Bénéficiaire aura la propriété des Actions à compter de la Date de Réalisation.

4.2 Les Actions Valtech seront émises à la Date de Réalisation sous condition de la réalisation des conditions suspensives de l'article 7 des présentes et, en particulier, de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de Valtech.

4.3 Les Apporteurs auront la jouissance des Actions Valtech à compter du 1er janvier 2002.

4.4 Les Actions Valtech seront assorties du droit de vote et seront, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

4.5 Les Actions Valtech feront l'objet dès leur émission d'une demande d'admission aux négociations sur le Nouveau Marché. Les BSA seront détachés des ABSA avant que la demande d'admission ne soit réalisée.

5. BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS VALTECH

5.1 Attribution des bons de souscription d'action Valtech (« **BSA** »)

Brad Murphy et Infologix (BVI) Limited (les « **Garants** »), en qualité de garants solidaires au titre des déclarations de garantie de passif et d'actif stipulées dans le Traité de Fusion (la « **Garantie de Passif** ») ont accepté que la rémunération en Actions Valtech de leurs quote-parts respectives de l'Apport soit pour partie en Actions Ordinaires et pour partie en ABSA, qui leur seraient attribuées à la Date de Réalisation.

Les BSA ne seront exerçables qu'à la condition que toute réclamation au titre de la Garantie de Passif soit payée par les Garants ou remplacée par un mécanisme de garantie acceptable pour Valtech tel que décrit à l'article 5.2.2 ci-dessous.

L'exercice de 125.000 BSA (les « **BSA A** ») sur les 242.927 BSA attribués à Brad Murphy sera en sus soumis à la condition que ce dernier n'ait pas démissionné de ses fonctions au sein de Digital ou de toute autre entité du groupe Valtech dans les douze (12) mois à compter de la Date de Réalisation. En cas de rupture de son Contrat de Travail pour Faute (tel que ce terme sera défini dans son Contrat de Travail) ou à la suite de sa démission dans les douze (12) mois à compter de la Date de Réalisation, les BSA A deviendront immédiatement et automatiquement caducs.

Les BSA autres que les BSA A seront définis comme les « **BSA B** ».

Les ABSA seront ainsi divisées en 125.000 « **ABSA A** » (i.e., à chaque action ordinaire Valtech est attaché un BSA A) et 360.854 « **ABSA B** » (i.e., à chaque action ordinaire Valtech est attaché un BSA B).

Les caractéristiques et les conditions d'exercice des BSA sont décrites ci-desssous :

5.2 Caractéristiques des BSA (communes aux BSA A et BSA B)

5.2.1 Caractéristiques

- Les 485.854 BSA Valtech seront divisés en deux catégories, *i.e.*, 125.000 BSA A et 360.854 BSA B.

- Les BSA seront nominatifs.

- Les BSA ne seront pas cessibles.

- Les droits des titulaires des BSA seront représentés par une inscription en compte à leur nom auprès de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, Service FIN/TF, 128, boulevard Raspail, 75006 Paris (France).

- L'admission aux négociations sur le Nouveau Marché des BSA ne sera pas demandée.

- Le seul droit attaché aux BSA sera le droit de souscrire à des actions ordinaires Valtech au prix d'exercice.

- Chaque BSA donnera le droit à son titulaire de souscrire une action ordinaire Valtech (les « **Actions BSA** »).

- L'augmentation de capital nominal qui résulterait de l'exercice de la totalité des BSA serait de EUR 7.404,41496 par l'émission de 485.854 Actions BSA.

- Le prix d'exercice sera égal au pair de l'action Valtech soit EUR 0,01524, sans prime d'émission.

- Chaque BSA deviendra caduc (a) dès lors que les conditions d'exercice ne sont pas remplies au moment de l'exercice et (b) à la fin de la période d'exercice et, en toute hypothèse, soixante (60) mois à compter de la Date de Réalisation, conformément au droit français.

5.2.2 Modalités d'exercice des BSA (BSA A et BSA B)

(a) Si aucune réclamation régulièrement notifiée par Valtech au titre de la Garantie de Passif (les « **Réclamations** ») ne demeure pendante au titre de la Garantie de Passif au vingt-quatrième (24ème) mois suivant la Date de Réalisation, chaque BSA, sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 5.2.3 ci-dessous, pourra être exercé à compter du vingt-quatrième (24ème) mois et et ce jusqu'au trente-sixième (36ème) mois suivant la Date de Réalisation. Les Actions BSA ainsi souscrites seront soumises à l'Inaliénabilité visée à l'article 5.2.4(a) ci-dessous.

(b) Si des Réclamations sont pendantes au vingt-quatrième (24ème) mois suivant la Date de Réalisation et deviennent des Réclamations Eteintes (telles que définies ci-dessous) entre le vingt-quatrième (24ème) mois et le trentième (30ème) mois suivant la Date de Réalisation, chaque BSA, sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 5.2.3 ci-dessous, pourra être exercé à compter du trentième (30ème) mois et jusqu'au trente-

sixième (36ème) mois suivant la Date de Réalisation. Les Actions BSA ainsi souscrites seront soumises à l'Inaliénabilité visée à l'article 5.2.4(a) ci-dessous.

(c) S'agissant des Réclamations qui sont pendantes au vingt-quatrième (24ème) mois suivant la Date de Réalisation et qui le demeurent au trentième (30ème) mois suivant la Date de Réalisation :

(i) Si la somme totale de toutes les Réclamations au trentième (30ème) mois suivant la Date de Réalisation est inférieure ou égale à 250.000 USD, chaque BSA pourra être exercé, sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 5.2.3 ci-dessous à compter du trentième (30ème) mois et jusqu'au trente-sixième (36ème) mois suivant la Date de Réalisation, sous la condition suspensive de la réalisation de l'un des deux événements décrits ci-dessous dans ce même délai, au choix des Garants (ce choix fait en commun devant être notifié à la Société Bénéficiaire ou à une Société Affiliée (« *Affiliate* »), par les Garants, trente (30) jours avant que ce choix ne prenne effet, dans les conditions de notification prévues aux présentes) :

(A) l'acceptation commune et expresse des Garants de l'Inaliénabilité prévue à l'article 5.2.4 ci-dessous notifiée à Valtech dans les conditions de forme prévues aux présentes. Cette Inaliénabilité s'appliquera à un nombre d'Actions BSA égal à la somme totale de toutes les Réclamations pendantes divisé par la moyenne du cours de clôture de la Société Bénéficiaire des dix (10) derniers jours de bourse précédant le vingt-quatrième (24ème) mois suivant la Date de Réalisation tel que déterminé par le Nouveau Marché ; ou

(B) le dépôt par les Garants sur un compte séquestre joint d'un montant en espèces égal à la somme totale des Réclamations jusqu'à ce que chacune des Réclamations devienne une Réclamation Eteinte.

(ii) Si la somme totale de toutes les Réclamations au trentième (30ème) mois suivant la Date de Réalisation est supérieure à 250.000 USD, chaque BSA pourra être exercé à compter du trentième (30ème) mois et jusqu'au soixantième (60ème) mois suivant la Date de Réalisation, étant entendu que les BSA ne pourront être exercés qu'en cas de réalisation alternative de l'un des deux événements suivants :

(A) la transformation des Réclamations pendantes en Réclamations Eteintes avant le soixantième (60ème) mois suivant la Date de Réalisation ; ou

(B) le dépôt par les Garants sur un compte séquestre joint au bénéfice de Valtech ou d'une Société Affiliée (« *Affiliate* ») d'un montant en espèces égal à la somme totale des Réclamations, avant le soixantième (60ème) mois suivant la Date de Réalisation,

étant précisé que les Actions BSA ainsi souscrites seront soumises à l'Inaliénabilité visée à l'article 5.2.4(a) ci-dessous.

Au sens du présent article 5.2.2, une « **Réclamation Eteinte** » désignera une ou des Réclamation(s) ou une association de Réclamation(s) qui a ou ont été (a) (i) définitivement résolues conventionnellement par les parties au Traité de Fusion ou (ii) définitivement tranchées par un ou plusieurs arbitre(s) tel que prévu à l'Article 8.2 du Traité de Fusion ; et (b) entièrement payées par les Garants, frais et intérêts compris, à la Société Bénéficiaire ou une Société Affiliée (« *Affiliate* »).

5.2.3 Modalités d'exercice supplémentaires applicables aux BSA A

En supplément des modalités d'exercice décrites à l'article 5.2.2 ci-dessus, les BSA A ne pourront être exercés et deviendront caducs si leur titulaire démissionne de ses fonctions au sein de Digital ou de toute entité du groupe Valtech avant le douzième (12ème) mois suivant la Date de Réalisation. En cas de rupture de son Contrat de Travail par ledit titulaire, pour Faute (tel que ce terme sera défini dans son Contrat de Travail) ou à la suite de sa démission dans les douze (12) mois à compter de la Date de Réalisation, les BSA A deviendront immédiatement et automatiquement caducs.

5.2.4 Caractéristiques des actions nouvelles souscrites au moyen de l'exercice des BSA (« Actions BSA »)

Les Actions BSA émises à la suite de l'exercice des BSA devront être intégralement libérées en numéraire à la souscription.

Les Actions BSA seront entièrement assimilées aux actions Valtech admises aux négociations sur le Nouveau Marché ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales. Les actions Valtech souscrites porteront jouissance à compter du début de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites.

L'Inaliénabilité décrite ci-dessous s'appliquera aux Actions BSA dans les conditions définies ci-dessous :

(a) si aucune Réclamation n'est pendantes à la date d'exercice des BSA, les Actions BSA feront l'objet d'une Inaliénabilité jusqu'au trente-sixième (36ème) mois suivant la Date de Réalisation ;

(b) pour les besoins de l'article 5.2.2(c)(i) ci-dessus, si une ou plusieurs Réclamations demeure(nt) pendante(s) et que les Garants ont décidé de ne pas déposer sur un compte séquestre joint au profit de Valtech ou d'une Société Affiliée (« *Affiliate* ») un montant en espèces égal à la somme totale de ces Réclamations, les Actions BSA feront l'objet d'une Inaliénabilité jusqu'à la plus proche des dates suivantes :

(i) le jour où ces Réclamations deviennent des Réclamations Eteintes, ou

(ii) le jour où un ou plusieurs Garants ont déposé sur un compte séquestre joint un montant en espèces égal à la somme totale des Réclamations pendantes, ou

(iii) au plus tard, le soixantième (60ème) mois suivant la Date de Réalisation,

étant précisé que la fin de la période d'Inaliénabilité sera nécessairement postérieure au trente-sixième (36ème) mois suivant la Date de Réalisation.

6. DECLARATIONS

Messieurs Brad Murphy, Cornelius E. Bullock, Jr. et Monsieur Hans Lindroth pour le compte de Infologix (BVI) Limited, es-qualités, déclarent et garantissent chacun à la Société Bénéficiaire :

6.1 qu'ils ont tous pouvoirs, autorité et capacité pour conclure et exécuter les présentes et réaliser toutes les opérations qui y sont envisagées ;

6.2 qu'ils ne font pas, à la Date de Réalisation, l'objet d'une procédure de droit de la faillite, d'insolvabilité, de redressement, de moratoire, ni de poursuites pour cession frauduleuse d'actions ou d'une quelconque autre procédure en application de lois concernant ou touchant à l'exécution de droits de créanciers en général ;

6.3 qu'ils sont et qu'ils seront à la Date de Réalisation pleinement et régulièrement propriétaires des Actions objet du présent Apport, lesquelles seront à la Date de Réalisation, libres de tout nantissement ou toute charge quelconque ;

6.4 qu'il n'existe à ce jour et qu'il n'existera à la Date de Réalisation, aucun obstacle pouvant s'opposer à la libre transmission des Actions, en particulier que celles-ci ne sont et ne seront pas à la Date de Réalisation, l'objet d'une saisie ou d'une revendication par un tiers à quelque titre et pour quelque cause que ce soit ;

6.5 que Digital, dont les Actions seront apportées, n'a jamais été, n'est pas à ce jour, et ne sera pas à la Date de Réalisation, l'objet d'une procédure de droit de la faillite, d'insolvabilité, de redressement, de moratoire, ni de poursuites pour cession frauduleuse d'actions ou d'une quelconque autre procédure en application de lois concernant ou touchant à l'exécution de droits de créanciers en général ;

6.6 que les Actions représentent 100% du capital émis et autorisé de Digital et qu'il n'existe aucune convention ou engagement selon lesquels une personne est, ou serait, en droit d'exiger l'émission d'actions par Digital. Digital n'a pas émis de titres donnant droit à une augmentation de capital ou à l'émission de titres donnant droit à des sommes que Digital pourrait distribuer, ou à des droits de vote ou desquels pourrait résulter une quelconque restriction attachée aux Actions.

En résumé et de façon plus générale, rien ne s'oppose à ce jour et ne s'opposera, à la Date de Réalisation, à la libre disposition des Actions qui seront apportées à la Société Bénéficiaire et à la parfaite exécution de toutes les obligations prévues aux présentes.

7. CONDITIONS SUSPENSIVES

La réalisation du présent Apport est soumise aux conditions suspensives suivantes :

7.1 l'obtention de toutes les autorisations ou approbations nécessaires en ce compris, *inter alia*, toute autorisation d'autorités administratives qui serait nécessaire et/ou le respect des délais légaux ou réglementaires (tels que requis en droit français) ;

7.2 l'établissement de rapports par les commissaires aux apports comportant appréciation de la valeur de l'Apport objet des présentes et des conditions de rémunération, conformément au droit français ;

7.3 l'établissement d'un rapport par les commissaires aux comptes de la Société Bénéficiaire relatif à l'émission des ABSA ;

7.4 la signature du Traité de Fusion définissant les modalités et conditions de l'opération envisagée ;

7.5 l'approbation de la Fusion et du Traité de Fusion par l'assemblée générale des actionnaires de Digital Esp, Inc. ;

7.6 la réalisation de l'opération de Fusion telle que prévue et décrite dans le Traité de Fusion et de toutes les formalités nécessaires à cette opération auprès du *Secretary of State of Delaware* et notamment le dépôt du Certificat de Fusion (*Merger Certificate*) ;

7.7 l'approbation de l'Apport objet des présentes et de son évaluation, par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Bénéficiaire et de l'augmentation du capital de la Société Bénéficiaire en résultant.

A défaut de réalisation des conditions ci-dessus visées le 15 mai 2002 au plus tard, la présente convention sera, sauf prorogation expresse et convenue d'un commun accord entre les Parties, considérée comme nulle et non avenue, sans indemnité de part ni d'autre sous réserve des dispositions du Traité de Fusion à cet égard.

8. DROITS D'ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 810-I du Code général des impôts, le présent Apport donnera lieu au paiement d'un droit fixe de EUR 230.

9. FORMALITES - FRAIS

Les Parties effectueront, chacune en ce qui les concerne, les formalités de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Si l'Apport est réalisé, les frais, droits d'enregistrement et honoraires des présentes seront supportés par la Société Bénéficiaire qui s'y oblige.

10. DEFINITION

Toute expression dont la définition n'est pas donnée aux présentes aura la même signification que celle donnée dans le Traité de Fusion.

11. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

12. NOTIFICATION

Toutes notifications en application de la présente convention seront faites conformément à la procédure prévue à l'article 10.1 du Traité de Fusion.

13. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

La présente convention sera régie et interprétée conformément à la loi française.

La version en langue française des présentes est la seule applicable et faisant foi, toute traduction n'étant faite qu'à titre purement informatif et sans aucune valeur juridique.

Tout différend survenant au sujet de la validité ou à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution des présentes sera soumis à la procédure de résolution des différends prévue à l'article 10.6 du Traité de Fusion.

14. ANNEXES

Chacune des annexes jointes à la présente convention fait partie intégrante de celle-ci, à savoir :

Annexe 1	Méthode de valorisation
Annexe 2	Méthode de calcul de la rémunération
Annexe 3	Hypothèses de nombre d'Actions Valtech à émettre
Annexe 4	Traité de Fusion

15. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue d'effectuer les formalités légales ou administratives prévues par la loi et qui seraient la suite ou la conséquence des présentes.

Fait à Paris (France) et aux Etats-Unis d'Amérique le 15 février 2002

En sept exemplaires,

VALTECH SA

Par : Jean-Yves Hardy
Président du conseil d'administration

Les Apporteurs

Par : Brad Murphy

Par : Cornelius E. Bullock, Jr.

Par : ~~Hans Lindroth~~ pour le compte
de Infologix (BVI) Limited
Martyn Crespel

Annexe 1
Méthode de valorisation

La valeur d'apport des 100% des droits au capital de DIGITAL ESP à apporter dans le cadre de l'opération envisagée a été établie par référence à des opérations d'acquisitions similaires réalisées par Valtech SA au cours des années 1999, 2000 et 2001.

Les transactions prises en considération ont toutes été rémunérées de manière exclusive ou prépondérante par émission d'actions nouvelles. Elles concernent les sociétés non cotées figurant ci-dessous :

Nom de la société	Localisation	Date d'opération
Expede	USA	Mars 1999
Axon	Suède	Juin 1999
Pacer Communication	Suède	Mars 2000
Ahead International	Danemark	Juin 2000
Alternances	France	Novembre 2000
Axelboss	France	Juin 2001

La méthode de valorisation consiste à calculer, par rapport aux valeurs d'apport retenues, la moyenne des multiples du chiffre d'affaires prévisionnel de ces sociétés sur l'exercice suivant leur acquisition et à appliquer ce multiple au chiffre d'affaires prévisionnel de DIGITAL ESP pour l'année 2002.

Le multiple de chiffre d'affaires moyen ressort à 0,54 fois le chiffre d'affaires prévisionnel, conformément au tableau de calcul présenté ci-après :

Chiffres exprimés en M€

	CA N+1	Valeur	Multiple N+1
Expede	12,1	5,4	0,445
Axon IT	7,4	5,2	0,694
Pacer Communication	9,8	6,1	0,622
Ahead International	-	21,3	-
Alternances	13,1	4,6	0,349
Axelboss	13,8	8,1	0,587
		MOYENNE	**0,54**

La valeur de 100% des droits au capital de DIGITAL a été arrêtée comme indiqué ci-après :

Chiffres exprimés en M€	**2002 (P)**
CA DIGITAL	6,50
Multiple de CA	0,54
Valorisation	**3,51**

La valeur d'apport de l'intégralité des droits au capital de DIGITAL a ainsi été arrondie à la valeur de 3.500.000 €.

* * *

Annexe 2
Méthode de calcul de la rémunération

La détermination de la rémunération de l'apport de 100 % des titres DIGITAL par des actions nouvelles VALTECH a été appréhendée à partir des deux critères d'appréciation suivants :

(i) comparaison des chiffres d'affaires prévisionnels de VALTECH et DIGITAL ,

(ii) comparaison des valeurs d'entreprise estimées de VALTECH et DIGITAL .

1. Comparaison des chiffres d'affaires de VALTECH et DIGITAL

   Ce critère a été mis en œuvre à partir de la comparaison du chiffre d'affaires prévisionnel consolidé estimé pour l'exercice 2002 de VALTECH, soit 139,8 M€, et du chiffre d'affaires estimé de DIGITAL sur l'année 2002, soit 6,5 M€.

   L'application chiffrée de ce critère, avant prise en compte d'une décote liée aux spécificités de chacune des deux sociétés en présence, conduirait à émettre 4,7 % du capital de VALTECH en rémunération de l'apport.

2. Comparaison des valeurs d'entreprise de VALTECH et DIGITAL

   Les valeurs d'entreprise de chacune des deux sociétés ont été estimées à partir de leurs rentabilités prévisionnelles respectives pour 2002 par application d'un multiple à leur excédent brut d'exploitation prévisionnel après impôt. Les valeurs ainsi obtenues ont été ensuite corrigées des positions de trésorerie nettes de chacune des sociétés au 31 décembre 2001.

   L'application chiffrée de ce critère, avant prise en compte d'une décote liée aux spécificités de chacune des deux sociétés en présence, conduirait à émettre 7,1 % du capital de VALTECH en rémunération de l'apport.

3. Rémunération de l'apport proposée et décote

   A l'issue des négociations entre les dirigeants de VALTECH et les apporteurs, actionnaires de DIGITAL , la rémunération totale proposée pour 100% des titres DIGITAL ressort, en tenant compte de l'exercice de l'intégralité des BSA attachés aux ABSA, au maximum à 2.636.550 actions VALTECH et au minimum à 2.441.479 actions VALTECH, soit respectivement 3,9 % (fourchette haute) et 3,6 % (fourchette basse) du capital de VALTECH avant réalisation de l'opération.

   Ainsi, la rémunération proposée fait ressortir une décote comprise respectivement entre 16 % et 48 % (fourchette haute) et 22 % et 50 % (fourchette basse) par rapport à l'application des deux critères présentés ci-dessus. Cette décote est notamment justifiée par l'absence de liquidité des titres DIGITAL et la différence de taille entre les deux sociétés en présence.

Annexe 3
Hypothèses de nombre d'Actions Valtech à émettre

Le nombre d'Actions VALTECH attribuées à Cornelius Bullock Jr. est égal à 78.800 quelle que soit l'hypothèse envisagée et ne sont soumises à aucune Inaliénabilité, conformément à l'article 3.5 (a) des présentes.

Le nombre d'ABSA à émettre est égal à 485.854 (soit 125.000 ABSA A et 360.854 ABSA B) quelle que soit l'hypothèse envisagée.

Cours à la Date de Réalisation	Actions Valtech de B. Murphy et Infologix non soumises à lock-up (art. 3.5a)[1]	Actions d'Ajustement	Actions Ordinaires	Actions[2] Valtech	Actions Ordinaires attribuées à Brad Murphy [+ 125.000 ABSA A et 117.927 ABSA B]	Actions Ordinaires attribuées à Infologix [+ 242.927 ABSA B]	Prime d'émission (EUR)
1,37 et moins	682 750	136 550	1 664 842	2 150 696	793 021	793 021	3 467 223,39296
1,38	679 782	133 582	1 661 874	2 147 728	791 537	791 537	3 467 268,62528
1,39	674 891	128 691	1 656 983	2 142 837	789 092	789 091	3 467 343,16412
1,40	670 070	123 870	1 652 162	2 138 016	786 681	786 681	3 467 416,63616
1,41	665 318	119 118	1 647 410	2 133 264	784 305	784 305	3 467 489,05664
1,42	660 633	114 433	1 642 725	2 128 579	781 963	781 962	3 467 560,45604
1,43	656 013	109 813	1 638 105	2 123 959	779 653	779 652	3 467 630,86484
1,44	651 457	105 257	1 633 549	2 119 403	777 375	777 374	3 467 700,29828
1,45	646 964	100 764	1 629 056	2 114 910	775 128	775 128	3 467 768,77160
1,46	642 533	96 333	1 624 625	2 110 479	772 912	772 913	3 467 836,30004
1,47	638 162	91 962	1 620 254	2 106 108	770 727	770 727	3 467 902,91408
1,48	633 850	87 650	1 615 942	2 101 796	768 571	768 571	3 467 968,62896

---

[1] Les Actions Valtech de B. Murphy et Infologix non soumises à l'Inaliénabilité telle que définie à l'article 3.5(a) des présentes, correspondent à : 625.000 Actions Valtech – 78.800 Actions Valtech de M. Bullock + les Actions d'Ajustement

[2] Actions Valtech : est égal aux Actions Ordinaires plus les 485.854 ABSA.

Cours à la Date de Réalisation	Actions Valtech de B. Murphy et Infologix non soumises à lock-up (art. 3.5a)[1]	Actions d'Ajustement	Actions Ordinaires	Actions[2] Valtech	Actions Ordinaires attribuées à Brad Murphy [+ 125.000 ABSA A et 117.927 ABSA B]	Actions Ordinaires attribuées à Infologix [+ 242.927 ABSA B]	Prime d'émission (EUR)
1,49	629 596	83 396	1 611 688	2 097 542	766 444	766 444	3 468 033,45992
1,50	625 399	79 199	1 607 491	2 093 345	764 346	764 345	3 468 097,42220
1,51	621 257	75 057	1 603 349	2 089 203	762 275	762 274	3 468 160,54628
1,52	617 170	70 970	1 599 262	2 085 116	760 231	760 231	3 468 222,83216
1,53	613 136	66 936	1 595 228	2 081 082	758 214	758 214	3 468 284,31032
1,54	609 155	62 955	1 591 247	2 077 101	756 224	756 223	3 468 344,98076
1,55	605 225	59 025	1 587 317	2 073 171	754 259	754 258	3 468 404,87396
1,56	601 345	55 145	1 583 437	2 069 291	752 319	752 318	3 468 464,00516
1,57	597 515	51 315	1 579 607	2 065 461	750 404	750 403	3 468 522,37436
1,58	593 733	47 533	1 575 825	2 061 679	748 513	748 512	3 468 580,01204
1,59	589 999	43 799	1 572 091	2 057 945	746 646	746 645	3 468 636,91820
1,60	586 312	40 112	1 568 404	2 054 258	744 802	744 802	3 468 693,10808
1,61	582 670	36 470	1 564 762	2 050 616	742 981	742 981	3 468 748,61216
1,62	579 073	32 873	1 561 165	2 047 019	741 183	741 182	3 468 803,43044
1,63	575 521	29 321	1 557 613	2 043 467	739 407	739 406	3 468 857,56292
1,64	572 011	25 811	1 554 103	2 039 957	737 652	737 651	3 468 911,05532
1,65	568 545	22 345	1 550 637	2 036 491	735 919	735 918	3 468 963,87716
1,66	565 120	18 920	1 547 212	2 033 066	734 206	734 206	3 469 016,07416
1,67	561 736	15 536	1 543 828	2 029 682	732 514	732 514	3 469 067,64632
1,68	558 392	12 192	1 540 484	2 026 338	730 842	730 842	3 469 118,60888
1,69	555 088	8 888	1 537 180	2 023 034	729 190	729 190	3 469 168,96184
1,70	551 823	5 623	1 533 915	2 019 769	727 558	727 557	3 469 218,72044
1,71	548 596	2 396	1 530 688	2 016 542	725 944	725 944	3 469 267,89992
Plus de 1,71 et 2,89	546 200	0	1 528 292	2 014 146	724 746	724 746	3 469 304,41496
2,90	539 137	-7 063	1 521 229	2 007 083	721 215	721 214	3 469 412,05508
2,91	546 200	-8 916	1 519 376	2 005 230	720 288	720 288	3 469 440,29480
2,92	535 444	-10 756	1 517 536	2 003 390	719 368	719 368	3 469 468,33640

Cours à la Date de Réalisation	Actions Valtech de B. Murphy et Infologix non soumises à lock-up (art. 3.5a)[1]	Actions d'Ajustement	Actions Ordinaires	Actions[2] Valtech	Actions Ordinaires attribuées à Brad Murphy [+ 125.000 ABSA A et 117.927 ABSA B][3]	Actions Ordinaires attribuées à Infologix [+ 242.927 ABSA B][4]	Prime d'émission (EUR)[5]
2,93	533 617	-12 583	1 515 709	2 001 563	718 455	718 454	3 469 496,17988
2,94	531 802	-14 398	1 513 894	1 999 748	717 547	717 547	3 469 523,84048
2,95	529 999	-16 201	1 512 091	1 997 945	716 646	716 645	3 469 551,31820
2,96	528 209	-17 991	1 510 301	1 996 155	715 751	715 750	3 469 578,59780
2,97	526 430	-19 770	1 508 522	1 994 376	714 861	714 861	3 469 605,70976
2,98	524 664	-21 536	1 506 756	1 992 610	713 978	713 978	3 469 632,62360
2,99	522 909	-23 291	1 505 001	1 990 855	713 101	713 100	3 469 659,36980
3,00	521 166	-25 034	1 503 258	1 989 112	712 229	712 229	3 469 685,93312
3,01	519 434	-26 766	1 501 526	1 987 380	711 363	711 363	3 469 712,32880
3,02	517 714	-28 486	1 499 806	1 985 660	710 503	710 503	3 469 738,54160
3,03	516 006	-30 194	1 498 098	1 983 952	709 649	709 649	3 469 764,57152
3,04	514 308	-31 892	1 496 400	1 982 254	708 800	708 800	3 469 790,44904
3,05	512 622	-33 578	1 494 714	1 980 568	707 957	707 957	3 469 816,14368
3,06	510 947	-35 253	1 493 039	1 978 893	707 120	707 119	3 469 841,67068
3,07	509 283	-36 917	1 491 375	1 977 229	706 288	706 287	3 469 867,03004
3,08	507 629	-38 571	1 489 721	1 975 575	705 461	705 460	3 469 892,23700
3,09	505 986	-40 214	1 488 078	1 973 932	704 639	704 639	3 469 917,27632
3,10	504 354	-41 846	1 486 446	1 972 300	703 823	703 823	3 469 942,14800
3,11	502 732	-43 468	1 484 824	1 970 678	703 012	703 012	3 469 966,86728
3,12	501 121	-45 079	1 483 213	1 969 067	702 207	702 206	3 469 991,41892
3,13	499 520	-46 680	1 481 612	1 967 466	701 406	701 406	3 470 015,81816
3,14	497 929	-48 271	1 480 021	1 965 875	700 611	700 610	3 470 040,06500
3,15	496 348	-49 852	1 478 440	1 964 294	699 820	699 820	3 470 064,15944
3,16	494 778	-51 422	1 476 870	1 962 724	699 035	699 035	3 470 088,08624
3,17	493 217	-52 983	1 475 309	1 961 163	698 255	698 254	3 470 111,87588
3,18	491 666	-54 534	1 473 758	1 959 612	697 479	697 479	3 470 135,51312
3,19	490 125	-56 075	1 472 217	1 958 071	696 709	696 708	3 470 158,99796

Cours à la Date de Réalisation	Actions Valtech de B. Murphy et Infologix non soumises à lock-up (art. 3.5a)[1]	Actions d'Ajustement	Actions Ordinaires	Actions[2] Valtech	Actions Ordinaires attribuées à Brad Murphy [+ 125.000 ABSA A et 117.927 ABSA B]	Actions Ordinaires attribuées à Infologix [+ 242.927 ABSA B]	Prime d'émission (EUR)
3,20	488 593	-57 607	1 470 685	1 956 539	695 943	695 942	3 470 182,34564
3,21 et plus	487 679	-58 521	1 469 771	1 955 625	695 486	695 485	3 470 196,27500

AGREEMENT

AND

PLAN OF MERGER

BY AND AMONG

VALTECH S.A.

DIGITALESP ACQUISITION CORP.,

DIGITAL ESP, INC.

and

BRAD MURPHY AND INFOLOGIX (BVI) LIMITED

Dated as of February 7, 2002

TABLE OF CONTENTS

Page

ARTICLE I DEFINITIONS 2

ARTICLE II THE CONTRIBUTION AND MERGER 11

2.1 The Merger 11
2.2 Effective Time 12
2.3 Effect of the Merger 12
2.4 Certificate of Incorporation and Bylaws 12
2.5 Directors and Officers 13
2.6 Contribution of Company Common Stock 13
2.7 Contribution of Company Preferred Stock 13
2.8 Stock Options 14
2.9 Warrants 14
2.10 Capital Stock of Sub 15
2.11 Fractional Shares 15
2.12 Restrictions on the New Shares, New Warrant Shares, New Warrants and New Units issued to Stockholders 15
2.13 Contribution Procedure 16
2.14 Tax Consequences 16
2.15 Waiver of Appraisal Rights 17
2.16 Public Co. Stock Options 17
2.17 Payment of Banker and Legal Fees 17
2.18 Withholding Taxes 18
2.19 Surrender of Certificates 18
2.20 No Further Ownership Rights in Company Stock 19
2.21 Lost, Stolen or Destroyed Certificates 19

ARTICLE III REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE COMPANY AND THE PREFERRED STOCKHOLDERS 20

3.1 Organization of the Company 20
3.2 Company Capital Structure 20
3.3 Authority 22
3.4 No Conflict 23
3.5 Consents 23
3.6 Company Financials 24
3.7 No Undisclosed Liabilities 24
3.8 No Changes 24
3.9 Tax Matters 24
3.10 Restrictions on Business Activities 26
3.11 Title of Properties; Absence of Liens and Encumbrances; Condition of Equipment 27
3.12 Intellectual Property 27
3.13 Agreements, Contracts and Commitments 31

TABLE OF CONTENTS
(continued)

		Page
3.14	Interested Party Transactions	32
3.15	Governmental Authorization	32
3.16	Litigation	32
3.17	Accounts Receivable; Inventory	33
3.18	Minute Books	33
3.19	Environmental Matters	33
3.20	Brokers' and Finders' Fees; Legal Fees	34
3.21	Employee Benefits	34
3.22	Insurance	37
3.23	Customers and Suppliers	37
3.24	Compliance with Laws	37
3.25	Warranties; Indemnities	38
3.26	Complete Copies of Materials	38
3.27	Reorganization	38
3.28	Representations Complete	38
ARTICLE IV REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF PUBLIC CO. AND SUB		39
4.1	Organization, Standing and Power	39
4.2	Authority	39
4.3	Consents	40
4.4	Public Co. Common Stock	40
4.5	Reorganization	40
ARTICLE V CONDUCT PRIOR TO THE EFFECTIVE TIME		41
5.1	Conduct of Business of the Company	41
5.2	No Solicitation	44
5.3	Advice of Changes	45
ARTICLE VI ADDITIONAL AGREEMENTS		45
6.1	Restricted Securities	45
6.2	280G Stockholder Approval	46
6.3	Treatment of Company 401(k) Plan	46
6.4	Access to Information	46
6.5	Public Disclosure	47
6.6	Consents	47
6.7	FIRPTA Compliance	47
6.8	Tax Refund	47
6.9	Reasonable Efforts	47
6.10	Stockholder Certificates	47
6.11	Additional Documents and Further Assurances	47
6.12	Statement of Expenses	48
6.13	Affiliate Agreements	48
6.14	Employment Agreement	48

TABLE OF CONTENTS
(continued)

Page

6.15 Termination of Company Warrants 48
6.16 Termination of Company Options 48
6.17 Regulatory Approvals 49
6.18 Satisfaction of Conditions Precedent 49
6.19 Public Co. Stockholder Consent 49
6.20 Blue Sky Laws 49
6.21 Closing Balance Sheet 49
6.22 Public Co. Covenants 50
6.23 Tax Returns 50
6.24 Inaccuracies of Representations by Company or the Preferred Stockholders. 51
6.25 Employment, Confidentiality and Invention Assignment Agreements. 51
6.25 Confidentiality and Invention Assignment Agreement 51
6.26 Campbell Noncompete 51

ARTICLE VII CONDITIONS TO THE MERGER 51

7.1 Closing 51
7.2 Conditions to Obligations of Each Party to Effect the Merger 51
7.3 Conditions to the Obligations of Public Co. 52
7.4 Conditions to Obligations of the Company and the Preferred Stockholders 55

ARTICLE VIII SURVIVAL OF REPRESENTATIONS AND WARRANTIES 56

8.1 Survival of Representations, Warranties and Covenants 56
8.2 Indemnification by Preferred Stockholders 56
8.3 Indemnification by Public Co 61
8.4 Setoff Rights 62
8.5 No Duplication 63
8.6 Sole Remedy 63

ARTICLE IX TERMINATION, AMENDMENT AND WAIVER 63

9.1 Termination 63
9.2 Effect of Termination 64
9.3 Amendment 65
9.4 Extension; Waiver 65

ARTICLE X GENERAL PROVISIONS 66

10.1 Notices 66
10.2 Interpretation 67
10.3 Counterparts 67
10.4 Entire Agreement; Assignment 67
10.5 Severability 67
10.6 Dispute Resolution 68
10.7 [Reserved] 69
10.8 Governing Law 69

TABLE OF CONTENTS
(continued)

		Page
10.9	Exchange Rate	69
10.10	Confidentiality	69
10.11	Rules of Construction	69

INDEX OF EXHIBITS

Exhibit	Description
Exhibit A	Form of Contribution Agreement
Exhibit B	Summary of Brad Murphy Employment Terms
Exhibit C	Form of Employment, Confidentiality and Invention Assignment Agreement
Exhibit D	Initial Shares Adjustment Schedule
Exhibit E	Form of Promissory Note
Exhibit F	Form of Stockholder Certificate
Exhibit G	Form of FIRPTA Certificate
Exhibit H	Form of Affiliate Agreement

AGREEMENT AND PLAN OF MERGER

THIS AGREEMENT AND PLAN OF MERGER (the "Agreement") is made and entered into as of February 7, 2002 by and among Valtech S.A., a French *société anonyme* ("Public Co."), digitalESP Acquisition Corp., a Delaware corporation and a wholly-owned subsidiary of Public Co. ("Sub"), Digital ESP, Inc., a Delaware corporation (the "Company"), and Brad Murphy and Infologix (BVI) Limited (each, a "Preferred Stockholder," and collectively the "Preferred Stockholders").

RECITALS

A. The boards of directors of Public Co., Sub and the Company believe it is in the best interests of each company and its respective stockholders that, subject to the terms and conditions hereinafter set forth, Public Co. acquire the Company through the statutory merger of Sub with and into the Company (the "Merger"), all pursuant to the terms and conditions of this Agreement and a Contribution Agreement substantially in the form of **Exhibit A** attached hereto (the "Contribution Agreement") and the applicable provisions of the laws of the State of Delaware and the Republic of France, and, in furtherance thereof, have approved the Merger.

B. Pursuant to the Merger, among other things, all of the issued and outstanding capital stock of the Company shall be converted into the right to receive the consideration set forth herein. In consideration of the contribution of all of their shares of capital stock of the Company (the "Contribution"), the Stockholders (as defined below) will receive solely new voting shares and warrants to purchase new voting shares issued by Public Co. by way of an increase in capital pursuant to the terms and conditions of this Agreement and the Contribution Agreement.

C. A portion of the consideration payable by Public Co. in connection with the Merger shall be in the form of warrants to purchase Public Co. stock having restrictions on exercise as security for the indemnification obligations of Company set forth in this Agreement.

D. The Company and the Preferred Stockholders, on the one hand, and Public Co. and Sub, on the other hand, desire to make certain representations, warranties, covenants and other agreements in connection with the Merger.

E. Concurrent with the Closing (as defined hereinafter), as a material inducement to Public Co. and Sub to enter into this Agreement, Brad Murphy (the "Key Employee") shall enter into an employment, confidentiality and noncompetition agreement, which such agreement shall be pursuant to the standard employment agreement of Valtech USA and on substantially similar terms as attached hereto as **Exhibit B** (the "Employment Agreement").

F. The parties intend, by executing this Agreement, to adopt a plan of reorganization within the meaning of Section 368 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended (the "Code").

NOW, THEREFORE, in consideration of the mutual agreements, covenants and other promises set forth herein, the mutual benefits to be gained by the performance thereof, and for other

good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged and accepted, the parties hereby agree as follows:

ARTICLE I

DEFINITIONS

As used in this Agreement, the following terms have the meanings set forth below:

"Active Material Contract" is defined in Section 3.13(xii).

"Adjusted Initial Shares" is defined in the definition of Initial Shares.

"Adjusted Initial Shares Maximum Limit" is defined in the definition of Initial Shares.

"Adjusted Initial Shares Minimum Limit" is defined in the definition of Initial Shares.

"Adjustment Shares" is defined in the definition of Initial Shares.

"Affiliate" shall mean, with respect to any Person, any other Person directly or indirectly controlling, controlled by or under common control with such Person. For purposes of the immediately preceding sentence, the term "control" (including, with correlative meanings, the terms "controlling", "controlled by" and "under common control with"), as used with respect to any Person, means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of such Person, whether through ownership of voting securities, by contract or otherwise. Notwithstanding the foregoing, Infologix shall be deemed not to be directly or indirectly controlling, controlled by or under common control with any (i) Person that is a trustee or fiduciary of Infologix, (ii) trust or other entity owned or controlled by any such trustee or fiduciary or a settlor or beneficiary of Infologix, and (iii) company or other entity unrelated to the Company in which Infologix has an interest. Moreover, any company or other entity on whose Board of Directors Hans Lindroth serves, or for whom Hans Lindroth is an officer, each as of the date hereof, that are unrelated to the Company, as of the date hereof, shall not be deemed an Affiliate by reason of such.

"Affiliate Agreement" is defined in Section 6.13.

"Aggregate Share Equivalents" shall mean the sum of (i) 1,875,000 shares of Public Co. Common Stock plus (ii) the aggregate number of Bullock Shares plus (iii) the aggregate number of Initial Shares (as adjusted pursuant to the Initial Shares Adjustment as set forth in the definition of Initial Shares set forth below), as may be appropriately adjusted for any stock split, combination or the like involving Public Co. Common Stock that occurs prior to the Effective Time.

"Agreement" is defined on the first page of this Agreement.

"Banker and Legal Fees" shall mean the sum of (i) the Banker Fees plus (ii) the Legal Fees.

"Banker Fees" shall mean the total amount owed by the Company to DecisionPoint under the terms of its engagement therewith for fees and expenses incurred in connection with the transactions contemplated herein, as set forth in Section 3.20 herein.

"Base Cap Amount" is defined in Section 8.2.

"Basket Amount" is defined in Section 8.2.

"Bullock" means Cornelius E. Bullock, Jr.

"Bullock Settlement Agreements" means, collectively, each of (i) that certain Settlement Agreement, dated January 30, 2002, by and between Bullock and the Company, and (ii) that certain Escrow Agreement, dated January 30, 2002, by and between Bullock and the Company, among others.

"Bullock Shares" shall mean 78,800 shares of Public Co. Common Stock.

"Cap Amount" is defined in Section 8.2.

"Certificate of Merger" is defined in Section 2.2.

"Closing" is defined in Section 7.1.

"Closing Balance Sheet" is defined in Section 6.21.

"Closing Date" means the date on which the Closing occurs.

"Closing Date Price" shall mean the average closing price of Public Co. Common Stock for ten (10) consecutive trading days ending on and including the day prior to the Closing Date, as reported on the Nouveau Marché.

"COBRA" shall mean the Consolidated Omnibus Budget Reconciliation Act of 1985, as amended from time to time, and as codified in Code Section 4980B and ERISA Sections 601 through 608.

"Code" means the Internal Revenue Code of 1986, as amended.

"c*ommissaire aux apports*" is defined in Section 2.13.

"Common New Shares" means the aggregate number of New Shares issuable to holders of Company Common Stock hereunder as determined pursuant to Section 2.6 hereof.

"Common New Shares Ratio" shall mean the quotient of (i) 78,800, divided by (ii) the total number of shares of Company Common Stock outstanding immediately prior to the Effective Time.

"Company" shall mean Digital ESP, Inc., a Delaware corporation.

"Company Charter" shall mean the certificate of incorporation of the Company, as the same may be amended and restated from time to time.

"Company Common Stock" means the Common Stock, $0.001 par value per share, of the Company.

"Company Disclosure Schedule" is defined in the first paragraph of Article III.

"Company Employee Plan" shall mean any plan, program, policy, practice, contract, agreement or other material arrangement providing for compensation, severance, termination pay, deferred compensation, performance awards, stock or stock-related awards, fringe benefits or other employee benefits or remuneration of any kind, whether written, unwritten or otherwise, funded or unfunded, including without limitation, each "employee benefit plan," within the meaning of Section 3(3) of ERISA which is or has been maintained, contributed to, or required to be contributed to, by the Company or any ERISA Affiliate for the benefit of any current or former or retired employee, or with respect to which the Company or any ERISA Affiliate has or may have any liability or obligation.

"Company 401(k) Plan" is defined in Section 6.3.

"Company Intellectual Property" is defined in Section 3.12.

"Company Options" shall mean all options to purchase or otherwise acquire Company Stock issued under the Plan or otherwise.

"Company Preferred Stock" means the Series A Preferred Stock and the Series B Preferred Stock of the Company.

"Company Registered Intellectual Property" is defined in Section 3.12.

"Company Stock" means the capital stock of the Company.

"Company Vested Option Shares" is defined in Section 3.2.

"Company Warrants" shall mean all warrants to acquire any shares of capital stock of Company.

"Conflict" is defined in Section 3.4.

"Contract" shall mean a mortgage, indenture, lease, contract, covenant or other agreement, instrument or commitment, permit, concession, franchise or license.

"Contribution" is defined in the recitals to this Agreement.

"Contribution Agreement" is defined in the recitals to this Agreement.

"Current Balance Sheet" is defined in Section 3.6.

"Customer Information" is defined in Section 3.11.

"DecisionPoint" shall mean DecisionPoint International LLC.

"Delaware Law" is defined in Section 2.1.

"Disagreement Notice" is defined in Section 6.23.

"DOL" shall mean the United States Department of Labor.

"Effective Time" is defined in Section 2.2.

"Employee" shall mean, for purposes of Section 3.21 only, any current or former employee, contract worker, consultant or director of the Company or any ERISA Affiliate.

"Employee Agreement" shall mean each management, employment, severance, consulting, relocation, repatriation, expatriation, visas, work permit or other agreement, or contract between the Company or any ERISA Affiliate and any Employee (as defined above), director, contract worker or consultant.

"Employment Agreement" is defined in the recitals to this Agreement.

"Environmental Law" is defined in Section 3.19.

"Environmental Permit" is defined in Section 3.19.

"ERISA" shall mean the Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended.

"ERISA Affiliate" shall mean any other person or entity under common control with the Company within the meaning of Section 414(b), (c), (m) or (o) of the Code, and the regulations issued thereunder.

"Estimated Third Party Expenses" shall mean the amount of Third Party Expenses payable by the Company estimated by the Company in good faith and based on reasonable assumptions as of the Closing Date.

"Exchange Agent" is defined in Section 2.19.

"Exchange Rate" is defined in Section 10.9.

"Fee Shares" shall mean a number of shares of Public Co. Common Stock equal to the quotient obtained by dividing (i) the Banker Fee plus Legal Fees by (ii) the Closing Date Price; provided, notwithstanding anything to the contrary, in no event shall the aggregate number of Fee Shares exceed the aggregate number of New Shares minus the aggregate number of Common New Shares.

"FICA" is defined in Section 3.9.

"Financials" is defined in Section 3.6.

"FIRPTA Compliance Certificate" is defined in Section 6.7.

"FMLA" shall mean the Family Medical Leave Act of 1993, as amended.

"FUTA" is defined in Section 3.9.

"GAAP" shall mean United States generally accepted accounting principles consistently applied.

"Governmental Entity" is defined in Section 3.5.

"Hazardous Material" is defined in Section 3.19.

"Indemnified Parties" is defined in Section 8.2.

"Infologix" shall mean Infologix (BVI) Limited.

"Initial Cap Period" is defined in Section 8.2.

"Initial Shares" shall mean the difference of (i) 625,000 shares of Public Co. Common Stock minus (ii) the Bullock Shares; *provided, however,* the Initial Shares shall be subject to adjustment (the "Initial Shares Adjustment") as follows:

(a) in the event the Signature Date Price is greater than the Closing Date Price, and the quotient obtained by dividing (a) the difference of (i) the Signature Date Price minus (ii) the Closing Date price, by (b) the Signature Date Price, is greater than one fourth (0.25), then:

(1) the "Collar Limit" shall be equal to the product of (i) 0.75 multiplied by (ii) the Signature Date Price;

(2) the "Closing Adjustment Price" shall be equal to the greater of (i) the product of (x) 0.6 multiplied by (y) the Signature Date Price and (ii) the Closing Date Price; and

(3) the number of Initial Shares issuable at Closing shall be adjusted upward by the number of shares as is equal to the product of (x) (i) the quotient obtained by dividing the Collar Limit by the Closing Adjustment Price minus (ii) one (1), multiplied by (y) the Initial Shares.

(b) in the event the Signature Date Price is less than the Closing Date Price and the quotient obtained by dividing the (a) difference of (i) the Closing Date Price minus (ii) the Signature Date Price, by (b) the Signature Date Price is greater than one fourth (0.25), then:

(1) the "Collar Limit" shall be equal to the product of (i) 1.25 multiplied by (ii) the Signature Date Price;

(2) the "Closing Adjustment Price" shall be equal to the lesser of (i) the product of (x) 1.4 multiplied by (y) the Signature Date Price and (ii) the Closing Date Price; and

(3) the number of Initial Shares issuable at Closing shall be adjusted downward by the amount of Initial Shares as is obtained by the product of (x) (i) the quotient obtained by dividing the Collar Limit by the Closing Adjustment Price minus (ii) one (1), multiplied by (y) the Initial Shares.

(c) The number of shares that are added to or subtracted from the Initial Shares as the Initial Shares Adjustment shall be referred to as the "Adjustment Shares." The actual number of Adjustment Shares for a given Closing Date Price and Signature Date Price shall be as set forth on the schedule attached hereto as **Exhibit D** (the "Initial Shares Adjustment Schedule"). Notwithstanding anything to the contrary of the foregoing, in no event shall the sum of the aggregate number of (i) Initial Shares and (ii) Adjustment Shares (the "Adjusted Initial Shares") issuable at Closing exceed 682,750 (the "Adjusted Initial Shares Maximum Limit") or be less than 487,679 (the "Adjusted Initial Shares Minimum Limit") (as appropriately adjusted for stock splits, stock dividends, combinations, recapitalizations or the like occurring prior to the Closing Date).

"Initial Shares Adjustment Schedule" is defined in the definition of Initial Shares.

"Intellectual Property" is defined in Section 3.12.

"IRS" shall mean the United States Internal Revenue Service.

"Key Employee" is defined in the recitals to this Agreement.

"Knowledge" shall mean (i) with respect to the Company, the knowledge, after reasonable diligence, of Brad Murphy, Matthew Boyd and Hans Lindroth, (ii) with respect to the Preferred Stockholders, the knowledge, after reasonable diligence, of Brad Murphy, and (iii) with respect to Public Co. or Sub, the knowledge, after reasonable diligence, of Eric Mouilleron.

"Legal Fees" shall mean the total amount owed by the Company to its outside counsel under the terms of its engagement therewith for fees and expenses incurred in connection with the transactions contemplated herein.

"Liens" is defined in Section 3.11.

"Loss" is defined in Section 8.2.

"Losses" is defined in Section 8.2.

"Material Adverse Effect" shall mean any change, event or effect that is materially adverse to the business, assets (including intangible assets), condition (financial or otherwise), results of operations, prospects or capitalization of the Company taken as a whole, other than as a result of

changes, conditions or events that are generally applicable to the industry in which the Company operates or conducts business.

"Maximum New Warrant Shares" shall mean the product of (i) nineteen and nine-tenths percent (19.9%) multiplied by (ii) the sum of (x) 1,875,000 shares of Public Co. Common Stock plus (y) the aggregate number of Bullock Shares plus (z) the Adjusted Initial Shares Minimum Limit, rounded up or down, to the nearest whole number.

"Merger" is defined in the recitals to this Agreement.

"Mutual Nondisclosure Agreement" is defined in Section 10.4.

"Net Proceeds" shall mean the product of (i) the sum of (a) the aggregate number of Net Shares plus (b) the aggregate number of New Warrant Shares, multiplied by (ii) the Closing Date Price, as translated into U.S. dollars based on the Exchange Rate on the Closing Date.

"Net Shares" shall mean a number of shares of Public Co. Common Stock equal to the aggregate number of New Shares minus the sum of (i) the aggregate number of Common New Shares plus (ii) the aggregate number of Fee Shares; provided, notwithstanding anything to the contrary, in no event shall the aggregate number of Fee Shares exceed the aggregate number of New Shares minus the aggregate number of Common New Shares.

"New Shares" shall mean shares of Public Co. Common Stock equal in number the difference of (i) the Aggregate Share Equivalents (as may be appropriately adjusted for any stock split, combination or the like that occurs prior to the Effective Time) minus (ii) the Maximum New Warrant Shares.

"New Units" shall mean Complex Shares (as such term is defined in the Contribution Agreement) of Public Co., each comprised of (i) one (1) New Share of Public Co. Common Stock and (ii) one (1) New Warrant attached to such New Share, with each New Warrant giving the holder thereof the right to subscribe to one (1) share of Public Co. Common Stock.

"New Warrants" shall mean warrants to purchase shares of Public Co. Common Stock equal in number to the Maximum New Warrant Shares.

"New Warrant Terms" shall mean the terms of the New Warrants as is set forth in Section 5.2 of the Contribution Agreement attached in substantially in the form of **Exhibit A** to this Agreement.

"New Warrant Shares" shall mean shares of Public Co. Common Stock issuable upon exercise of New Warrants.

"Officer's Certificate" is defined in Section 8.2.

"Outstanding Series A Stock" shall mean the number of shares of Series A Preferred Stock outstanding immediately prior to the Effective Time.

"Outstanding Series B Stock" shall mean the number of shares of Series B Preferred Stock outstanding immediately prior to the Effective Time.

"Party Representatives" is defined in Section 10.10.

"PBGC" shall mean the United States Pension Benefit Guaranty Corporation.

"Pension Plan" shall mean each Company Employee Plan which is an "employee pension benefit plan," within the meaning of Section 3(2) of ERISA.

"Person" shall mean any individual, firm, partnership, joint venture, trust, corporation, limited liability entity, unincorporated organization, estate or other entity.

"Plan" shall mean the 1998 Stock Option Plan of the Company.

"Preferred Stockholders" shall have the meaning set forth on the first page of this Agreement.

"Pro Rata Portion" is defined in Section 2.12.

"Promissory Notes" is defined in Section 2.17.

"PTO" is defined in Section 3.12.

"Public Co." shall mean Valtech S.A., a French *société anonyme*.

"Public Co. Common Stock" shall mean shares of common stock of Public Co. which shall be admitted to trading on the Nouveau Marché within ten (10) days of the Closing Date pursuant to Section 2.12 below, but not registered under the federal or any state securities laws of the U.S.

"Public Co. Disclosure Schedule" is defined in the first paragraph of Article IV.

"Public Co. Material Adverse Effect" is defined in Section 4.1.

"Registered Intellectual Property" is defined in Section 3.12.

"Related Agreements" shall mean the Contribution Agreement, the Employment Agreement and the Affiliate Agreements.

"Resale Restriction" is defined in Section 2.12.

"Restricted Shares" shall mean a number of New Shares equal to the aggregate number of New Shares less the aggregate number of Unrestricted Shares.

"Returns" is defined in Section 3.9.

"Second Cap Period" is defined in Section 8.2.

"Securities Act" shall mean the United States Securities Act of 1933, as amended.

"Series A Fee Shares Ratio" shall mean the quotient obtained by dividing (i) one-half (1/2) of the aggregate number of Fee Shares by (ii) the Outstanding Series A Stock.

"Series A Net Shares" shall mean a number of shares of Public Co. Common Stock equal to the product obtained by multiplying (i) the Series A Percentage by (ii) the Net Shares.

"Series A Net Shares Ratio" shall mean the quotient obtained by dividing (i) the aggregate number of Series A Net Shares by (ii) the Outstanding Series A Stock.

"Series A New Warrants" shall mean a number of New Warrants equal to the product obtained by multiplying (i) the Series A Percentage by (ii) the aggregate number of New Warrants.

"Series A Percentage" shall mean percentage of the Net Proceeds to which the holders of shares of Series A Preferred Stock are entitled pursuant to Article IV, Section 3 of the Company Charter provided, notwithstanding anything to the contrary, in no event shall the sum of the Series A Percentage and the Series B Percentage exceed one hundred percent (100%).

"Series A Preferred Stock" shall mean the Series A Preferred Stock, $0.001 par value per share, of the Company.

"Series A Warrant Ratio" shall mean the quotient obtained by dividing (i) the aggregate number of Series A New Warrants by (ii) the Outstanding Series A Stock.

"Series B Fee Shares Ratio" shall mean the quotient obtained by dividing (i) one-half (1/2) of the aggregate number of Fee Shares by (ii) the Outstanding Series B Stock.

"Series B Net Shares" shall mean a number of shares of Public Co. Common Stock equal to the product obtained by multiplying (i) the Series B Percentage by (ii) the Net Shares.

"Series B Net Shares Ratio" shall mean the quotient obtained by dividing (i) the aggregate number of Series B Net Shares by (ii) the Outstanding Series B Stock.

"Series B New Warrants" shall mean a number of New Warrants equal to the product obtained by multiplying (i) the Series B Percentage by (ii) the aggregate number of New Warrants.

"Series B Percentage" shall mean percentage of the Net Proceeds to which the holders of shares of Series B Preferred Stock are entitled pursuant to Article IV, Section 3 of the Company Charter provided, notwithstanding anything to the contrary, in no event shall the sum of the Series A Percentage and the Series B Percentage exceed one hundred percent (100%).

"Series B Preferred Stock" shall mean the Series B Preferred Stock, $0.001 par value per share, of the Company.

"Series B Warrant Ratio" shall mean the quotient obtained by dividing (i) the aggregate number of Series B New Warrants by (ii) the Outstanding Series B Stock.

"Settlement Date Price" is defined in Section 8.2.

"Signature Date" shall mean the date first set forth above in this Agreement.

"Signature Date Price" shall mean the average closing price of Public Co.'s Common Stock for ten (10) consecutive trading days ending on and including the day prior to the Signature Date, as reported on the Nouveau Marché.

"Statement of Expenses" is defined in Section 6.12.

"Stockholders" shall mean the Preferred Stockholder plus Bullock.

"Stockholder Certificate" is defined in Section 2.19.

"Stockholder Certificate of Loss" is defined in Section 8.4.

"Stockholder Debt" is defined in Section 2.17.

"Sub" shall have the meaning set forth on the first page of this Agreement.

"Subsidiary" is defined in Section 3.1.

"Subsidiaries" is defined in Section 3.1.

"Survival Period" is defined in Section 8.1.

"Surviving Corporation" is defined in Section 2.1.

"Tax" and "Taxes" are defined in Section 3.9.

"Tax Refund Proceeds" is defined in Section 2.17.

"Termination Date" is defined in Section 9.2.

"Third Party Expenses" is defined in Section 6.12.

"Trade Secrets" is defined in Section 3.12.

"United States Persons" is defined in Section 4.5.

"Unrestricted Shares" shall mean the Bullock Shares and the Adjusted Initial Shares.

ARTICLE II

THE CONTRIBUTION AND MERGER

2.1 The Merger. At the Effective Time (as defined in Section 2.2 hereof) and subject to and upon the terms and conditions of this Agreement, the Contribution Agreement and the

applicable provisions of the General Corporation Law of the State of Delaware ("Delaware Law") and the laws of the Republic of France, Sub shall be merged with and into the Company, the separate corporate existence of Sub shall cease and the Company shall continue as the surviving corporation and as a wholly-owned subsidiary of Public Co. The surviving corporation after the Merger is sometimes referred to hereinafter as the "Surviving Corporation."

2.2 Effective Time. Unless this Agreement is earlier terminated pursuant to Section 9.1 hereof, the closing of the Merger will take place as provided in Section 7.1 hereof. On the Closing Date, the parties hereto shall cause the Merger to be consummated by filing a Certificate of Merger (or like instrument) with the Secretary of the State of Delaware (the "Certificate of Merger"), in accordance with the applicable provisions of Delaware Law (the time of acceptance by the Secretary of the State of Delaware of such filing, or such later time as may be specified in the Certificate of Merger, shall be referred to herein as the "Effective Time").

2.3 Effect of the Merger. At the Effective Time, the effect of the Merger shall be as provided in the applicable provisions of Delaware Law. Without limiting the generality of the foregoing, and subject thereto, at the Effective Time, except as otherwise agreed to pursuant to the terms of this Agreement, all the property, rights, privileges, powers and franchises of the Company and Sub shall vest in the Surviving Corporation, and all debts, liabilities and duties of the Company and Sub shall become the debts, liabilities and duties of the Surviving Corporation.

2.4 Certificate of Incorporation and Bylaws.

(a) Unless otherwise determined by Public Co. prior to the Effective Time, the certificate of incorporation of Sub, as in effect immediately prior to the Effective Time, shall be the certificate of incorporation of the Surviving Corporation at the Effective Time until thereafter amended in accordance with Delaware Law and as provided in such certificate of incorporation; *provided, however*, that at the Effective Time, Article I of the certificate of incorporation of the Surviving Corporation shall be amended and restated in its entirety to read as follows: "The name of the corporation is digitalESP, Inc."; *provided, further, however,* that such name may be "Digital ESP, Inc.", as determined in the sole discretion of Public Co.

(b) Unless otherwise determined by Public Co. prior to the Effective Time, the bylaws of Sub, as in effect immediately prior to the Effective Time, shall be the bylaws of the Surviving Corporation at the Effective Time until thereafter amended in accordance with Delaware Law and as provided in the certificate of incorporation of the Surviving Corporation and such bylaws.

2.5 Directors and Officers.

(a) Unless otherwise determined by Public Co. prior to the Effective Time, the directors of Sub immediately prior to the Effective Time shall be the directors of the Surviving Corporation immediately after the Effective Time, each to hold the office of a director of the Surviving Corporation in accordance with the provisions of Delaware Law and the certificate of incorporation and bylaws of the Surviving Corporation until their successors are duly elected and qualified.

(b) Unless otherwise determined by Public Co. prior to the Effective Time, the officers of Sub immediately prior to the Effective Time shall be the officers of the Surviving Corporation immediately after the Effective Time, each to hold office in accordance with the provisions of the bylaws of the Surviving Corporation.

2.6 Contribution of Company Common Stock. At the Effective Time, upon the terms and subject to the conditions set forth below and throughout this Agreement, each share of Company Common Stock issued and outstanding immediately prior to the Effective Time shall be canceled and extinguished and converted automatically into the right to receive such number of the New Shares as is equal to the Common New Shares Ratio.

2.7 Contribution of Company Preferred Stock. At the Effective Time, upon the terms and subject to the conditions set forth below and throughout this Agreement, each share of Series A Preferred Stock and each share of Series B Preferred Stock issued and outstanding immediately prior to the Effective Time shall be canceled and extinguished and converted automatically into the right to receive such number of New Shares and New Warrants exercisable for New Warrant Shares as is determined as follows:

(a) each share of Series A Preferred Stock shall be automatically converted into the right to receive:

(i) that number of New Shares as is equal to the Series A Fee Shares Ratio;

(ii) that number of New Shares as is equal to the Series A Net Shares Ratio; and

(iii) that number of New Warrants as is equal to the Series A Warrant Ratio.

(b) each share of Series B Preferred Stock shall be automatically converted into the right to receive:

(i) that number of New Shares as is equal to the Series B Fee Shares Ratio;

(ii) that number of New Shares as is equal to the Series B Net Shares Ratio; and

(iii) that number of New Warrants as is equal to the Series B Warrant Ratio.

(c) Notwithstanding anything to the contrary herein, in no event shall Public Co. be obligated to issue to the Stockholders in the Merger more than the sum of the New Shares plus the New Warrants.

(d) Pursuant to the Contribution Agreement, a number of New Shares (issuable pursuant to Sections 2.7(a)(i), (a)(ii), (b)(i) and (b)(ii)) as is equal to the number of New Warrants (issuable pursuant to Sections 2.7(a)(iii) and (b)(iii)) shall be issued attached to such New Warrants in the form of New Units. Notwithstanding the form of such issuance, such New Shares issued with attached New Warrants shall be deemed to be New Shares detached from such New Warrants for purposes of this Agreement.

2.8 Stock Options. Each unexercised Company Option shall be terminated prior to the Effective Time and shall not be assumed by Public Co. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to effect the termination of all Company Options outstanding as of the date of this Agreement, including without limitation the giving of a notice to all holders of Company Options informing such holders of the accelerated vesting and termination of the Company Options and the Company's right to repurchase Company Stock acquired pursuant to any exercise of such Company Options. The form and substance of such notice shall be subject to the reasonable review of Public Co. The notice shall be provided no later than the time specified in the Plan or applicable agreement (or, if no time is specified, no later than thirty (30) days prior to the anticipated Closing Date) and the holders of Company Options shall be given a period of time to exercise their Company Options which shall expire no later than ten (10) days prior to the anticipated Closing Date. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to repurchase the shares of Company Stock acquired by any holder of Company Option(s) who exercises such Option(s) after the date of this Agreement.

2.9 Warrants. All unexercised Company Warrants shall be terminated prior to the Effective Time and shall not be assumed by Public Co. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to effect the termination of all Company Warrants outstanding as of the date of this Agreement, including without limitation the giving of any required notice to all holders of the Company Warrants informing such holders of the termination of the Company Warrants. The form and substance of such notice shall be subject to reasonable review of the Public Co. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to repurchase the shares of Company Stock acquired by any holder of Company Warrant(s) who exercises such Warrant(s) after the date of this Agreement.

2.10 Capital Stock of Sub. Each share of Common Stock of Sub issued and outstanding immediately prior to the Effective Time shall be converted into and exchanged for one validly issued, fully paid and nonassessable share of Common Stock of the Surviving Corporation. Each stock certificate of Sub evidencing ownership of any such shares shall continue to evidence ownership of such shares of capital stock of the Surviving Corporation.

2.11 Fractional Shares. No fractional New Shares, New Warrants or New Units will be issued in connection with the Merger. The number of New Shares, New Warrants or New Units to be issued pursuant to this Article II shall be rounded up or down, to the nearest whole number, with no cash being payable.

2.12 Restrictions on the New Shares, New Warrant Shares, New Warrants and New Units issued to Stockholders. The New Shares, New Warrant Shares, New Warrants and New Units to be issued to each Stockholder shall be subject to the following restrictions:

(a) Unrestricted Shares and Restricted Shares. The Unrestricted Shares (which, for the avoidance of doubt, shall include the Bullock Shares) shall be available for resale immediately following registration with the Nouveau Marché and admission to trading thereon. Each Preferred Stockholder hereby agrees to the following restrictions on resale (the "Resale Restriction") placed upon the Restricted Shares. The Preferred Stockholders hereby agree not to sell, assign, mortgage, transfer, pledge, hypothecate or otherwise dispose of or encumber the Restricted Shares, except as provided herein, unless and until such Restricted Shares have been released from the Resale Restriction, pursuant to the following schedule (except as may be set forth in the Contribution Agreement) or the Employment Agreement:

(i) such Preferred Stockholder's Pro Rata Portion of 750,000 Restricted Shares shall be released from the Resale Restriction on the twelve (12) month anniversary of the Closing Date;

(ii) such Preferred Stockholder's Pro Rata Portion of 625,000 Restricted Shares shall be released from the Resale Restriction on the twenty-four (24) month anniversary of the Closing Date; and

(iii) such Preferred Stockholder's remaining Restricted Shares shall be released from the Resale Restriction on the thirty-six (36) month anniversary of the Closing Date.

For purposes of this Section 2.12(a), a Preferred Stockholder's "Pro Rata Portion" of Restricted Shares shall mean the percentage obtained by dividing (i) the number of Restricted Shares held by such Preferred Stockholder by (ii) the aggregate number of Restricted Shares outstanding.

The New Shares, together with New Warrants, that comprise New Units, shall be available for resale pursuant to this Section 2.12 and shall be subject to the Resale Restrictions set forth herein in the same manner and to the same extent that such New Shares would be if not so attached, and such New Shares shall be detachable from such New Warrants for purposes of resale.

Notwithstanding the foregoing, each of Public Co. and the Company acknowledge and agree that, as shall be provided further in the Employment Agreement, upon a Change of Control (as shall be defined in the Employment Agreement) of the Company, all restrictions then applicable to the Restricted Shares and the New Warrant Shares, if any, held by Brad Murphy as of the effective date of such Change of Control shall be released from any and all such restrictions as of such date and shall become freely transferable.

(b) New Warrant Shares. The New Warrants and the New Warrant Shares shall be subject to the restrictions set forth in the New Warrant Terms contained within Section 5.2 of the Contribution Agreement in substantially the form attached as **Exhibit A**.

(c) Public Co. agrees to use its commercially reasonable efforts to have the New Shares and New Warrant Shares admitted to trading for resale on the Nouveau Marché within ten (10) days of the Closing Date such that the Stockholders are able to resell the New Shares and New Warrant Shares following the Closing without restrictions other than those set forth in this Agreement, the Contribution Agreement, the Employment Agreement, the Stockholder Certificate and the Affiliate Agreement.

2.13 Contribution Procedure. As promptly as practicable after execution of this Agreement, a request shall be filed by Public Co. with the President of the relevant Commercial Court to appoint a contribution auditor ("*commissaire aux apports*") who will prepare a report on the Contribution Agreement and on the issuance of Public Co. Common Stock and New Warrants which will be filed with the relevant Commercial Court and made available to Public Co. shareholders at least eight (8) days prior to Public Co. shareholders' meeting to be held at Closing.

2.14 Tax Consequences. It is intended by the parties hereto that the Contribution shall constitute a reorganization within the meaning of Section 368(a) of the Code. The parties hereto shall take no action with respect to the capital stock, assets or liabilities of the Company that could reasonably be expected to cause the Merger to fail to qualify as a reorganization within the meaning of Section 368(a) of the Code. Each party acknowledges and agrees that each party is relying solely on the advice of their own counsel with respect to all tax matters. Each party will report the Merger as a reorganization for all Tax purposes, unless otherwise required by a determination as defined in Section 1313 of the Code, and will comply with the reporting requirements of Treasury Regulation Section 1.368-3.

2.15 Waiver of Appraisal Rights. Each Stockholder, by executing this Agreement, hereby waives all rights such Stockholder may have to exercise dissenter's rights or appraisal rights in connection with any part of the Merger (or any subsequent short form merger) with respect to any shares of capital stock of Company, or any options, warrants or other rights to acquire any shares of capital stock of Company, as to which such Stockholder may have title or any beneficial interest.

2.16 Public Co. Stock Options. On the Closing Date, the shareholders of Public Co. shall authorize Public Co.'s board of directors to issue options to purchase an aggregate of 600,000 shares of Public Co. Common Stock to the individuals and in the amounts set forth on Schedule 2.16 of the Company Disclosure Schedule attached hereto, having an exercise price equal to the average closing price of Public Co.'s Common Stock for twenty (20) consecutive Nouveau Marché trading days ending on and including the day prior to the issue date of such options by the Public Co. board of directors, with a vesting period commencing:

(i) on the twelve (12) month anniversary of the issue date for the first tranche of 200,000 stock options;

(ii) on the twenty-four (24) month anniversary of the issue date for the second tranche of 200,000 stock options; and

(iii) on the thirty-six (36) month anniversary of the issue date for the third and last tranche of 200,000 stock options.

The effective issue and allocation of the stock options by Public Co.'s board of directors shall, subject to French law regulating the timing of the issuance of stock options relative to the publication of financial reports, take place at the later of the two following dates: (i) the Closing Date, and (ii) no later than twenty-one (21) consecutive Nouveau Marché trading days from the date at which the prohibition relating to the publication of Public Co. financial reports has lapsed.

2.17 Payment of Banker and Legal Fees.

(a) The Preferred Stockholders, on a joint and several basis, agree to be responsible for the (i) Banker Fees and (ii) Legal Fees; *provided, however,* that in the event the Company receives cash from the anticipated tax refund identified in Section 3.6 of the Company Disclosure Schedule (the "Tax Refund Proceeds") after the date hereof, the Company shall remit such Tax Refund Proceeds, up to US$140,000, to the Preferred Stockholders in reimbursement for Legal Fees incurred in connection with the Merger; *provided, however,* that the Preferred Stockholders may not use Company assets to pay such Legal Fees prior to the receipt of such Tax Refund Proceeds. The Company shall not be liable to reimburse such Legal Fees in excess of US$140,000 of any such actual Tax Refund Proceeds, and all Legal Fees in excess of US$140,000 shall be the responsibility of the Preferred Stockholders.

(b) Immediately prior to Closing, the Company may pay from its cash balance, on behalf of the Preferred Stockholders, up to (i) US$200,000 to DecisionPoint as partial payment of the Company's Banker Fees, and (ii) US$75,000 to outside counsel for the Company as partial payment of the Company's Legal Fees. In connection with such payments, the Preferred Stockholders shall execute Promissory Notes in favor of the Company in substantially the form of **Exhibit E** attached hereto (the "Promissory Notes") for their pro rata portion of such payments (the "Stockholder Debt"), which shall become due and payable within sixty (60) Nouveau Marché trading days following the Closing Date. The Stockholder Debt may be prepaid by the Preferred Stockholders without premium or penalty. All remaining amounts owed as Banker Fees and Legal Fees shall remain the obligation of the Preferred Stockholders, which obligation shall be joint and several.

2.18 Withholding Taxes. Public Co. shall be entitled to deduct and withhold from any consideration payable or otherwise deliverable pursuant to this Agreement to any Stockholder such amounts as may be required to be deducted or withheld therefrom under the Code or under any provision of state, local or foreign tax law or under any other applicable legal requirement. To the extent such amounts are so deducted or withheld, the amount of such consideration shall be treated for all purposes under this Agreement as having been paid to the Person to whom such consideration would otherwise have been paid.

2.19 Surrender of Certificates. The Corporate Secretary of Public Co. shall serve as the exchange agent (the "Exchange Agent") for the Merger.

(a) Public Co. to Provide Public Co. Common Stock. Promptly after the Effective Time, Public Co. shall make available to the Exchange Agent for exchange in accordance with this Article II the New Shares and New Warrants (in part in the form of New Units) issuable pursuant to this Article II in exchange for outstanding shares of Company Stock.

(b) Exchange Procedures. On the Closing Date, the Stockholders will surrender the certificates representing their Company Stock (the "Company Stock Certificates") to the Exchange Agent for cancellation together with (x) a stock power in such form and having such provisions that Public Co. may reasonably request, and (y) a fully executed Stockholder Certificate in substantially the form attached hereto as **Exhibit F** (a "Stockholder Certificate"). Upon surrender of a Company Stock Certificate for cancellation to the Exchange Agent, or such other agent or agents as may be appointed by Public Co., together with such stock power and Stockholder Certificate, duly completed and validly executed in accordance with the instructions thereto, subject to the terms of this Article II, the holder of such Company Stock Certificate shall be entitled to receive from the Exchange Agent in exchange therefor evidence of such Stockholder's ownership of the number of whole New Shares, and evidence of such Stockholder's ownership of the New Warrants, issuable pursuant to this Article II, and the Company Stock Certificate so surrendered shall be canceled; *provided, however,* that the "evidence" of such Stockholder's ownership of the New Shares and New Warrants (in part in the form of New Units) on the Closing Date shall be a certified copy of the minutes of the extraordinary shareholders' meeting approving the increase to the capital of the Public Co. and the issuance of the New Shares and New Warrants (in part in the form of New Units). Within ten (10) days after the Closing Date, the Caisse Nationale du Crédit Agricole shall deliver an *attestation d'inscription en compte* evidencing ownership of such securities. Until so surrendered, each outstanding Company Stock Certificate will be deemed from and for all corporate purposes, to evidence only the ownership of the number of whole New Shares and New Warrants (in part in the form of New Units) into which such shares of Company Stock shall have been so converted.

(c) Distributions With Respect to Unexchanged Shares. No dividends or other distributions declared or made after the Effective Time with respect to Public Co. Common Stock with a record date after the Effective Time will be paid to the holder of any unsurrendered Company Stock Certificate with respect to the New Shares represented thereby until the holder of record of such Company Stock Certificate shall surrender such Certificate. Subject to applicable law, following surrender of any such Certificates, there shall be paid to the record holder of such Certificates representing whole New Shares issued in exchange therefor, without interest, at the time of such surrender, the amount of dividends or other distributions with a record date after January 1, 2002 theretofore paid with respect to such whole New Shares.

(d) Transfers of Ownership. If any New Shares, New Warrants or New Units are to be registered in a name other than that in which the certificate surrendered in exchange therefor is registered, and if permissible under French law, it will be a condition of the issuance and/or delivery thereof that the certificate so surrendered will be properly endorsed and otherwise in proper form for transfer and that the person requesting such exchange will have paid to Public Co. or any agent

designated by it any transfer or other taxes required by reason of the registration of New Shares, New Warrants or New Units in any name other than that of the registered holder of the certificate surrendered, or established to the satisfaction of Public Co. or any agent designated by it that such tax has been paid or is not payable.

(e) No Liability. Notwithstanding anything to the contrary in this Section 2.19 hereof, neither the Exchange Agent, the Surviving Corporation nor any party hereto shall be liable to a holder of shares of Company Stock for any amount properly paid to a public official pursuant to any applicable abandoned property, escheat or similar law.

2.20 No Further Ownership Rights in Company Stock. The New Shares, New Warrant Shares, New Warrants and New Units paid in respect of the surrender for exchange of shares of Company Stock in accordance with the terms hereof, shall be deemed to be full satisfaction of all rights pertaining to such shares of Company Stock, and there shall be no further registration of transfers on the records of the Surviving Corporation of shares of Company Stock which were outstanding immediately prior to the Effective Time. If, after the Effective Time, Company Stock Certificates are presented to the Surviving Corporation for any reason, they shall be canceled and exchanged as provided in this Article II.

2.21 Lost, Stolen or Destroyed Certificates. In the event any certificates evidencing shares of Company Stock shall have been lost, stolen or destroyed, the Exchange Agent shall issue in exchange for such lost, stolen or destroyed certificates, upon the making of an affidavit of that fact by the holder thereof, such amount, if any, as may be required pursuant to this Article II; *provided, however*, that Public Co. may, in its discretion and as a condition precedent to the issuance thereof, require the Stockholder who is the owner of such lost, stolen or destroyed certificates to deliver a bond in such amount as it may reasonably direct against any claim that may be made against Public Co. or the Exchange Agent with respect to the certificates alleged to have been lost, stolen or destroyed.

ARTICLE III

REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF THE COMPANY AND THE PREFERRED STOCKHOLDERS

The Company and each of the Preferred Stockholders hereby jointly and severally represents and warrants to Public Co. and Sub, subject to such exceptions as are specifically disclosed in the disclosure schedule (referencing the appropriate section and paragraph numbers) supplied by the Company and the Preferred Stockholders to Public Co. and Sub (the "Company Disclosure Schedule") and dated as of the date hereof, that on the date hereof; *provided, however,* that the representations and warranties made as of a specified date will be true and correct as of such date:

3.1 Organization of the Company.

(a) The Company is a corporation duly organized, validly existing and in good standing under the laws of the State of Delaware. The Company has the corporate power to own its properties and to carry on its business as currently conducted and as currently contemplated to be conducted. The Company is duly qualified or licensed to do business and in good standing as a

foreign corporation in each jurisdiction in which it conducts business, except where the failure to be so qualified or licensed is not reasonably likely to result in a Material Adverse Effect. The Company has delivered a true and correct copy of its certificate of incorporation and bylaws, each as amended to date and in full force and effect on the date hereof, to Public Co. Except as set forth in Section 3.1(a) of the Company Disclosure Schedule, the operations now being conducted by the Company are not now and have never been conducted by the Company under any other name.

(b) There is no corporation, partnership, joint venture or other entity in which the Company has, directly or indirectly, an equity interest (each a "Subsidiary" and collectively, the "Subsidiaries"), nor has there been any such Subsidiary in the past.

3.2 Company Capital Structure.

(a) The authorized capital stock of the Company consists of 83,155,000 shares of capital stock, as follows: (i) 8,155,000 shares of Preferred Stock, par value $0.001 per share, are authorized, of which 8,000,000 shares have been designated "Series A Preferred Stock," 7,702,401 of which are issued and outstanding, and of which 155,000 shares have been designated "Series B Preferred Stock," 155,000 of which are issued and outstanding; and (ii) 75,000,000 shares of Common Stock, par value $0.001 per share, are authorized, of which 15,375,000 shares are issued and outstanding as of the date hereof. As of the date hereof and as of the Effective Time, the capitalization of the Company is or will be as set forth in Section 3.2(a) of the Company Disclosure Schedule. The Company Common Stock and the Company Preferred Stock is held by the persons with the domicile addresses and in the amounts set forth in Section 3.2(a) of the Company Disclosure Schedule. All outstanding shares of Company Common Stock and Company Preferred Stock are duly authorized, validly issued, fully paid and non-assessable and not subject to preemptive rights created by statute, the certificate of incorporation or bylaws of the Company, or any agreement to which the Company is a party or by which it is bound, and have been issued in compliance with federal and state securities laws. There are no declared or accrued but unpaid dividends with respect to any shares of Company Common Stock or Company Preferred Stock. Except as set forth in Section 3.2(a) of the Company Disclosure Schedule, the Company has no other capital stock authorized, issued or outstanding.

(b) (i) Except for the Plan, the Company has never adopted or maintained any stock option plan or other plan providing for equity compensation of any person. The Company has reserved 9,198,540 shares of Company Common Stock for issuance to employees, contract workers and directors of, and consultants to, the Company upon the exercise of options granted under the Plan or otherwise, of which (A) 1,030,283 shares are issuable, as of the date hereof, upon the exercise of outstanding, unexercised options granted under the Plan or otherwise, and (B) zero shares have been issued, as of the date hereof, upon the exercise of options granted under the Plan or otherwise. Section 3.2(b)(i) of the Company Disclosure Schedule sets forth, for each outstanding Company Option, the name of the holder of such Option, the domicile address of such holder, the number of shares of Company Common Stock issuable upon the exercise of such Option, the exercise price of such Option, the vesting schedule for such Option, including the extent vested as of the date of this Agreement and whether the vesting of such Option will be accelerated by the transactions contemplated by this Agreement, whether such Option is intended to qualify as an incentive stock option as defined in Section 422 of the Code and whether such Option was granted

under the Plan or outside of the Plan. The terms of the documents governing the Company Options permit the termination of any unexercised Company Options and the repurchase of Company Stock acquired pursuant to the exercise of Company Options, as provided for in this Agreement, without the consent or approval of the holders of the Company Options, the Stockholders or otherwise. Once the Company accelerates the vesting of all outstanding (as of the date hereof) Company Options pursuant to Section 2.8, an aggregate of 1,030,283 shares of Company Common Stock shall be issuable upon the exercise of outstanding, vested Company Options (the "Company Vested Option Shares"), of which 24,520 such Shares will be subject to "in the money" Company Options. Upon such acceleration, the aggregate liability of the Company to repurchase any exercised Company Vested Option Shares, if any such accelerated Company Options are exercised by the holder thereof prior to the Effective Time, shall not exceed in the aggregate $360. As of the Effective Time, there will be no outstanding Company Options.

(ii) Section 3.2(b)(i)(ii) of the Company Disclosure Schedule sets forth, for each outstanding Company Warrant, the name of the holder of such Warrant, the domicile address of such holder, the number of shares of Company Stock issuable upon the exercise of such Warrant, the exercise price of such Warrant, whether or not such shares of Company Stock subject to the Warrant will be "in the money" based upon the transactions contemplated by this Agreement and whether the exercisability of such Warrant will be accelerated by the transactions contemplated by this Agreement. The terms of the documents governing the Company Warrants permit the termination of the Company Warrants and the repurchase of Company Stock acquired pursuant to the exercise of the Company Warrants as provided for in this Agreement, without the consent or approval of the holders of Company Warrants, the Stockholders or otherwise. As of the Effective Time, there will be no outstanding Company Warrants.

(iii) Except as set forth in Section 3.2(b)(i) or (ii) of the Company Disclosure Schedule, there are no options, warrants, calls, rights, commitments or agreements of any character, written or oral, to which the Company is a party or by which it is bound obligating the Company to issue, deliver, sell, repurchase or redeem, or cause to be issued, delivered, sold, repurchased or redeemed, any shares of the capital stock of the Company or obligating the Company to grant, extend, accelerate the vesting of, change the price of, otherwise amend or enter into any such option, warrant, call, right, commitment or agreement. Except as set forth in Section 3.2(b)(iii) of the Company Disclosure Schedule, there are no outstanding or authorized stock appreciation, phantom stock, profit participation, or other similar rights with respect to the Company. Except as set forth in Section 3.2(b)(iii) of the Company Disclosure Schedule and as contemplated hereby, there are no voting trusts, proxies, or other agreements or understandings with respect to the voting stock of the Company. As a result of the Merger, Public Co. will be the sole record and beneficial holder of all issued and outstanding Company Common Stock and Company Preferred Stock, and all rights to acquire or receive any shares of Company Common Stock or Company Preferred Stock, whether or not such shares of Company Stock are outstanding.

(c) Upon the Effective Time, no shares of Company Stock to be exchanged for New Shares, New Warrants or New Warrant Shares will be unvested, subject to a repurchase option, risk of forfeiture or other condition providing that such shares may be forfeited or repurchased by the Company upon any termination of a stockholder's employment, directorship or other relationship

with the Company under the terms of any restricted stock purchase agreement or other agreement with the Company.

3.3 Authority. The Company and each of the Stockholders have all requisite power and authority to enter into this Agreement and any Related Agreements to which it or he is a party and to consummate the transactions contemplated hereby and thereby. The execution and delivery of this Agreement and any Related Agreements to which the Company is a party and the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby have been duly authorized by all necessary corporate action on the part of the Company, and no further action is required on the part of the Company to authorize the Agreement and any Related Agreements to which it is a party and the transactions contemplated hereby and thereby, subject only to the approval of this Agreement and the Merger by the Stockholders. This Agreement and the Merger have been unanimously approved by the Board of Directors of the Company. This Agreement and each of the Related Agreements to which the Company and/or the Stockholders is a party has been duly executed and delivered by the Company and each of the Stockholders, as the case may be, and assuming the due authorization, execution and delivery by the other parties hereto and thereto, constitute the valid and binding obligations of the Company and each of the Stockholders, enforceable against each such party in accordance with their respective terms, except as such enforceability may be subject to the laws of general application relating to bankruptcy, insolvency and the relief of debtors and rules of law governing specific performance, injunctive relief or other equitable remedies.

3.4 No Conflict. The execution and delivery by the Company and each of the Preferred Stockholders of this Agreement, and any Related Agreement to which the Company and/or any of the Stockholders is a party, and the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby, will not conflict with or result in any violation of or default under (with or without notice or lapse of time, or both) or give rise to a right of termination, cancellation, modification or acceleration of any obligation or loss of any benefit under (any such event, a "Conflict"): (i) any provision of the certificate of incorporation or bylaws of the Company, (ii) any Contract to which the Company or any of its properties or assets (including intangible assets), or any of the Stockholders, is subject, or (iii) any judgment, order, decree, statute, law, ordinance, rule or regulation applicable to the Company or any of its properties (tangible and intangible) or assets, or applicable to any of the Stockholders. The Company is in compliance with, and has not breached, violated or defaulted under, or received notice of a breach, violation or default under any of the terms or conditions of any Contract, nor is the Company or any Preferred Stockholder aware of any event that would constitute such a breach, violation or default with the lapse of time, giving of notice or both. Each Contract is in full force and effect and the Company is not in default thereunder, and, to the Knowledge of the Company and the Preferred Stockholders, no party obligated to the Company pursuant to any such Contract is in default thereunder. The Company has obtained, or will obtain prior to the Effective Time, all necessary consents, waivers and approvals of parties to all Contracts listed on Section 3.4 of the Company Disclosure Schedule in order for such Contracts to remain in full force and effect without limitation, modification or alteration after the Effective Time. Following the Effective Time, the Company will be permitted to exercise all of its rights under each Contract without the payment of any additional amounts or consideration other than ongoing fees, royalties or payments which the Company would otherwise be required to pay pursuant to the terms of such Contracts had the transactions contemplated by this Agreement not occurred.

3.5 Consents. Except as set forth on Section 3.4 of the Company Disclosure Schedule, no consent, waiver, approval, order or authorization of, or registration, declaration or filing with any court, administrative agency or commission or other federal, state, county, local or other foreign governmental authority, instrumentality, agency or commission (each, a "Governmental Entity") or any third party, including a party to any Contract with the Company (so as not to trigger any Conflict), is required by or with respect to the Company and/or the Stockholders (other than the approval by the Stockholders as contemplated in Section 3.3) in connection with the execution and delivery of this Agreement and any Related Agreement to which the Company and/or a Stockholder is a party or the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby, except for orders, authorizations, registrations, declarations and filings as may be required under applicable securities laws.

3.6 Company Financials. Section 3.6 of the Company Disclosure Schedule sets forth the Company's audited consolidated balance sheet as of March 31, 2001 and related audited statements of income, cash flow and stockholders' equity for the twelve (12) month period ended March 31, 2001, and the Company's unaudited consolidated balance sheet as of December 31, 2001 and related unaudited statements of income, cash flow and stockholders' equity for the nine (9) month period ended December 31, 2001 (the "Financials"). The Financials have been prepared in accordance with GAAP consistently applied on a basis consistent throughout the periods indicated and consistent with each other, subject to, in the case of the Company's unaudited balance sheet as of December 31, 2001, the omission of the footnote information. The Financials present fairly in all material respects the financial condition, operating results and cash flows of the Company as of the dates and during the periods indicated therein, subject to normal year-end adjustments, which are not material in amount or significance in any individual case or in the aggregate. The Company's unaudited balance sheet as of December 31, 2001 is referred to hereinafter as the "Current Balance Sheet."

3.7 No Undisclosed Liabilities. The Company has no liability, indebtedness, obligation, expense, claim, deficiency, guaranty or endorsement of any type, whether accrued, absolute, contingent, matured, unmatured or other (whether or not required to be reflected in financial statements in accordance with GAAP) except for those items (i) reflected in the Current Balance Sheet or (ii) as set forth in Section 3.7 of the Company Disclosure Schedule. The Company has made total payments of US$156,538.44 to Bullock since January 1, 2001 for any and all amounts due to him. Except as set forth on Section 3.7 of the Company Disclosure Schedule and in the Bullock Settlement Agreements, the Company has no other obligations to Bullock other than obligations to him under Delaware law in his capacity as a stockholder of the Company.

3.8 No Changes. Except as set forth in Section 3.8 of the Company Disclosure Schedule, since the date of the Current Balance Sheet, (a) there has not been, occurred or arisen any event or development which has had or could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect, and (b) the Company has not taken any of the actions set forth in paragraphs (a) through (u) of Section 5.1.

3.9 Tax Matters.

(a) Definition of Taxes. For the purposes of this Agreement, the term "Tax" or, collectively, "Taxes" shall mean (i) any and all federal, state, local and foreign taxes, assessments

and other governmental charges, duties, impositions and liabilities, including taxes based upon or measured by gross receipts, income, profits, sales, use and occupation, and value added, ad valorem, transfer, franchise, withholding, payroll, recapture, employment, excise and property taxes, together with all interest, penalties and additions imposed with respect to such amounts, (ii) any liability for the payment of any amounts of the type described in clause (i) of this Section 3.9(a) as a result of being a member of an affiliated, consolidated, combined or unitary group for any period, and (iii) any liability for the payment of any amounts of the type described in clauses (i) or (ii) of this Section 3.9(a) as a result of any express or implied obligation to indemnify any other person or as a result of any obligations under any agreements or arrangements with any other person with respect to such amounts and including any liability for taxes of a predecessor entity.

(b) Tax Returns and Audits.

(i) As of the Effective Time, the Company will have prepared and timely filed all required federal, state, local and foreign returns, estimates, information statements and reports ("Returns") due prior to the Closing relating to any and all Taxes concerning or attributable to the Company or its operations and such Returns are true and correct and have been completed in accordance with applicable law.

(ii) As of the Effective Time, the Company (A) will have paid all Taxes it is required to pay for the periods prior to the Effective Time and will have withheld with respect to its employees (current and former) and contract workers all federal and state income taxes, Federal Insurance Contribution Act ("FICA"), Federal Unemployment Tax Act ("FUTA") and other Taxes required to be withheld, and (B) will have accrued on the Current Balance Sheet all Taxes attributable to the periods preceding the Current Balance Sheet and will not have incurred any liability for Taxes for the period commencing after the date of the Current Balance Sheet and ending immediately prior to the Effective Time, other than in the ordinary course of business.

(iii) The Company has not been delinquent in the payment of any Tax, nor is there any Tax deficiency outstanding, assessed or proposed against the Company, nor has the Company executed any waiver of any statute of limitations on or extending the period for the assessment or collection of any Tax.

(iv) No audit or other examination of any Return of the Company is presently in progress, nor has the Company been notified of any request for such an audit or other examination.

(v) The Company has no liabilities for unpaid federal, state, local and foreign Taxes which have not been accrued or reserved on the Current Balance Sheet, whether asserted or unasserted, contingent or otherwise, and the Company has not incurred any liability for Taxes since the date of the Current Balance Sheet other than in the ordinary course of business.

(vi) The Company has made available to Public Co. or its legal counsel, copies of all foreign, federal, state and local income and all state and local sales and use Returns for the Company filed for all periods beginning January 1, 1999.

(vii) There are (and immediately prior to the Effective Time and immediately after the Effective Time as a result of any action taken by the Company prior to the Effective Time there will be) no liens, pledges, charges, claims, restrictions on transfer, mortgages, security interests or other encumbrances of any sort on the assets of the Company relating to or attributable to Taxes other than Liens for Taxes not yet due and payable.

(viii) Neither the Company nor any Preferred Stockholder has Knowledge of any basis for the assertion of any claim relating or attributable to Taxes which, if adversely determined, would result in any Lien on the assets of the Company.

(ix) None of the Company's assets is treated as "tax-exempt use property," within the meaning of Section 168(h) of the Code.

(x) The Company has not filed any consent agreement under Section 341(f) of the Code or agreed to have Section 341(f)(4) of the Code apply to any disposition of a subsection (f) asset (as defined in Section 341(f)(4) of the Code) owned by the Company.

(xi) The Company is not a party to any tax sharing, indemnification or allocation agreement.

(xii) The Company is not, and has not been at any time, a "United States Real Property Holding Corporation" within the meaning of Section 897(c)(2) of the Code.

(xiii) The Company (a) is not and has never been a member of an affiliated group (within the meaning of Code §1504(a)) filing a consolidated federal income Tax Return, (b) has no liability for the Taxes of any person (other than the Company) under Treas. Reg. § 1.1502-6 (or any similar provision of state, local or foreign law), as a transferee or successor, by contract, or otherwise, and (c) has never been a party to any joint venture, partnership or other agreement that could be treated as a partnership for Tax purposes.

(xiv) No adjustment relating to any Return filed by the Company has been proposed formally or, to the Knowledge of the Company and the Preferred Stockholders, informally by any tax authority to the Company or any representative thereof.

(c) Executive Compensation Tax. There is no contract, agreement, plan or arrangement to which the Company is a party, including, without limitation, the provisions of this Agreement, covering any employee, former employee or contract worker of the Company, which, individually or collectively, could give rise to the payment of any amount that would not be deductible pursuant to Sections 280G, 404 or 162(m) of the Code.

(d) Stock Distributions. The Company has not constituted either a "distributing corporation" or a "controlled corporation" in a distribution of stock qualifying for tax-free treatment under Section 355 of the Code (i) in the two years prior to the date of this Agreement or (ii) in a distribution which could otherwise constitute part of a "plan" or "series of related transactions" (within the meaning of Section 355(e) of the Code) in conjunction with the Merger.

3.10 Restrictions on Business Activities. Except as set forth in Section 3.10 of the Company Disclosure Schedule, there is no agreement (noncompete or otherwise), commitment, judgment, injunction, order or decree to which the Company is a party or otherwise binding upon the Company which has or may reasonably be expected to have the effect of prohibiting or impairing any business practice of the Company, any acquisition of property (tangible or intangible) by the Company, the conduct of business by the Company or otherwise limiting the freedom of the Company to engage in any line of business or to compete with any person. Without limiting the generality of the foregoing, the Company has not entered into any agreement under which it is restricted from selling, licensing or otherwise distributing any of its technology or products to or providing services to, customers or potential customers or any class of customers, in any geographic area, during any period of time or in any segment of the market.

3.11 Title of Properties; Absence of Liens and Encumbrances; Condition of Equipment.

(a) The Company does not own real property, nor has it ever owned any real property. All current leases for real property are in full force and effect, are valid and effective in accordance with their respective terms and there is not, under any of such leases, any existing default or event of default (or event which with notice or lapse of time, or both, would constitute a default).

(b) The Company has good and valid title to, or, in the case of leased properties and assets, valid leasehold interests in, all of its tangible properties and assets, real, personal and mixed, used or held for use in their businesses, free and clear of any and all liens, pledges, hypothecations, charges, mortgages, security interests, conditional sales agreements, encumbrances, claims, infringements and interferences (collectively, "Liens"), except (i) as reflected in the Current Balance Sheet, (ii) Liens for Taxes not yet due and payable, and (iii) such imperfections of title and encumbrances, if any, which do not detract from the value or interfere with the present use of the property subject thereto or affected thereby.

(c) Except as set forth in Section 3.11(c) of the Company Disclosure Schedule, each material item of equipment (the "Equipment") owned or leased by the Company is (i) adequate for the conduct of the business of the Company as currently conducted and as currently contemplated to be conducted, and (ii) in good operating condition, regularly and properly maintained, subject to normal wear and tear.

(d) The Company has sole and exclusive ownership, free and clear of any Liens, of all customer lists or customer contact information prepared by the Company and relating to its current and former customers (the "Customer Information"). No person other than the Company possesses any claims or rights with respect to use of the Customer Information.

3.12 Intellectual Property. For the purposes of this Agreement, the following terms have the following definitions:

"Intellectual Property" shall mean any or all of the following and all rights therein, arising therefrom, or associated therewith: (i) all United States and foreign patents and applications therefor and all reissues, division, renewals, extensions, provisionals, continuations, and continuations-in-part thereof; (ii) all inventions (whether patentable or not), invention disclosures, improvements, trade

secrets, proprietary information, know how, process, technology, technical data and customer lists, and all documentation relating to any of the foregoing (collectively "Trade Secrets"); (iii) all copyrights, copyrights registrations and applications therefor and all other rights corresponding thereto throughout the world; (iv) all industrial designs and any registrations and applications therefor throughout the world; (v) all trade names, logos, common law trademarks and service marks, trademark and service mark registrations and applications therefor and all goodwill associated therewith throughout the world; (vi) all Web addresses, sites and domain names, and (vii) any similar, corresponding or equivalent rights to any of the foregoing and (viii) all documentation related to any of the foregoing, including all contracts, licenses and other agreements to which Company is a party or by which it is bound either as a licensee or licensor relating to any item and intellectual property described in clauses (i) through (viii) above.

"Company Intellectual Property" shall mean any Intellectual Property that is owned by, or exclusively licensed to, Company.

"Registered Intellectual Property" shall mean all United States, international and foreign: (i) patents, patent applications (including provisional applications); (ii) registered trademarks, applications to register trademarks, intent-to-use applications, or other registrations or applications related to trademarks; (iii) registered copyrights and applications for copyright registration; and (iv) any other Company Intellectual Property that is the subject of an application, certificate, filing, registration or other document issued by, filed with, or recorded by, any state, government or other public legal authority, in each case that is necessary or material to the conduct of the business as it is currently conducted.

(a) Section 3.12(a) of the Company Disclosure Schedule lists all Registered Intellectual Property owned by, or filed in the name of, Company (the "Company Registered Intellectual Property") and lists any proceedings or actions before any court or tribunal (including the United States Patent & Trademark Office ("PTO") or equivalent authority anywhere in the world) related to any of the Company Intellectual Property.

(b) Except as set forth in Section 3.12(b) of the Company Disclosure Schedule, Company (i) owns and has good and exclusive title to each item of Company Intellectual Property, including all Company Registered Intellectual Property listed in Section 3.12(a) of the Company Disclosure Schedule, free and clear of any Liens, (ii) has exclusive rights (and is not contractually obligated to pay any compensation to any third party in respect thereof under any license of rights, covenant not to sue, settlement, or other agreement) to the use thereof or the material covered thereby in connection with the services or products in respect of which the Company Intellectual Property is being used, and (iii) has not entered into any contracts, licenses or agreements (other than those set forth in Section 3.12(b) of the Company Disclosure Schedule) with respect to any of the Company Intellectual Property.

(c) Except as set forth in Section 3.12(c) of the Company Disclosure Schedule, (i) Company is the exclusive owner of all trademarks, service marks, and trade names used in connection with the operation or conduct of its businesses as currently conducted, including the sale of any products or technology or the provision of any services by Company; (ii) Company is the exclusive owner of, and has good title to, all copyrighted works that are Company products or other

works of authorship which Company otherwise purports to own; and (iii) to the extent that any work, invention, or material has been developed or created by a third party for Company, Company has a written agreement with such third party with respect thereto and Company thereby has obtained ownership of, and is the exclusive owner of, all Intellectual Property in such work, material or invention by operation of law or by valid assignment.

(d) Except as set forth in Section 3.12(d) of the Company Disclosure Schedule, Company has not transferred ownership of, or granted any license of or right to use, or authorized the retention of any right to use, any Intellectual Property that is or was Company Intellectual Property, to any other Person. Section 3.12(d) of the Company Disclosure Schedule sets forth a complete list of all material licenses, sublicenses, and other agreements pursuant to which any Person is authorized to use any Company Intellectual Property or any material Trade Secret of Company, and includes the identity of all parties thereto, a description of the nature and subject matter thereof, the applicable royalty, and the term thereof. The execution and delivery of this Agreement by Company, and the consummation of the transactions contemplated hereby, will not cause the Company to be in violation or default under any such license, sublicense or agreement, nor entitle, by its terms, any other party to any such license, sublicense or agreement to terminate or modify such license, sublicense or agreement.

(e) Except as set forth in Section 3.12(e) of the Company Disclosure Schedule, the Company Intellectual Property constitutes all the Intellectual Property used in or, to the Knowledge of Company, that is needed in order to conduct the business of the Company as currently conducted by Company including, without limitation, the design, development, distribution, marketing, manufacture, use, import, license and sale of the products, technology and services of the Company (including products, technology or services currently under development). Except as set forth in Section 3.12(e) of the Company Disclosure Schedule, no Person who has licensed Intellectual Property to the Company has ownership rights or license rights to improvements made by Company in such Intellectual Property that has been licensed to Company.

(f) Except as set forth in Section 3.12(f) of the Company Disclosure Schedule, the operation of the business of the Company as currently conducted, or, to the Knowledge of Company, as reasonably contemplated to be conducted, including but not limited to the design, development, distribution, marketing, use, import, manufacture, license and sale of the products, technology or services (including products, technology or services currently under development of the Company), has not and does not infringe or misappropriate the Intellectual Property of any Person, violate the rights of any Person (including rights to privacy or publicity) or constitute unfair competition or trade practices under the laws of any jurisdiction. The Company has not received notice of any claims, nor have any claims been asserted or threatened against the Company or, to the Knowledge of the Company, any of its customers, from any Person claiming that such operation of the business of Company or any act, product, technology or service (including products, technology or services currently under development) of the Company infringes or misappropriates the Intellectual Property of any Person or that Company has engaged in unfair competition or trade practices under the laws of any jurisdiction (nor, to the Knowledge of Company, is there any basis therefor). Except as set forth in Section 3.12(f) of the Company Disclosure Schedule, there have been, and are, no claims asserted against the Company or against any customer of the Company,

related to any product, technology or service (including products, technology or services currently under development) of the Company.

(g) Except as set forth in Section 3.12(g) of the Company Disclosure Schedule, each item of Company Registered Intellectual Property is valid and subsisting, all necessary registration, maintenance and renewal fees in connection with such Company Registered Intellectual Property have been paid, and all necessary documents and certificates in connection with Company Registered Intellectual Property have been filed with the relevant patent, copyright, trademark or other authorities in the United States or foreign jurisdictions, as the case may be, for the purposes of maintaining such Registered Intellectual Property. Section 3.12(g) of the Company Disclosure Schedule lists all due dates for any material filings, maintenance payments or other actions due in respect of the Company Registered Intellectual Property within six (6) months after the Effective Time.

(h) The Company has taken all reasonable steps that are required to protect the Company's rights in confidential information and Trade Secrets of the Company or provided by any third party to the Company (under a requirement that such information be treated confidentially), it being understood that "reasonable steps" shall include, without limitation, entering into written proprietary information and confidentiality agreements with employees, contractors or other third parties having access to the Company's proprietary or confidential information. All current and former employees and contractors of Company have executed such an agreement.

(i) Except as set forth in Section 3.12(i) of the Company Disclosure Schedule, there are no contracts, licenses or agreements between the Company and any other Person with respect to any Company Intellectual Property under which there is any dispute, to the Knowledge of Company, regarding the scope of such agreement, or performance under such agreement including with respect to any payments to be made or received by Company.

(j) The Company is not, nor as a result of the execution or delivery of this Agreement or performance of the Company's obligations hereunder will the Company be, in violation of any license, sublicense, agreement or instrument to which the Company is a party or otherwise bound, nor will the execution or delivery of this Agreement or performance of the Company's obligations hereunder cause the diminution, termination or forfeiture of the Company's rights to any Company Intellectual Property under the express terms of any such license, sublicense, agreement or instrument.

(k) Except as set forth in Section 3.12(k) of the Company Disclosure Schedule, (i) the Company does not have any currently pending claim against any Person for infringing or misappropriating any Company Intellectual Property, and (ii) to the Knowledge of the Company, no Person has or is infringing or misappropriating any Company Intellectual Property.

(l) Except as set forth in Section 3.12(l) of the Company Disclosure Schedule, no Company Intellectual Property or product, technology or service of the Company is subject to any proceeding or outstanding decree, order, judgment, agreement or stipulation that restricts in any manner the use, transfer or licensing thereof by the Company or may affect the validity, use or enforceability of such Company Intellectual Property.

(m) Neither this Agreement nor any transaction contemplated by this Agreement will, pursuant to the express terms of any contract or agreement to which the Company is a party and to which Public Co. is not a party, result in Public Co. granting any rights or licenses with respect to the Intellectual Property of Public Co. to any third party.

3.13 Agreements, Contracts and Commitments. Except as set forth in Section 3.13 of the Company Disclosure Schedule, the Company is not a party to or bound by:

(i) any employment or consulting agreement, contract or commitment with an employee, contract worker or individual consultant or salesperson or consulting or sales agreement, contract or commitment with a firm or other organization (other than contracts relating solely to obligations of non-disclosure or non-solicitation or other similar provisions);

(ii) any agreement or plan, including, without limitation, any stock option plan, stock appreciation rights plan or stock purchase plan, any of the benefits of which will be increased, or the vesting of benefits of which will be accelerated, by the occurrence of any of the transactions contemplated by this Agreement or the value of any of the benefits of which will be calculated on the basis of any of the transactions contemplated by this Agreement;

(iii) any fidelity or surety bond or completion bond;

(iv) any lease of personal property having a value in excess of $10,000 individually or $50,000 in the aggregate;

(v) any agreement, contract or commitment involving future payments by the Company in excess of $10,000 in any one-year period or $50,000 in the aggregate and is not cancelable without penalty within thirty (30) days;

(vi) any agreement, contract or commitment relating to the disposition or acquisition of assets or any interest in any business enterprise outside the ordinary course of the Company's business;

(vii) any mortgages, indentures, guarantees, loans or credit agreements, security agreements or other agreements or instruments relating to the borrowing of money or extension of credit;

(viii) any purchase order or contract involving future payments to the Company in excess of $10,000 in any one-year period or $50,000 in the aggregate;

(ix) any construction contracts;

(x) any dealer, distribution, joint marketing or development agreement;

(xi) any sales representative, original equipment manufacturer, value added, remarketer, reseller or independent software vendor or other agreement for use or distribution of the Company's products, technology or services; or

(xii) any Contract with a customer pursuant to which the Company has received at least $50,000 in revenue in the past twelve (12) months (each an "Active Material Contract").

3.14 Interested Party Transactions. Except as set forth on Section 3.14 of the Company Disclosure Schedule, there is no:

(a) indebtedness, Contract, arrangement, transaction or payment or transfer, directly or indirectly, of any funds or other property, between the Company, on the one hand, and any officer, director, stockholder or Affiliate of the Company (or any Affiliate of any such person), on the other hand, except for (i) regularly scheduled cash compensation paid to employees and directors of the Company and amounts paid to employees of the Company pursuant to existing Company Employee Plans listed in Section 3.21(a) of the Company Disclosure Schedule and (ii) reimbursements of ordinary and necessary business expenses of employees of the Company incurred in connection with their employment consistent with written policies of the Company;

(b) interest of any officer, director, stockholder or Affiliate of the Company (or any Affiliate of any such person) in any assets or properties (whether real, personal or mixed and whether tangible or intangible) owned or used by or pertaining to the Company; or

(c) ownership (of record or as a beneficial owner) by any officer, director, stockholder or Affiliate of the Company (or any Affiliate of any such person) of an equity interest or any other financial or profit interest in a Person that has (i) had material business dealings or a material financial interest in any transaction with the Company (other than business dealings or transactions conducted in the ordinary course of business with the Company at prevailing market prices and on prevailing market terms) or (ii) engaged in competition with the Company with respect to any products or services of the Company in any market presently served by the Company (except for ownership of less than one percent (1%) of the outstanding capital stock of any corporation that is publicly traded on any recognized exchange or in the over-the-counter market).

3.15 Governmental Authorization. Each material consent, license, permit, grant or other authorization (i) pursuant to which the Company currently operates or holds any interest in any of its properties, or (ii) which is required for the operation of the Company's business as currently conducted or currently contemplated to be conducted or the holding of any such interest (collectively, "Company Authorizations") has been issued or granted to the Company. The Company Authorizations are in full force and effect and constitute all Company Authorizations required to permit the Company to operate or conduct its business or hold any interest in its properties or assets.

3.16 Litigation. There is no action, suit, claim or proceeding of any nature pending, or to the Knowledge of the Company or any of the Preferred Stockholders threatened, against the Company, its properties (tangible or intangible) or any of their officers or directors, nor to the Knowledge of the Company and the Preferred Stockholders, is there any reasonable basis therefor. To the Knowledge of the Company or any of the Preferred Stockholders, there is no investigation or other proceeding pending or threatened against the Company, its properties (tangible or intangible) or any of its officers or directors by or before any Governmental Entity, nor to the Knowledge of the

Company or any of the Preferred Stockholders is there any reasonable basis therefor. No Governmental Entity has at any time challenged or questioned the legal right of the Company to conduct its operations as presently or previously conducted or as presently contemplated to be conducted.

3.17 Accounts Receivable; Inventory.

(a) The Company has made available to Public Co. a list of all accounts receivable of the Company as of December 31, 2001, together with a range of days elapsed since invoice.

(b) Such receivables arose from bona fide sales and deliveries of goods or performance of services in the ordinary course of business. None of such receivables are subject to any performance obligations by the Company prior to collection. All such receivables have been adequately reserved in the Current Balance Sheet in accordance with GAAP and are free of any defenses, setoffs, or counterclaims (other than returns in the ordinary course of business consistent with past practices). Except as has been reserved against in the Current Balance Sheet, there is no dispute with respect to the amount or validity of any receivables of the Company.

(c) The inventories of the Company consist of items which are good and usable and, in the case of finished goods inventory, saleable at prevailing market prices, in each case in the ordinary course of business, except for obsolete materials and excess quantities, all of which have been written down in accordance with GAAP to net realizable market value in the Current Balance Sheet. All inventories of the Company have been procured (and, in the case of work-in-process and finished goods inventory, produced for sale) in the ordinary course of business and consistent with anticipated requirements as of the time commitments therefor were made. The volume of production and purchases and orders of inventories have not been reduced or increased in anticipation of the Merger.

3.18 Minute Books. The minutes of the Company have been made available to counsel for Public Co., are the only minutes of the Company, and contain accurate summaries of all meetings of the Board of Directors (or committees thereof) of the Company and its stockholders or actions by written consent since the time of incorporation of the Company.

3.19 Environmental Matters. (i) The Company is in compliance with all applicable Environmental Laws (as such term is defined below) and all Environmental Permits (as such term is defined below); (ii) all past noncompliance of the Company with Environmental Laws or Environmental Permits has been resolved without any pending, ongoing or future obligation, cost or liability; and (iii) the Company has not released a Hazardous Material (as such term is defined below) at, or transported a Hazardous Material to or from, any real property currently or formerly owned, leased or occupied by the Company in violation of any Environmental Law. For purposes of this Agreement, "Environmental Law" shall mean any law and any enforceable judicial or administrative interpretation thereof, including any judicial or administrative order, consent decree or judgment, relating to pollution or protection of the environment or natural resources, including, without limitation, those relating to the use, handling, transportation, treatment, storage, disposal, release or discharge of Hazardous Material, as in effect as of the date hereof. "Environmental

Permit" shall mean any permit, approval, identification number, license or other authorization obtained by the Company as required under or issued pursuant to any applicable Environmental Law. "Hazardous Material" shall mean (i) any petroleum, petroleum products, byproducts or breakdown products, radioactive materials, asbestos-containing materials or polychlorinated biphenyls or (ii) any chemical, material or substance defined or regulated as toxic or hazardous or as a pollutant or contaminant or waste under any applicable Environmental Law.

3.20 Brokers' and Finders' Fees; Legal Fees. Except as set forth in Section 3.20 of the Company Disclosure Schedule, the Company has not incurred, nor will it incur, directly or indirectly, any liability for brokerage or finders' fees or agents' commissions or any similar charges in connection with the Agreement or any transaction contemplated hereby. Section 3.20 of the Company Disclosure Schedule sets forth the Company's current reasonable estimate of all Third Party Expenses expected to be incurred by the Company in connection with the negotiation and effectuation of the terms and conditions of this Agreement and the transactions contemplated hereby. The Company represents that in connection with the Closing of the Merger, the Company shall owe DecisionPoint an amount based on the Company's Contract with DecisionPoint, as identified in Section 3.20 of the Company Disclosure Schedule, which such amount shall represent the total amount of all fees, expenses and other amounts due to DecisionPoint. As of the date hereof, the Company has not made payment of (i) any amounts in consideration for the Banker Fees, and (ii) any amounts in excess of $50,000 for Legal Fees.

3.21 Employee Benefits . Employee Benefit Plan and Compensation Schedule.

(a) Section 3.21(a) of the Company Disclosure Schedule contains an accurate and complete list of each Company Employee Plan and each Employee Agreement. The Company has no plan or commitment to establish any new Company Employee Plan or Employee Agreement, to modify any Company Employee Plan or Employee Agreement (except to the extent required by law or to conform any such Company Employee Plan or Employee Agreement to the requirements of any applicable law, in each case as previously disclosed to Public Co. in writing, or as required by this Agreement), or to enter into any Company Employee Plan or Employee Agreement.

(b) Documents. The Company has made available to Public Co. (i) correct and complete copies of all documents embodying each Company Employee Plan and each Employee Agreement including, without limitation, all amendments thereto and all related trust documents, (ii) the three (3) most recent annual reports (Form Series 5500 and all schedules and financial statements attached thereto), if any, required under ERISA or the Code in connection with each Company Employee Plan, (iii) if the Company Employee Plan is funded, the most recent annual and periodic accounting of Company Employee Plan assets, (iv) the most recent summary plan description together with the summaries of material modifications thereto, if any, required under ERISA with respect to each Company Employee Plan, (v) all material written agreements and contracts relating to each Company Employee Plan, including, without limitation, administrative service agreements and group insurance contracts, (vi) all communications material to any Employee or Employees relating to any Company Employee Plan and any proposed Company Employee Plan, in each case, relating to any amendments, terminations, establishments, increases or decreases in benefits, acceleration of payments or vesting schedules or other events which would result in any liability to the Company, (vii) all correspondence to or from any Governmental Entity relating to any

Company Employee Plan, (viii) all COBRA forms and related notices, (ix) all policies pertaining to fiduciary liability insurance covering the fiduciaries for each Company Employee Plan, and (x) all discrimination tests for each Company Employee Plan for the most recent plan year.

(c) Employee Plan Compliance. The Company has performed all obligations required to be performed by it under, is not in default or violation of, and has no Knowledge of any default or violation by any other party to each Company Employee Plan, and each Company Employee Plan has been established and maintained in accordance with its terms and in compliance with all applicable laws, statutes, orders, rules and regulations, including but not limited to ERISA or the Code. No "prohibited transaction," within the meaning of Section 4975 of the Code or Sections 406 and 407 of ERISA, and not otherwise exempt under Section 408 of ERISA, has occurred with respect to any Company Employee Plan. There are no actions, suits or claims pending, or to the Knowledge of the Company and the Preferred Stockholders threatened or reasonably anticipated (other than routine claims for benefits) against any Company Employee Plan or against the assets of any Company Employee Plan. Each Company Employee Plan can be amended, terminated or otherwise discontinued after the Effective Time in accordance with its terms, without liability to Public Co., the Company or any Affiliate (other than ordinary administration expenses). There are no audits, inquiries or proceedings pending or to the Knowledge of the Company and the Preferred Stockholders or any Affiliates, threatened by the IRS or DOL with respect to any Company Employee Plan. Neither the Company nor any Affiliate is subject to any penalty or tax with respect to any Company Employee Plan under Section 502(i) of ERISA or Sections 4975 through 4980 of the Code. The Company has made all contributions and other payments required by and due under the terms of each Company Employee Plan on or before the applicable due date.

(d) Retirement Plans. Each Company Employee Plan intended to be qualified under Section 401(a) of the Code has obtained from the IRS a favorable determination letter as to its qualified status under the Code, including all amendments to the Code effected by the Tax Reform Act of 1986 and subsequent legislation or has been established under a standardized prototype plan for which an IRS opinion letter has been obtained by the plan sponsor and is valid as to the adopting employer. Company has furnished Public Co. with the most recent IRS determination or opinion letter issued with respect to each such Company Employee Plan, and nothing has occurred since the issuance of each such letter which could reasonably be expected to cause the loss of the tax-qualified status of any Company Employee Plan subject to Code Section 401(a).

(e) No Pension Plan. Neither the Company nor any other ERISA Affiliate has ever maintained, established, sponsored, participated in, or contributed to, any (i) Pension Plan subject to Title IV of ERISA, or (ii) "multiemployer plan" within the meaning of Section (3)(37) of ERISA. The Company has never maintained, established, sponsored, participated in, or contributed to any multiple employer plan, or to any plan described in Section 413 of the Code.

(f) No Post-Employment Obligations. No Company Employee Plan provides, or reflects or represents any liability to provide, retiree life insurance, retiree health or other retiree Employee welfare benefits to any person for any reason, except as may be required by COBRA or other applicable statute, and the Company has never represented, promised or contracted (whether in oral or written form) to any Employee (either individually or to Employees as a group) or any other

person that such Employee(s) or other person would be provided with retiree life insurance, retiree health or other retiree Employee welfare benefit, except to the extent required by statute. Except as specifically set forth in Section 3.21(f) of the Company Disclosure Schedule, no Company Employee Plan provides health benefits that are not fully insured through an insurance contract.

(g) COBRA. The Company and each Affiliate has, prior to the Effective Time, complied with the health care continuation requirements of COBRA, the requirements of FMLA and any similar provisions of state law applicable to its Employees.

(h) Effect of Transaction. Except as provided in Section 3.21(h) of the Company Disclosure Schedule, the execution of this Agreement and the consummation of the transactions contemplated hereby will not (either alone or upon the occurrence of any additional or subsequent events) constitute an event under any Company Employee Plan, Employee Agreement, trust or loan that will or may result in any payment (whether of severance pay or otherwise), acceleration, forgiveness of indebtedness, vesting, distribution, increase in benefits or obligation to fund benefits with respect to any Employee, except as expressly required by this Agreement.

(i) Employment Matters. The Company: (i) is in compliance with all applicable foreign, federal, state and local laws, rules and regulations respecting employment, employment practices, terms and conditions of employment and wages and hours, in each case, with respect to Employees, including all applicable laws of foreign jurisdictions where the Company has Employees; (ii) has withheld and reported all amounts required by law or by agreement to be withheld and reported with respect to wages, salaries and other payments to Employees, (iii) is not liable for any arrears of wages or any taxes or any penalty for failure to comply with any of the foregoing, and (iv) is not liable for any payment to any trust or other fund governed by or maintained by or on behalf of any Governmental Entity, with respect to unemployment compensation benefits, social security or other benefits or obligations for Employees (other than routine payments to be made in the normal course of business and consistent with past practice). There are no pending or to the Knowledge of the Company and the Preferred Stockholders threatened, or reasonably anticipated claims or actions against the Company under any worker's compensation policy or long-term disability policy.

(j) Labor. No work stoppage or labor strike against the Company is pending, or to the Knowledge of the Company, threatened, or reasonably anticipated. The Company does not know of any activities or proceedings of any labor union to organize any Employees. There are no actions, suits, claims, labor disputes or grievances pending, or to the Knowledge of the Company threatened, or reasonably anticipated relating to any labor, safety or discrimination matters involving any current or former Employee, including charges of unfair labor practices or discrimination complaints. The Company has not engaged in any unfair labor practices within the meaning of the National Labor Relations Act. The Company presently is not, nor has it been in the past, a party to, or bound by, any collective bargaining agreement or union contract with respect to its Employees and no collective bargaining agreement is being negotiated by the Company.

(k) International Company Employee Plans. Each Company Employee Plan that has been adopted or maintained by the Company, whether informally or formally, for the benefit of

Employees located outside the United States is specifically set forth in Section 3.21(k) of the Company Disclosure Schedule.

3.22 Insurance. Section 3.22 of the Company Disclosure Schedule lists all insurance policies and fidelity bonds covering the assets, business, equipment, properties, operations, employees, contract workers, officers and directors of the Company or any Affiliate. There is no claim by the Company or any Affiliate pending under any of such policies or bonds as to which coverage has been questioned, denied or disputed by the underwriters of such policies or bonds. All premiums due and payable under all such policies and bonds have been paid, and the Company and its Affiliates are otherwise in material compliance with the terms of such policies and bonds (or other policies and bonds providing substantially similar insurance coverage). Neither the Company nor the Preferred Stockholders have any Knowledge of threatened termination of, or material premium increase with respect to, any of such policies.

3.23 Customers and Suppliers. Section 3.23 of the Company Disclosure Schedule sets forth a list of (a) the ten (10) largest customers, based on revenues of the Company during the last full fiscal year and (b) the ten (10) largest suppliers, and based on expenses of the Company during the last full fiscal year. The Company has not received any oral or written notice or indication from any customer for whom the Company is currently performing services, or that is a party to any Active Material Contract, that such customer intends to terminate its Contract with the Company prior to the end of its stated term, or materially alter its current relationship with the Company. The Company has not received any oral or written notice or indication from any material supplier of the Company that such supplier intends to terminate its Contract with the Company prior to the end of its stated terms or materially alter its current relationship with the Company. The Company has not received any written complaints in the three years immediately preceding the date of this Agreement from any current or former customer or supplier regarding any dissatisfaction or other problems or issues with the services purchased or to be purchased from the Company (in the case of customers), or supplied or to be supplied to the Company (in the case of suppliers), which could reasonably be determined to have a Material Adverse Effect.

3.24 Compliance with Laws. The Company and the Stockholders have complied with, are not in violation of, and have not received any notices of violation with respect to, any foreign, federal, state or local statute, law or regulation.

3.25 Warranties; Indemnities. Except for the warranties and indemnities contained in the Company's standard form of contract as set forth in Section 3.25 of the Company Disclosure Schedule, the Company has no obligations or liabilities under any currently outstanding and effective warranty or indemnity relating to services rendered by the Company.

3.26 Complete Copies of Materials. The Company has delivered or made available true and complete copies of each document (or summaries of same) that has been requested by Public Co. or its counsel.

3.27 Reorganization.

(a) At the Effective Time, the Company will not have outstanding any warrants, Company Options, convertible securities, or any other type of right pursuant to which any person could acquire Company Stock that, if exercised or converted, would affect Public Co.'s acquisition or retention of control of the Company, as defined in Section 368(c) of the Code.

(b) The Company is not an investment company as defined in Section 368(a)(2)(F)(iii) and (iv) of the Code.

(c) The fair market value of the assets of the Company will exceed the sum of its liabilities plus the liabilities, if any, to which the assets are subject.

(d) The Company has not, and will not, redeem or make any distribution in respect of the Company's capital stock prior to and in connection with the Contribution.

(e) Fifty percent (50%) or less of each of the total voting power and the total value of the stock of Public Co. will be owned, in the aggregate, immediately after the Contribution by United States Persons that are either officers or directors of the Company or that are five-percent (5%) stockholders of the Company. For purposes of this representation, any stock of Public Co. owned by United States Persons immediately after the transfer will be taken into account, whether or not it was received pursuant to the Contribution for stock of the Company.

(f) No Stockholder will receive, as a result of the Contribution, an ownership interest in Public Co. equal to or greater than five percent (5%) of the outstanding stock of Public Co.

3.28 Representations Complete.

(a) Neither any of the representations or warranties made by the Company or the Preferred Stockholders (as modified by the Company Disclosure Schedule) in this Agreement, nor any statements made in any exhibit, schedule or certificate furnished by the Company or the Stockholders pursuant to this Agreement, contains or will contain at the Effective Time, any untrue statement of a material fact, or omits or will omit at the Effective Time to state any material fact necessary in order to make the statements contained herein or therein, in the light of the circumstances under which made, not misleading. The information furnished on or in any documents mailed, delivered or otherwise furnished to Stockholders in connection with the solicitation of their consent to this Agreement and the Merger, will not contain, at or prior to the Effective Time, any untrue statement of a material fact and will not omit to state any material fact necessary in order to make the statements made therein, in light of the circumstances under which made, not misleading.

(b) Neither the Company, nor any of its directors, executive officers, stockholders or agents have made any material misstatements to Bullock, or omitted to state any material fact necessary in order to make the statements made to Bullock, in the light of the circumstances under which made, not misleading, in connection with the negotiation and entering into of the Bullock Settlement Agreements. The Company, and each of its directors, executive officers, stockholders

and agents, have made adequate and full disclosure to Bullock in respect to all material facts related to the Merger.

ARTICLE IV

REPRESENTATIONS AND WARRANTIES OF PUBLIC CO. AND SUB

Public Co. and Sub hereby represent and warrant to the Company and each Stockholder, subject to such exceptions as are specifically disclosed in the disclosure schedule (referencing the appropriate section and paragraph numbers) supplied by Public Co. and Sub to the Company and the Preferred Stockholders (the "Public Co. Disclosure Schedule") and dated as of the date hereof, that on the date hereof; *provided, however,* that the representations and warranties made as of a specified date will be true and correct as of such date:

4.1 Organization, Standing and Power. Public Co. is a corporation duly organized, validly existing and in good standing under the laws of the Republic of France. Sub is a corporation duly organized, validly existing and in good standing under the laws of the State of Delaware. Each of Public Co. and Sub has the corporate power to own its properties and to carry on its business as now being conducted and is duly qualified or licensed to do business and is in good standing in each jurisdiction in which the failure to be so qualified or licensed would have a material adverse effect on the business, assets (including intangible assets), condition (financial or otherwise), results of operations, prospects or capitalization of Public Co. (a "Public Co. Material Adverse Effect").

4.2 Authority. Each of Public Co. and Sub has all requisite corporate power and authority to enter into this Agreement and any related agreements to which it is a party and to consummate the transactions contemplated hereby and thereby. The execution and delivery of this Agreement and any related agreements to which it is a party and the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby have been duly authorized by all necessary corporate action on the part of Public Co. and Sub. This Agreement and any related agreements to which Public Co. and Sub are parties have been duly executed and delivered by Public Co. and Sub and constitute the valid and binding obligations of Public Co. and Sub, enforceable in accordance with their terms, except as such enforceability may be limited by principles of public policy and subject to the laws of general application relating to bankruptcy, insolvency and the relief of debtors and rules of law governing specific performance, injunctive relief or other equitable remedies.

4.3 Consents. No consent, waiver, approval, order or authorization of, or registration, declaration or filing with, any Governmental Entity, or any third party is required by or with respect to Public Co. or Sub in connection with the execution and delivery of this Agreement and any Related Agreements to which Public Co. or Sub is a party or the consummation of the transactions contemplated hereby and thereby, except for (i) such consents, waivers, approvals, orders, authorizations, registrations, declarations and filings as may be required under applicable securities laws, including without limitation the admission to trading on the Nouveau Marché of the New Shares and New Warrant Shares, (ii) such consents, waivers, approvals, orders, authorizations, registrations, declarations and filings which, if not obtained or made, would not have a Public Co. Material Adverse Effect, (iii) the filing of the Contribution Agreement and other appropriate documents with the relevant authorities as required to comply with the laws of the Republic of

France, (iv) the authorization and approval by the shareholders of Public Co. at an extraordinary shareholders meeting as required under the laws of the Republic of France to implement this Agreement, and (v) the filing of the Certificate of Merger with the Secretary of State of the State of Delaware; *provided, however,* that with respect to clause (iv) above, the approval of the shareholders of Public Co. shall be subject to a condition precedent of consummation of the Merger.

4.4 Public Co. Common Stock. Upon consummation of the transactions contemplated by this Agreement and the fulfillment of the conditions herein, the New Shares, New Warrants and New Units will be validly issued.

4.5 Reorganization.

(a) Public Co., and if applicable, any qualified subsidiary (as defined in Treasury Regulation Section 1.367(a)-3(c)(5)(vii)) or any qualified partnership (as defined in Treasury Regulation Section 1.367(a)-3(c)(5)(viii)) has been engaged in an active trade or business outside the United States for the entire 36-month period immediately before the Contribution. Public Co. (and, if applicable, any qualified subsidiary or qualified partnership engaged in the active trade or business) has no intention to substantially dispose of or discontinue such foreign trade or business. At the Effective Time, the fair market value of Public Co.'s (and, if applicable, any qualified subsidiary or qualified partnership engaged in the active trade or business) active trade or business as determined pursuant to the rules of Treasury Regulation Section 1.367(a)-3(c)(3)(iii) is at least equal to the fair market value of the Company.

(b) Fifty percent (50%) or less of the total voting power and the total value of the stock of Public Co. will be received pursuant to the Contribution, in the aggregate, by stockholders who are U.S. persons within the meaning of Treasury Regulation Section 1.367(a)-3(c)(5)(iv) ("United States Persons").

(c) No Stockholder will receive, as a result of the Contribution, an ownership interest in Public Co. that is equal to or greater than five percent (5%) of the outstanding stock of Public Co. measured by vote or value, as defined in Treasury Regulation Section 1.367(a)-3(c)(5)(ii).

(d) Public Co. shall cause the Company to continue its historic business or use a significant portion of its historic business assets in a business following the Effective Time.

ARTICLE V

CONDUCT PRIOR TO THE EFFECTIVE TIME

5.1 Conduct of Business of the Company. During the period from the date of this Agreement and continuing until the earlier of the termination of this Agreement or the Effective Time, the Company agrees, and each Preferred Stockholder agrees to use its best efforts to cause the Company, except to the extent that Public Co. shall otherwise consent in writing, to carry on its business in the usual, regular and ordinary course in substantially the same manner as heretofore conducted, to pay its debts and Taxes when due, to pay or perform other obligations when due, and,

to the extent consistent with such business, use its reasonable best efforts consistent with past practice and policies to preserve intact its present business organizations, keep available the services of its present officers and key employees and preserve its relationships with customers, suppliers, distributors, licensors, licensees, and others having business dealings with the Company, all with the goal of using reasonable efforts to preserve unimpaired its goodwill and ongoing businesses at the Effective Time. The Company and the Stockholders shall promptly notify Public Co. of any event, occurrence or emergency not in the ordinary course of business of the Company, or any material event involving the Company. Without limiting the generality of the foregoing and except as expressly required by this Agreement, the Company shall not, without the prior written consent of Public Co.:

(a) make any expenditures or enter into any commitment or transaction involving payment by the Company of $10,000 individually or $50,000 in the aggregate or any commitment or transaction of the type described in Section 3.8 hereof;

(b) (i) sell, license or transfer to any person or entity any rights to any Company Intellectual Property or enter into any agreement with respect to any Company Intellectual Property with any person or entity or with respect to any intellectual property of any person or entity, (ii) buy or license any intellectual property or enter into any agreement with respect to the intellectual property of any person or entity, (iii) enter into any agreement with respect to the development of any intellectual property with a third party, (iv) or change pricing or royalties charged by the Company to its customers or licensees, or the pricing or royalties set or charged by persons who have licensed intellectual property to the Company;

(c) enter into or amend any Contract pursuant to which any other party is granted marketing, distribution, development or similar rights of any type or scope with respect to any technology or services of the Company;

(d) amend or otherwise modify (or agree to do so), or violate the terms of, any Contract, or amend or otherwise modify (or agree to do so), or violate the terms of any Contracts, except where such amendment, modification or violation would not have a Material Adverse Effect on the Company;

(e) commence or settle any litigation;

(f) declare, set aside or pay any dividends on or make any other distributions (whether in cash, stock or property) in respect of any Company Stock, or split, combine or reclassify any Company Stock or issue or authorize the issuance of any other securities in respect of, in lieu of or in substitution for shares of Company Stock, or repurchase, redeem or otherwise acquire, directly or indirectly, any shares of Company Stock (or options, warrants or other rights exercisable therefor), except as disclosed on the Company Disclosure Schedule;

(g) issue, grant, deliver or sell or authorize or propose the issuance, grant, delivery or sale of, or purchase or propose the purchase of, any shares of Company Stock or securities convertible into, or subscriptions, rights, warrants or options to acquire, or other

agreements or commitments of any character obligating the Company to issue or purchase any such shares or other convertible securities;

(h) except as set forth on Section 5.1(h) of the Company Disclosure Schedule, cause or permit any amendments to its certificate of incorporation, bylaws or other organizational documents of the Company;

(i) acquire or agree to acquire by merging or consolidating with, or by purchasing any assets or equity securities of, or by any other manner, any business or any corporation, partnership, association or other business organization or division thereof, or otherwise acquire or agree to acquire any assets which are material, individually or in the aggregate, to the Company's business;

(j) sell, lease, license or otherwise dispose of any properties or assets, except properties or assets outside of the ordinary course of business and consistent with past practices;

(k) incur any indebtedness in excess of $10,000 or guarantee any indebtedness in excess of $10,000 or issue or sell any debt securities or guarantee any debt securities of others;

(l) grant any loans to others or purchase debt securities of others or amend the terms of any outstanding loan agreement;

(m) grant any severance or termination pay (i) to any director or officer, or (ii) to any other employee (current or former) or contract worker except payments made pursuant to standard written agreements outstanding on the date hereof and disclosed in the Company Disclosure Schedule;

(n) adopt or amend any employee benefit plan, or enter into any employment contract, pay or agree to pay any special bonus or special remuneration to any director, employee or contract worker, or increase the salaries or wage rates of its employees or contract workers except payments made pursuant to standard written agreements in place on the date hereof and disclosed in the Company Disclosure Schedule;

(o) revalue any of its assets, including without limitation writing down the value of inventory or writing off notes or accounts receivable other than in the ordinary course of business;

(p) pay, discharge or satisfy, in an amount in excess of $10,000 in any one case, or $50,000 in the aggregate, any claim, liability or obligation (absolute, accrued, asserted or unasserted, contingent or otherwise), other than the payment, discharge or satisfaction in the ordinary course of business of liabilities reflected or reserved against in the Current Balance Sheet;

(q) make or change any material election in respect of Taxes, adopt or change any accounting method in respect of Taxes, enter into any closing agreement, settle any claim or assessment in respect of Taxes, or consent to any extension or waiver of the limitation period applicable to any claim or assessment in respect of Taxes;

(r) enter into any strategic alliance or joint marketing arrangement or agreement;

(s) take any action to accelerate the vesting schedule of any of the outstanding Company Options or Company Stock, except as contemplated by this Agreement or disclosed on the Company Disclosure Schedule;

(t) hire or terminate (other than in the ordinary course of business) any employees or contract workers, or encourage any employees or contract workers to resign from the Company; or

(u) take, or agree in writing or otherwise to take, any of the actions described in Sections 5.1(a) through 5.1(t) hereof, or any other action that would (i) prevent the Company or any of the Stockholders from performing or cause the Company or any of the Stockholders not to perform their respective covenants hereunder or (ii) cause or result in any or their respective representations and warranties contained herein being untrue or incorrect in any material respect as of the date hereof.

5.2 No Solicitation.

(a) Until the earlier of (i) the Effective Time, or (ii) the date of termination of this Agreement pursuant to the provisions of Section 9.1 hereof, neither the Company nor the Stockholders shall (nor shall the Company or the Stockholders permit, as applicable, any of the Company's officers, directors, employees, contract workers, stockholders, agents, representatives or Affiliates to), directly or indirectly, take any of the following actions with any party other than Public Co. and its designees: (a) solicit, encourage, initiate or participate in any inquiry, negotiations or discussions, or enter into any agreement, with respect to any offer or proposal to acquire all or any material part of the Company's business, properties or technologies, or any material amount of the Company Stock (whether or not outstanding), whether by merger, purchase of assets, tender offer, license or otherwise, or effect any such transaction, (b) disclose any information not customarily disclosed to any Person concerning the Company's business, technologies or properties, or afford to any Person or entity access to its properties, technologies, books or records, not customarily afforded such access, (c) assist or cooperate with any Person to make any proposal to purchase all or any material part of the Company Stock or assets of the Company, other than inventory in the ordinary course of business, or (d) enter into any agreement with any Person providing for the acquisition of the Company, whether by merger, purchase of assets, license, tender offer or otherwise. In the event that the Company, any Stockholder or any of the Company's Affiliates shall receive, prior to the Effective Time or the termination of this Agreement, any offer, proposal, or request, directly or indirectly, of the type referenced in clause (a) or (c) above, or any request for disclosure or access pursuant to clause (b) above, the Company or such Stockholder, shall immediately notify Public Co. thereof, including information as to the identity of the offeror or the party making any such offer or proposal and the specific terms of such offer or proposal, as the case may be, and such other information related thereto as Public Co. may reasonably request. The parties hereto agree that irreparable damage would occur in the event that the provisions of this Section 5.2 were not performed in accordance with their specific terms or were otherwise breached. It is accordingly agreed by the parties hereto that Public Co. shall be entitled to seek an injunction or injunctions to prevent breaches of the provisions of this Section 5.2 and to enforce specifically the terms and provisions hereof in any court of the United States or any state having jurisdiction, this being in addition to any other remedy to which Public Co. may be entitled at law or in equity.

(b) From the date of this Agreement until the Closing, or, in the event this Agreement is terminated prior to Closing, for a period of two (2) years in the case of Public Co., or a period of six (6) months in the case of the Company, following the date of termination, each of Public Co. and the Company shall, and each shall cause its respective officers, directors, employees and Affiliates to, refrain from: (i) soliciting or hiring or offering to solicit or hire any employee or consultant of the other, or (ii) offering or soliciting offers to sell products and services or selling products and services to customers identified either by the Company to Public Co. or by Public Co. to the Company, as the case may be, with whom on such date either Public Co. or the Company, as the case may be, had no existing relationship. For purposes of this Section 5.2(b), customers shall include prospective customers as identified on Section 5.2(b) of the Company Disclosure Schedule, or Section 5.2(b) of the Public Co. Disclosure Schedule, as the case may be, and customers and employees shall include persons or entities who were customers or employees of Public Co. or the Company, as the case may be, during the six (6) month period prior to the date of this Agreement or the date of the termination of this Agreement, as the case may be.

(c) Notwithstanding anything in this Agreement to the contrary, to the extent that any Affiliate of Infologix proposes to, or takes, any action which would be in breach of this Section 5.2, Infologix shall take any and all actions necessary to cause such Affiliate to cease, or shall be responsible for, such action. This provision shall in no way hinder Public Co.'s ability to seek injunctive relief against such Affiliate, as set forth in Section 5.2(a) above.

5.3 Advice of Changes. The Company and the Stockholders will, respectively, to the extent they have Knowledge thereof (which, for the purposes of this Section 5.3, "Knowledge" of the Stockholders shall include Infologix), promptly advise Public Co. in writing of: (a) the occurrence or non-occurrence of any event, the occurrence or non-occurrence of which is likely to cause any representation or warranty of the Company or any Preferred Stockholder, respectively and as the case may be, contained in this Agreement to be untrue or inaccurate in any material respect, (b) any failure of the Company or any Stockholder, as the case may be, to comply with or satisfy any covenant, condition or agreement to be complied with or satisfied by it hereunder and (c) any Material Adverse Effect; *provided, however*, that the delivery of any notice pursuant to this Section 5.3 shall not (i) limit or otherwise affect any remedies available to the party receiving such notice or (ii) constitute an acknowledgment or admission of a breach of this Agreement. No disclosure by the Company or the Stockholders pursuant to this Section 5.3, however, shall in any way be deemed to amend or supplement the Company Disclosure Schedule, or prevent or cure any misrepresentations, breach of warranty or breach of covenant, for purposes of preventing or limiting Public Co.'s right to seek indemnification from the Preferred Stockholders pursuant to Section 8.2 below. To ensure compliance with this Section 5.3, the Company shall deliver to Public Co. within fifteen (15) days after the end of each monthly accounting period ending after the date of this Agreement and before the Effective Time an unaudited balance sheet and statement of operations, which financial statements shall be prepared in the ordinary course of business, in accordance with Company's books and records and GAAP (except for the omission of footnotes therefrom) and shall fairly present in all material respects the financial position of Company as of their respective dates and the results of Company's operations for the periods then ended.

ARTICLE VI

ADDITIONAL AGREEMENTS

6.1 Restricted Securities. The parties hereto acknowledge and agree that, in respect of U.S. law, the New Shares, New Warrants and New Warrant Shares issuable to the Stockholders hereunder shall constitute "restricted securities" within the meaning of Rule 144 of the Securities Act and will be issued in a private placement transaction in compliance with Section 4(2) of the Securities Act and Regulation D promulgated thereunder. The *attestation d'inscription en compte*, or other documents, if any, evidencing the New Shares, New Warrants and New Warrant Shares to be issued in the Merger shall bear appropriate legends to identify such privately placed securities as being "restricted securities" under the Securities Act, to comply with U.S. state and federal securities laws and, if applicable, to notice the restrictions on transfer of such securities. It is acknowledged and understood that, with respect to the above and related matters with respect thereto, that Public Co. is relying on certain written representations made by the Stockholders in the Stockholder Certificates.

6.2 280G Stockholder Approval. The Company shall promptly submit for approval by its Stockholders, if necessary, by the requisite vote, any payments or benefits that may not be deductible by reason of Section 280G of the Code with such approval to be obtained in a manner which meets the approval of Public Co., and in a manner which satisfies all applicable requirements of such Section 280G(b)(5)(B) of the Code and the proposed Treasury Regulations thereunder, including Q&A-7 Section 1.280G-1 of such proposed regulations, or, in the absence of such stockholder approval, none of those payments or benefits shall be paid or provided, pursuant to the waivers of those payments and benefits to be executed by the affected individuals in form and substance reasonably satisfactory to Public Co.

6.3 Treatment of Company 401(k) Plan.

(a) If Public Co. provides written notice to the Company, no later than five (5) business days prior to the anticipated Closing Date, the Company shall terminate any and all plans intended to include a Code Section 401(k) arrangement (each a "Company 401(k) Plan") effective as of the day immediately preceding the Effective Time. If Public Co. provides such written notice to Company, the Company shall provide Public Co. with evidence that such Company 401(k) Plan have been terminated (effective as of the date immediately preceding the Effective Time) in the form of resolutions of the Company's Board of Directors. The form and substance of such resolutions terminating the Company 401(k) Plan shall be subject to the reasonable review and approval of the Public Co.

(b) In the event that distribution or rollover of assets from the trust of a 401(k) plan which is terminated is reasonably anticipated to trigger liquidation charges, surrender charges, or other fees to be imposed upon the account of any participant or beneficiary of such terminated plan or upon the Company or plan sponsor, then the Company shall take such actions as are necessary to reasonably estimate the amount of such charges and/or fees and provide such estimate in writing to Public Co. not less than thirty (30) days prior to the Effective Time.

6.4 Access to Information. The Company shall afford Public Co. and its accountants, counsel and other representatives, reasonable access during the period prior to the Effective Time to (i) all of the Company's properties, books, contracts, commitments and records, (ii) all other information concerning the business, properties and personnel (subject to restrictions imposed by applicable law) of the Company as Public Co. may reasonably request, and (iii) all members of management and key consultants (both employees and independent contractors) of the Company as identified by Public Co. The Company agrees to provide to Public Co. and its accountants, counsel and other representatives copies of internal financial statements (including Tax returns and supporting documentation) promptly upon request.

6.5 Public Disclosure. The Stockholders and the Company shall not issue any statement or communication to any Person (other than their respective agents) regarding the subject matter of this Agreement or the transactions contemplated hereby, including, if applicable, the termination of this Agreement and the reasons therefor, without the consent of the Public Co.

6.6 Consents. The Company shall obtain the consents, waivers and approvals under the Contracts identified in Section 3.4 of the Company Disclosure Schedule.

6.7 FIRPTA Compliance. On the Closing Date, the Company shall deliver to Public Co. a properly executed statement (a "FIRPTA Compliance Certificate") in the form attached hereto as **Exhibit G** for purposes of satisfying Public Co.'s obligations under Treasury Regulation Section 1.1445-2(c)(3).

6.8 Tax Refund. The Company shall use its best efforts to obtain the tax refund described in Section 3.6 of the Company Disclosure Schedule.

6.9 Reasonable Efforts. Subject to the terms and conditions provided in this Agreement, each of the parties hereto shall use commercially reasonable efforts to take promptly, or cause to be taken, all actions, and to do promptly, or cause to be done, all things necessary, proper or advisable under applicable laws and regulations to consummate and make effective the transactions contemplated hereby, to obtain all necessary waivers, consents and approvals and to effect all necessary registrations and filings and to remove any injunctions or other impediments or delays, legal or otherwise, in order to consummate and make effective the transactions contemplated by this Agreement for the purpose of securing to the parties hereto the benefits contemplated by this Agreement.

6.10 Stockholder Certificates. Each Stockholder shall have executed a Stockholder Certificate prior to the Closing Date.

6.11 Additional Documents and Further Assurances. Each party hereto, at the request of another party hereto, shall execute and deliver such other instruments and do and perform such other acts and things as may be reasonably necessary or desirable for effecting completely the consummation of the Merger and the transactions contemplated hereby.

6.12 Statement of Expenses. The Company shall provide Public Co. with a statement of an estimate of all fees and expenses incurred in connection with the Merger including, without limitation, all legal, accounting, financial advisory, consulting and all other fees and expenses of

third parties ("Third Party Expenses") incurred by the Company three (3) business days prior to the Effective Time (the "Statement of Expenses").

6.13 Affiliate Agreements. The Company shall obtain from each Stockholder who after the Effective Time may be subject to Rule 145 under the Securities Act, as determined reasonably in the sole discretion of Public Co., an executed copy of the Affiliate Agreement in substantially the form of **Exhibit H** attached hereto (the "Affiliate Agreement").

6.14 Employment Agreement. The Key Employee shall execute and deliver to Public Co. the Employment Agreement on the terms set forth on **Exhibit B** attached hereto. Each of the Company, Brad Murphy and Public Co. agree to negotiate in good faith the Employment Agreement, including without limitation the definition of "Cause" thereunder, prior to the Closing.

6.15 Termination of Company Warrants. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to effect the termination of all Company Warrants outstanding as of the date of this Agreement, including without limitation the giving of any required notice to all holders of the Company Warrants informing such holders of the termination of the Company Warrants. The form and substance of such notice shall be subject to reasonable review of the Public Co. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to repurchase the shares of Company Stock acquired by any holder of Company Warrant(s) who exercises such Warrant(s) after the date of this Agreement.

6.16 Termination of Company Options. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to effect the termination of all Company Options outstanding as of the date of this Agreement, including without limitation the giving of a notice to all holders of Company Options informing such holders of the accelerated vesting and termination of the unexercised Company Options and the Company's right to repurchase Company Stock acquired pursuant to any exercise of such Company Options. The form and substance of such notice shall be subject to reasonable review of Public Co. The notice shall be provided no later than the time specified in the Plan or applicable agreement (or, if no time is specified, no later than thirty (30) days prior to the anticipated Closing Date) and the holders of Company Options shall be given a period of time to exercise their Company Options which shall expire no later than ten (10) days prior to the anticipated Closing Date. Prior to the Effective Time, the Company shall take any and all actions necessary to repurchase the shares of Company Stock acquired by any holder of Company Option(s) who exercises such Option(s) after the date of this Agreement.

6.17 Regulatory Approvals. Each party will execute and file, or join in the execution and filing, of any application or other document that may be necessary in order to obtain the authorization, approval or consent of any Governmental Entity which may be reasonably required, or which Public Co. may reasonably request, in connection with the consummation of the transactions contemplated by this Agreement. Each party will use its best efforts to obtain all such authorizations, approvals and consents.

6.18 Satisfaction of Conditions Precedent. Each party will use its best efforts to satisfy or cause to be satisfied all the conditions precedent which are set forth in Article VII and will use its best efforts to cause the transactions contemplated by this Agreement to be consummated, and,

without limiting the generality of the foregoing, to obtain all consents and authorizations of third parties and to make all filings with, and give all notices to, third parties that may be necessary or reasonably required on its part in order to effect the transactions contemplated hereby.

6.19 Public Co. Shareholder Consent. In the event Public Co. is required to obtain the shareholder consents set forth in Section 4.3(iv)(b) of the Public Co. Disclosure Schedule, Public Co. shall negotiate in good faith and enter into customary agreements (the "Assignment and Pledge Agreements"), including an assignment separate from certificate and a pledge agreement, in a form reasonably satisfactory to each of Public Co. and the Company, pursuant to which Public Co. would agree to transfer all rights and ownership interests in the outstanding stock of the Surviving Corporation to the Stockholders (in the same proportionate interests as their current voting interests in the Company) in the event (i) the Certificate of Merger has been accepted for filing and the Merger is effective, and (ii) Public Co. has failed to obtain the requisite shareholder approval of the Merger pursuant to Section 7.4(c) following the filing of such Certificate of Merger. The executed Assignment and Pledge Agreements shall be held in escrow by counsel for Public Co. pursuant to customary escrow terms reasonably satisfactory to Public Co. and the Company.

6.20 Blue Sky Laws. The Company and the Stockholders shall use best efforts to assist Public Co. to the extent necessary to comply with the securities and Blue Sky laws of all jurisdictions which are applicable in connection with the Contribution.

6.21 Closing Balance Sheet. No later than fifteen (15) days before the Closing Date, the Company shall deliver to Public Co. an estimated unaudited balance sheet of Company as of the Closing Date and a final unaudited Balance Sheet shall be delivered on the Closing Date and prepared in accordance with GAAP (the "Closing Balance Sheet").

6.22 Public Co. Covenants. During the period from the date of this Agreement until the Effective Time, Public Co. covenants and agrees as follows:

(a) Advice of Changes. Public Co. will promptly advise the Company in writing (i) of any event occurring subsequent to the date of this Agreement that would render any representation or warranty of Public Co. contained in this Agreement untrue or inaccurate in any material respect, and (ii) of any Public Co. Material Adverse Effect.

(b) Contribution Procedure. Public Co. shall have appointed a commissaire aux apports and convene a Public Co. shareholders meeting for the purpose of voting on the Contribution and issuance of Public Co. Common Stock.

(c) Shareholders Meeting. Public Co. shall hold a shareholders meeting no later than May 15, 2002, for the purpose of authorizing the Contribution of Company Stock and the issuance of the New Shares.

(d) Blue Sky Laws. Public Co. shall take such steps as may be necessary to comply with the securities and Blue Sky laws of all jurisdictions which are applicable in connection with the Contribution.

(e) Nouveau Marché. Public Co. agrees to use its commercially reasonable efforts to have the New Shares and New Warrant Shares admitted to trading for resale on the Nouveau Marché within ten (10) days of the Closing Date such that the Stockholders are able to resell the New Shares and New Warrant Shares following the Closing without restrictions other than those set forth in this Agreement, the Contribution Agreement, the Employment Agreement, the Stockholder Certificate and the Affiliate Agreement.

(f) Tax Refund. In the event that, after the Closing Date, Public Co. (i) receives cash from the anticipated tax refund identified in Section 3.6 of the Company Disclosure Schedule, or (ii) applies such tax refund as a credit against tax liabilities reported on a Return filed with the IRS, the Company shall reimburse the Preferred Stockholders in the event that the Preferred Stockholders have previously paid the Legal Fees (such reimbursement to be pro rata to each Preferred Stockholder based on the portion of the Legal Fees paid by such Preferred Stockholder), but only up to US$140,000 of any such actual receipts from such tax refund; *provided, however*, that, notwithstanding anything to the contrary herein, Public Co. may apply such tax refund as a credit against any tax liability not disclosed to Public Co. under Article III hereof, provided that the amount of any such credit shall not exceed the amount of the undisclosed tax liability minus the tax liability disclosed by the Company under Article III hereof.

6.23 Tax Returns. The Company will prepare all Returns with respect to Taxes for periods that end on, prior to or include the Closing Date in a manner consistent with the prior practices of the Company. The Company will provide the Preferred Stockholders with the opportunity to review a draft of such Returns, which such review shall occur only on the Company's premises, not later than fifteen (15) days prior to the filing due date of such Returns for the review and approval of the Preferred Stockholders. The Preferred Stockholders will be deemed to have accepted such Returns unless one or more Preferred Stockholders provides the Company with written notice of the items of disagreement within five (5) days of its review of the draft Return ("Disagreement Notice"). If a Preferred Stockholder(s) has provided a Disagreement Notice, such Preferred Stockholder(s) and the Company will negotiate in good faith to resolve the items of disagreement. If they have not resolved the disagreement within three (3) days of the receipt of the Disagreement Notice by the Company, the items in the Disagreement Notice shall be determined finally by the board of directors of the Company, such determination shall be final and binding on the Preferred Stockholders and the Company and the Return(s) in dispute shall be filed in accordance with the determination of such board of directors.

6.24 Inaccuracies of Representations by Company or the Preferred Stockholders. In the event the representations and warranties of the Company or the Preferred Stockholders set forth in Article III are true and correct on the date hereof, but become untrue or inaccurate in any material respect following such date, each of the Preferred Stockholders and the Company on the one hand, and Public Co. on the other hand, agree, if so requested by Public Co., to negotiate in good faith a reasonably satisfactory resolution to address such circumstances.

6.25 Employment, Confidentiality and Invention Assignment Agreements. From and after the date hereof through the Closing Date, the Company shall ensure that each new employee of the Company shall execute, upon such employee's employment by the Company, an Employment,

Confidentiality and Invention Assignment Agreement in substantially the form attached hereto as **Exhibit C**.

6.26 Campbell Noncompete. The Company shall use its best efforts to enter into the Company's standard form of Executive Employment Agreement with Bryan Campbell prior to the Closing Date, which such agreement shall include the Company's standard form of noncompete and nonsolicitation agreement, with an extension for AmRe.

ARTICLE VII

CONDITIONS TO THE MERGER

7.1 Closing. Subject to termination of this Agreement as provided in Section 9 below, upon satisfaction of all closing conditions contained within this Article VII, the Closing will take place at the offices of Public Co. at the time of approval of the Contribution of Company Stock and the issuance of New Shares by the shareholders of Public Co. at an extraordinary shareholders meeting to be held not later than May 15, 2002 (which such shareholder approval shall be subject to a condition precedent of the consummation of the Merger), or, if all conditions to closing have not been satisfied or waived by such date, such other place, time and date as Company and/or the Preferred Stockholders and Public Co. may mutually select (the "Closing").

7.2 Conditions to Obligations of Each Party to Effect the Merger. The respective obligations of the Company, the Preferred Stockholders and Public Co. to effect the Merger shall be subject to the satisfaction at or prior to the Effective Time of the following conditions:

(a) No Order. No Governmental Entity shall have enacted, issued, promulgated, enforced or entered any statute, rule, regulation, executive order, decree, injunction or other order (whether temporary, preliminary or permanent) which is in effect and which has the effect of making the Merger illegal or otherwise prohibiting consummation of the Merger.

(b) No Injunctions or Restraints; Illegality. No temporary restraining order, preliminary or permanent injunction or other order issued by any court of competent jurisdiction or other legal restraint or prohibition preventing the consummation of the Merger shall be in effect, nor shall any proceeding brought by an administrative agency or commission or other governmental authority or instrumentality, domestic or foreign, seeking any of the foregoing be pending.

(c) Assignment and Pledge Agreements. In the event Public Co. is required to obtain the shareholder consents set forth in Section 4.3(iv)(b) of the Public Co. Disclosure Schedule, Public Co. and the Company shall have performed and complied with the covenants and obligations set forth in Section 6.19 hereof.

7.3 Conditions to the Obligations of Public Co. and Sub. The obligation of Public Co. and Sub to effect the Merger shall be subject to the satisfaction at or prior to the Effective Time of each of the following conditions, any of which may be waived, in writing, exclusively by Public Co.:

(a) Representations and Warranties. The representations and warranties of the Company and the Preferred Stockholders set forth in Article III shall have been true and correct on

the date hereof (other than the representations and warranties of the Company and the Preferred Stockholders as of a specified date, which shall be true and correct as of such date).

(b) Performance of Covenants. The Company and the Stockholders shall have performed and complied with the covenants and obligations set forth in Section 6.24 above, and shall have performed and complied in all material respects with all other covenants and obligations under this Agreement required to be performed and complied with by such parties as of the Closing.

(c) Stockholder Approval. The Stockholders shall have approved this Agreement, the Merger and the transactions contemplated hereby and thereby. The Company shall have sought Stockholder approval, if necessary, of any payments or benefits that may not be deductible by reason of Section 280G of the Code or in the absence of such approval, the payments or benefits not approved shall be forfeited by the affected individuals pursuant to the waivers of those payments and benefits to be executed by the affected individuals, all in a form and manner reasonably satisfactory to Public Co.

(d) No Dissenters. No holders of outstanding shares of Company Stock shall have exercised, nor shall they have any continuous right to exercise, appraise, dissenters' or similar rights under applicable law with respect to their shares by virtue of the Merger.

(e) Company Options and Warrants. Immediately prior to the Effective Time, all Company Options and Company Warrants or other rights to acquire Company Stock shall have been terminated and, to the extent any such Options or Warrants were exercised after the date hereof, the Company shall have repurchased any shares of Company Stock issued upon such exercise.

(f) Termination of 401(k) Plan. If so requested pursuant to Section 6.3, Public Co. shall have received from the Company evidence that each Company 401(k) Plan as so requested by Public Co. has been terminated pursuant to a resolution of the Company's Board of Directors (the form and substance of which shall have been subject to review and approval of Public Co.), effective as of the date immediately preceding the Effective Time.

(g) Bullock Settlement Agreements. The Bullock Settlement Agreements shall be in full force and effect, there shall have been no amendments or waivers to such Agreements, unless approved in advance in writing by Public Co., and there shall have been no breaches or defaults thereunder by any party to such Agreements.

(h) Documents to be delivered to Public Co. As of the Closing, the Company will deliver to Public Co.:

(i) duly endorsed Company Stock Certificates, as requested by Public Co., by each holder of Company Stock as of the Closing, together with the stock powers as may be reasonably required by Public Co., to contribute such Stock, and any other documentation requested by Public Co. to effectuate the Contribution under applicable law;

(ii) a certificate signed by Company's President and Chief Financial Officer stating that (A) the capitalization of the Company immediately prior to the Effective Time is the same as the capitalization of the Company as of the date of this Agreement, (B) all Company

Options have been terminated prior to the Effective Time or, if any Company Option was exercised after the date of this Agreement, that the Company has repurchased the shares of Company Stock issued upon such exercise, and (C) all Company Warrants have been terminated prior to the Effective Time or, if any Company Warrant was exercised after the date of this Agreement, that the Company has repurchased the shares of Company Stock issued upon such exercise;

(iii) a certificate signed by Company's President and Chief Financial Officer stating that as of the Closing, all of the conditions in Sections 7.3(a) and 7.3(b) above have been satisfied in all respects;

(iv) evidence of termination of any stockholders' agreements or any registration rights, rights of refusal (other than those held by Company), co-sale rights, redemption rights (other than repurchase rights held by Company) transfer rights agreements and similar agreements applicable to shares of Company Common Stock or Company Preferred Stock;

(v) all of Company's share registry and records of directors' and stockholders' meetings, all duly completed and up to date;

(vi) a certified copy of the Company Charter and bylaws of the Company as in effect on the Closing Date, and a certificate of good standing issued by the Secretary of State of the State of Delaware, dated as of the Closing Date;

(vii) a certified copy of the minutes of Company's board of directors approving the principal terms of this Agreement and appointing such persons as Public Co. may specify pursuant to Section 2.5 as members of the Company's board of directors;

(viii) unconditional resignation letters signed by each of the directors and officers of Company, effective as of the Effective Time with a written acknowledgement in a form acceptable to Public Co. from each that (A) he/she has no claim whatsoever against Company whether in respect of compensation or damages or the payment of any other sum or sums for loss of office or otherwise; and (B) he/she waives any and all rights that he/she may hold to Company's equity including but not limited to options, warrants or future options or warrants that would have been granted to him/her;

(ix) evidence of any government consents required as a result of the consummation of the transactions contemplated;

(x) the Company's standard form of Executive Employment Agreement executed and delivered by each of the Company and Bryan Campbell, including the Company's standard form of noncompete and nonsolicitation agreement, with an extension for AmRe;

(xi) an original copy of the Contribution Agreement executed by each Stockholder;

(xii) the final unaudited Closing Balance Sheet;

(xiii) the Employment Agreement duly executed by the Key Employee;

(xiv) all consents, waivers, approvals and assignments listed in Section 3.4 of the Company Disclosure Schedule;

(xv) a Stockholder Certificate executed by each Stockholder, to the satisfaction of Public Co., such that the issuance of the New Shares, New Warrants and New Warrant Shares shall be issued in compliance with Section 4(2) of the Securities Act and Regulation D promulgated thereunder;

(xvi) an opinion from legal counsel to the Company in the form negotiated in good faith between counsel to the Company and counsel to Public Co., which such opinion shall be satisfactory to Public Co.;

(xvii) a copy of the Compliance Certificate in substantially the form attached hereto as **Exhibit G**, validly executed by a duly authorized officer of the Company;

(xviii) an Affiliate Agreement executed by each of the Stockholders subject to Section 6.13;

(xix) a Promissory Note executed by each Stockholder in substantially the form attached hereto as **Exhibit E**; and

(xx) if and to the extent requested by Public Co., such other documents or instruments as may be reasonably requested for the valid completion of the transactions provided for in this Agreement and notice of which is given to Company no later than seven (7) days before the Effective Time.

7.4 Conditions to Obligations of the Company and the Preferred Stockholders. The obligations of the Company and each of the Preferred Stockholders to consummate and effect this Agreement and the transactions contemplated hereby shall be subject to the satisfaction at or prior to the Effective Time of each of the following conditions, any of which may be waived, in writing, exclusively by the Company:

(a) Representations and Warranties. The representations and warranties of Public Co. and Sub set forth in Article IV shall have been true and correct on the date hereof (other than the representations and warranties of Public Co. and Sub as of a specified date, which shall be true and correct as of such date).

(b) Performance of Covenants. Public Co. and Sub shall have performed and complied in all material respects with all covenants and obligations of this Agreement required to be performed and complied with by it as of the Closing.

(c) Shareholder Approval. The Public Co. shareholders and Public Co. shall have authorized and approved the Contribution of Company Stock and the issuance of New Shares; *provided, however,* that such shareholder approval shall be under condition precedent of completion of the Merger.

(d) Documents to be delivered to the Company. As of the Closing, Public Co. will deliver to Company:

(i) [reserved];

(ii) [reserved];

(iii) a certified copy of resolutions of the Public Co. board of directors and shareholders (which such resolutions of the shareholders shall be subject to a condition precedent of the consummation of the Merger) authorizing the Contribution of Company Stock and the issuance of the New Shares, and any reports of Public Co.'s statutory and contribution auditors issued in connection therewith;

(iv) a certificate signed by Public Co.'s President and Chief Financial Officer stating that, as of the Closing, all of the conditions in Sections 7.4(a) and 7.4(b) above have been satisfied in all respects;

(v) evidence of any government consents required by Public Co. as a result of the consummation of the transactions contemplated hereby; and

(vi) evidence of any required consents of third parties.

ARTICLE VIII
SURVIVAL OF REPRESENTATIONS AND WARRANTIES

8.1 Survival of Representations, Warranties and Covenants. The representations and warranties of the Company and the Preferred Stockholders contained in this Agreement, or in any certificate or other instrument delivered by the Stockholders pursuant to this Agreement, shall terminate two (2) years following the Closing Date; *provided, however,* that (i) the representations and warranties of the Company and the Preferred Stockholders contained in Section 3.3 and Section 3.16 hereof shall terminate five (5) years following the Closing Date, (ii) the representations and warranties of the Company and the Preferred Stockholders contained in Section 3.9 and Section 3.21 hereof shall survive until the expiration of the applicable statute of limitations, (iii) those claims for breaches of representations and warranties based on fraud or knowing, intentional or willful breaches by the Company and/or the Stockholders shall survive indefinitely and (iv) those claims by a current or former stockholder(s) of the Company against the Company, or any of its officers or directors, where the basis of such claim(s) is materially related to facts, events or circumstances existing prior to or as of the date of this Agreement, shall survive indefinitely. The representations and warranties of Public Co. contained in this Agreement, or in any certificate or other instrument delivered pursuant to this Agreement, shall terminate two (2) years following the Closing Date. The applicable period of survival for the foregoing shall be referred to as the "Survival Period". The parties intend to shorten the statute of limitations and agree that no claims or courses of action may be brought against Public Co. or the Company based upon, directly or indirectly, any of the representations, warranties or agreements contained in Article IV hereof after the applicable Survival Period, or, except as provided in Section 9.1 hereof, any termination of this

Agreement. This Section 8.1 shall not limit any covenant or agreement of the parties that contemplates performance before or after Closing, including covenants and agreements set forth in any other agreements related hereto.

8.2 Indemnification by Preferred Stockholders.

(a) Indemnification. The Preferred Stockholders, jointly and severally, agree to indemnify and hold Public Co. and its officers, directors and affiliates, including the Company, from and after the Closing (the "Indemnified Parties"), harmless against all claims, losses, liabilities, damages, deficiencies, costs and expenses, including reasonable attorneys' fees and expenses of investigation and defense relating to such claim, loss, liability, damage, deficiency, cost or expense (hereinafter individually a "Loss" and collectively "Losses") incurred or suffered by the Indemnified Parties, or any of them (including the Company after the Closing), directly or indirectly, as a result of (i) any breach or inaccuracy of a representation or warranty of the Company or the Preferred Stockholders contained in this Agreement, or any certificate or instrument delivered by the Stockholders pursuant to this Agreement (it being understood that, for the avoidance of doubt, for purposes of this Section 8.2, all representations and warranties of the Company and the Preferred Stockholders contained in this Agreement, or any certificate or instrument delivered by the Stockholders pursuant to this Agreement, are made by such parties at and as of the date of this Agreement), (ii) any material failure by the Company or the Stockholders to perform or comply with any covenant applicable to them contained in this Agreement, and (iii) the failure of Estimated Third Party Expenses to equal or exceed Third Party Expenses, subject to the limitations set forth in Section 8.2(b) hereof. The Stockholders shall not have any right of contribution from the Company with respect to any Loss claimed by an Indemnified Party after the Closing Date. In the event any Loss(es) are in part the result of any negligence (whether sole, concurrent, active or passive) or other fault or strict liability on the part of Public Co., the indemnification provided in this Section 8.2, and in Section 8.3 below, shall be determined by reference to the relevant benefits received under this Agreement by the Preferred Stockholders on the one hand, and Public Co. on the other hand, and the relative fault of the Preferred Stockholders on the one hand, and Public Co. on the other hand.

(b) Limitation on Preferred Stockholder Indemnification. The obligations of the Preferred Stockholders to indemnify the Indemnified Parties pursuant to this Section 8.2 shall be limited in the aggregate to an amount calculated as set forth in this Section 8.2(b) (the "Cap Amount"), and in no event shall any Preferred Stockholder have any liability under this Section 8.2 in excess of such Cap Amount. The Cap Amount shall equal the initial amount calculated as set forth below in Section 8.2(b)(i) and Section 8.2(b)(ii) for the applicable time period (the "Base Cap Amount"), adjusted as set forth in Section 8.2(b)(iii) for differences between the Closing Date Price and the applicable average closing price of Public Co. Common Stock determined pursuant to Section 8.2(b)(iv) below (the "Settlement Date Price").

(i) Initial Base Cap Amount. In the event of a Loss incurred or suffered by an Indemnified Party prior to and including the later of (A) the thirtieth (30^{th}) day following the completion of the first audit of the Company's financial statements following the Closing Date, and (B) August 31, 2002 (the "Initial Cap Period"), the Base Cap Amount shall equal the product of:

(x) the product of (a) the sum of the number of New Shares and New Warrant Shares (issuable upon the exercise of the New Warrants) (the "Merger Consideration") multiplied by (b) the Closing Date Price

multiplied by

(y) sixty-two and one-half percent (62.5%).

(ii) Second Year Base Cap Amount. In the event of a Loss incurred or suffered by an Indemnified Party after the Initial Cap Period and prior to the expiration of the Survival Period (the "Second Cap Period"), the Base Cap Amount shall equal the product of:

(x) the product of (a) the Merger Consideration multiplied by (b) the Closing Date Price

multiplied by

(y) fifty percent (50%).

(iii) Adjustments to Base Cap Amount.

(1) In the event that the Closing Date Price exceeds the Settlement Date Price, the Cap Amount shall be an amount equal to the product of:

(A) the sum of (x) the product of (i) fifty percent (50%) multiplied by (ii) the product of (a) the Merger Consideration multiplied by (b) the Closing Date Price

plus

(y) the product of (i) fifty percent (50%) multiplied by (ii) the product of (a) the Merger Consideration multiplied by (b) the Settlement Date Price

multiplied by

(B) sixty-two and one-half percent (62.5%) (if the Initial Cap Period is applicable) or fifty percent (50%) (if the Second Cap Period is applicable);

provided, however, that notwithstanding the foregoing, in no event shall an adjustment pursuant to this Section 8.2(b)(iii)(1) result in a decrease in the Base Cap Amount in excess of two million dollars (US$2 million).

(2) In the event that the Closing Date Price is less than the Settlement Date Price, the Cap Amount shall be an amount equal to the product of:

(A) the sum of (x) the product of (i) seventy-five percent (75%) multiplied by (ii) the product of (a) the Merger Consideration multiplied by (b) the Closing Date Price

plus

(y) the product of (i) twenty-five percent (25%) multiplied by (ii) the product of (a) the Merger Consideration multiplied by (b) the Settlement Date Price

multiplied by

(B) sixty-two and one-half percent (62.5%) (if the Initial Cap Period is applicable) or fifty percent (50%) (if the Second Cap Period is applicable);

provided, however, that notwithstanding the foregoing, in no event shall an adjustment pursuant to this Section 8.2(b)(iii)(2) result in an increase in the Base Cap Amount in excess of one million dollars (US$1 million).

(iv) Settlement Date Price. For purposes of this Section 8.2(b), the "Settlement Date Price" shall equal:

(1) for claims settled or otherwise resolved prior to the expiration of two (2) years following the Closing Date, the average closing price of Public Co.'s Common Stock for ten (10) consecutive trading days ending on and including the day immediately prior to the date of such settlement or resolution, as reported on the Nouveau Marché; and

(2) for claims settled or otherwise resolved on or after the expiration of two (2) years following the Closing Date, the average closing price of Public Co.'s Common Stock for ten (10) consecutive trading days ending on and including the day immediately prior to the date two (2) years following the Closing Date, as reported on the Nouveau Marché.

(c) Basket Amount. The Indemnified Parties may not receive any payments for a Loss or Losses unless and until the aggregate damage suffered by all Indemnified Parties for a Loss or Losses exceeds US$150,000 (the "Basket Amount"). Once the Basket Amount is exceeded, the Indemnified Parties shall be entitled to receive payments in accordance with this Section 8.2 for all Losses identified.

(d) Claims for Indemnification. In the event of a Loss incurred or suffered by an Indemnified Party, directly or indirectly, as a result of any of items set forth in Section 8.2(a) above, and upon receipt by each of the Preferred Stockholders of a certificate of an officer of Public Co. claiming indemnification for Losses pursuant to this Section 8.2 (an "Officer's Certificate"), which such Certificate shall set forth with as much specificity as is reasonably practicable the basis of the claim for the Loss(es) and, to the extent reasonably practicable, a reasonable estimate of the amount thereof, subject to the provisions of Section 8.2(e) hereof, as promptly as practicable, the Loss(es) specified in the Officer's Certificate shall be recovered, first, against the New Warrants and/or New Warrant Shares pursuant to the terms of the Contribution Agreement and, thereafter, directly against the Preferred Stockholders; *provided, however,* that, Public Co. agrees that it shall be required to seek indemnification pursuant to this Article VIII from each of the Preferred Stockholders simultaneously; *provided further, however,* that, Public Co.'s obligation to seek indemnification against each of the Preferred Stockholders simultaneously pursuant to the proviso above shall in no way affect the joint and several liability of such Preferred Stockholders. For purposes of this

Section 8.2, in the event of a claim by an Indemnified Party in which recovery is first sought against the New Warrants and/or New Warrant Shares, (i) Public Co. shall not be obligated to issue New Warrant Shares to the extent of the Loss incurred, based on the value of such securities as determined under this Section 8.2(d), and (ii) the New Warrant Shares, for purposes of reserving against such Loss, shall be valued as follows:

(A) for claims settled or otherwise resolved prior to the expiration of two (2) years following the Closing Date, the New Warrant Shares shall be valued at the average closing price of Public Co.'s Common Stock for ten (10) consecutive trading days ending on and including the day immediately prior to the date of such settlement or resolution, as reported on the Nouveau Marché; and

(B) for claims settled or otherwise resolved on or after the expiration of two (2) years following the Closing Date, the New Warrant Shares shall be valued at the average closing price of Public Co.'s Common Stock for ten (10) consecutive trading days ending on and including the day immediately prior to the date two (2) years following the Closing Date, as reported on the Nouveau Marché.

(e) Objections to Claims. No recovery of Losses against the New Warrants and/or New Warrant Shares, or directly against the Preferred Stockholders, pursuant to Section 8.2(d) shall occur unless and until the expiration of a thirty (30) day period following delivery of the Officer's Certificate to the Preferred Stockholders; *provided, however*, that no such recovery may be made if the Preferred Stockholders shall object in a written statement to the claim made in the Officer's Certificate, and such statement shall have been delivered to the Surviving Corporation prior to the expiration of such thirty (30) day period.

(f) Resolution of Conflicts; Arbitration.

(i) In case the Preferred Stockholders shall object in writing to any claim or claims made in any Officer's Certificate to recover Losses against the New Warrants and/or New Warrant Shares or directly against the Preferred Stockholders within thirty (30) days after delivery of such Officer's Certificate, such Preferred Stockholders and Public Co. shall attempt in good faith to agree upon the rights of the respective parties with respect to each of such claims. If such Preferred Stockholders and Public Co. should so agree, a memorandum setting forth such agreement shall be prepared and signed by both parties. The recovery of Losses against the New Warrants and/or New Warrant Shares or the Preferred Stockholders will be in accordance with the terms of such memorandum.

(ii) If no such agreement can be reached after good faith negotiation, either Public Co. or the Preferred Stockholder may demand arbitration of the matter unless the amount of the Loss is at issue in pending litigation with a third party, in which event arbitration shall not be commenced until such amount is ascertained or both parties agree to arbitration, and in either such event the matter shall be settled by arbitration conducted by one arbitrator mutually agreeable to Public Co. and the Preferred Stockholders. Any arbitration commenced by Public Co. under this Article VIII shall be brought against each of the Preferred Stockholders simultaneously. In the event that within forty-five (45) days after submission of any dispute to arbitration, Public Co. and the

Preferred Stockholders cannot mutually agree on one arbitrator, Public Co. and such Preferred Stockholders shall each select one arbitrator, and the two arbitrators so selected shall select a third arbitrator. The arbitrator(s) shall set a limited time period and establish procedures designed to reduce the cost and time for discovery while allowing the parties an opportunity, adequate in the sole judgment of the arbitrator or majority of the three arbitrators, as the case may be, to discover relevant information from the opposing parties about the subject matter of the dispute. The arbitrator or a majority of the three arbitrators, as the case may be, shall rule upon motions to compel or limit discovery and shall have the authority to impose sanctions, including attorneys' fees and costs, to the extent as a competent court of law or equity, should the arbitrators or a majority of the three arbitrators, as the case may be, determine that discovery was sought without substantial justification or that discovery was refused or objected to without substantial justification. The decision of the arbitrator or a majority of the three arbitrators, as the case may be, as to the validity and amount of any claim in such Officer's Certificate shall be binding and conclusive upon the parties to this Agreement. Such decision shall be written and shall be supported by written findings of fact and conclusions which shall set forth the award, judgment, decree or order awarded by the arbitrator(s).

(iii) Judgment upon any award rendered by the arbitrator(s) may be entered in any court having jurisdiction. Any such arbitration shall be held in London, England, in accordance with the United Nations Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards. The arbitrator(s) shall determine how all expenses relating to the arbitration shall be paid, including without limitation, the respective expenses of each party and the fees of each arbitrator.

(g) Third-Party Claims. In the event Public Co. becomes aware of a third-party claim which Public Co. reasonably believes may result in a demand against the New Warrants and/or New Warrant Shares or directly against the Preferred Stockholders, Public Co. shall notify the Preferred Stockholders of such claim, and such Preferred Stockholders shall be entitled, at their expense, to participate in, but not to determine or conduct, the defense of such claim. Public Co. shall have the right in its sole discretion to conduct the defense of and settle any such claim; *provided, however*, that except with the consent of the Preferred Stockholders, which consent shall not be unreasonably withheld, no settlement of any such claim with third-party claimants shall be determinative in and of itself of the amount of Losses relating to such matter. In the event that the Preferred Stockholders have consented to any such settlement, such Preferred Stockholders shall have no power or authority to object under any provision of this Section 8.2 to the amount of any claim by Public Co. against the New Warrants and/or New Warrant Shares or directly against the Preferred Stockholders with respect to such settlement, which amount shall be based on the amount of the settlement consented to by the Preferred Stockholders, subject to the limitations set forth in this Article VIII.

(h) Maximum Payments. Notwithstanding anything to the contrary set forth in this Section 8.2 or elsewhere in this Agreement, if the Merger is consummated, the maximum amount the Indemnified Parties may recover from the Preferred Stockholders pursuant to the indemnity obligations set forth in this Section 8.2 shall be limited to the amount set forth in Section 8.2(b); *provided, however*, that such limitation shall in no event apply with respect to (i) fraud, (ii) knowing, intentional or willful breaches by the Company or the Preferred Stockholders of their respective representations, warranties or covenants, or any certificate or instrument delivered

by the Stockholders pursuant to this Agreement, and (iii) any claim for a Loss by a current or former stockholder(s) of the Company against the Company, or any of its officers or directors, where the basis of such claim(s) is materially related to facts, events or circumstances existing prior to or as of the date of this Agreement.

(i) Claims for Indemnification Directly Against the Preferred Stockholders. The provisions of Sections 8.2(d), 8.2(e), 8.2(f) and 8.2(g) shall also govern the procedures for an indemnification claim made by an Indemnified Party directly against a Preferred Stockholder. Notwithstanding the foregoing, Public Co. agrees that any Losses shall first be recovered against the New Warrants and/or the New Warrant Shares to the extent of the full value of such securities (as such value is determined in Section 8.2(d)) and thereafter directly against the Preferred Stockholders.

8.3 Indemnification by Public Co. Public Co. agrees to indemnify and hold the Preferred Stockholders harmless from and after the Closing against any Losses incurred or suffered by such Preferred Stockholders, directly or indirectly, as a result of any breach or inaccuracy of a representation or warranty of Public Co. contained in Article IV of this Agreement, or any certificate or instrument delivered pursuant to this Agreement (it being understood that, for the avoidance of doubt, for purposes of this Section 8.3, all representations and warranties of Public Co. contained in Article IV of this Agreement, or any certificate or instrument delivered pursuant to this Agreement, are made by such party at and as of the date of this Agreement). In the event of a Loss incurred or suffered by a Preferred Stockholder, directly or indirectly, as a result of the above, and upon receipt by Public Co. of a certificate of such Preferred Stockholder(s) claiming such Loss pursuant to this Section 8.3 (a "Stockholder's Certificate of Loss"), which such Certificate shall set forth with as much specificity as is reasonably practicable the basis of the claim for the Loss(es) and, to the extent reasonably practicable, a reasonable estimate of the amount thereof, as promptly as practicable, the Losses specified in the Stockholder's Certificate of Loss shall be recovered from Public Co., subject to the following provisions:

(a) The obligation of Public Co. to indemnify the Preferred Stockholders shall be limited in value, and such limitation shall be equal in value, to the same limitation on value set forth in Section 8.2(b) hereof, and in no event shall Public Co. have any liability under this Section 8.3 in excess of such value;

(b) A Preferred Stockholder may not receive any payments for a Loss(es) unless and until the aggregate damages suffered by all Preferred Stockholders for a Loss(es) exceeds the Basket Amount specified in Section 8.2(c) hereof; *provided, however,* that once the Basket Amount is exceeded, the Preferred Stockholders shall be entitled to receive payments in accordance with this Section 8.3 for all Losses identified;

(c) No recovery of Losses pursuant to this Section 8.3 shall occur unless and until the expiration of a thirty (30) day period following delivery of the Stockholder's Certificate of Loss to Public Co.; *provided, however*, that no such recovery may be made if Public Co. shall object in a written statement to the claim made in the Stockholder's Certificate of Loss, and such statement shall have been delivered to the Stockholder prior to the expiration of such thirty (30) day period; and

(d) A Preferred Stockholder seeking recovery of Losses from Public Co. shall follow the same procedures as set forth in Sections 8.2(d) and (e) above. Resolution of conflicts pursuant to this Section 8.3 shall be handled in the manner and in accordance with the procedures set forth in Section 8.2(f) hereof.

8.4 Setoff Rights. Each Indemnified Party, on the one hand, and the Preferred Stockholders, on the other hand, shall have the express right to set-off any Loss(es) incurred by such party(ies) against any payments to be made by such party(ies) pursuant to this Agreement to the Company or the Preferred Stockholders, or to Public Co., respectively.

8.5 No Duplication. Any liability for indemnification pursuant to this Article VIII shall be determined without duplication of recovery by reason of the state of facts giving rise to such liability constituting a breach of more than one representation, warranty, covenant or agreement.

8.6 Sole Remedy. Subject to Article X below and except as may be otherwise provided in this Agreement or in connection with the transactions contemplated hereby, the parties agree that the sole and exclusive remedy of any party hereto or their respective Affiliates with respect to this Agreement, the events giving rise to this Agreement and the transactions provided for herein or contemplated hereby shall be limited to the indemnification provisions set forth in this Article VIII and, in furtherance of the foregoing, each of the parties, on behalf of itself and its Affiliates, hereby waives and releases the other parties hereto (and such other parties' Affiliates) from, to the fullest extent permitted under any applicable Law, any and all rights, claims and causes of action it or its Affiliates may have against the other party hereto except as provided herein; *provided, however,* that this limitation shall not apply in the event of fraud; *and provided further, however,* that if the Company or a Preferred Stockholder, on the one hand, or Public Co., on the other hand, shall breach or threaten to commit a breach of any of its covenants set forth in this Agreement, any Indemnified Party or the Preferred Stockholders, as the case may be, shall have the right, in addition to and not in lieu of, any other rights and remedies available to such Indemnified Party or Preferred Stockholders, as the case may be, under law or in equity, to have the such covenant(s) specifically enforced by any court, including the right to seek entry against the Company or the Preferred Stockholders, or Public Co., as the case may be, any of their Affiliates and any stockholder, officer, director, employee of the foregoing of restraining orders and injunctions (preliminary, mandatory, temporary and permanent) against violations, threatened or actual, and whether or not then continuing, of such covenant(s), it being acknowledged and agreed that money damages will not provide such Indemnified Party or the Preferred Stockholders an adequate remedy. EACH PARTY HEREBY WAIVES, RELEASES AND DISCHARGES, FOR ITSELF AND ON BEHALF OF ALL OF ITS AFFILIATES, ALL RIGHTS TO, AND THE PARTIES HEREBY DISCLAIM ANY OBLIGATION FOR, ALL PUNITIVE, SPECIAL, EXEMPLARY, CONSEQUENTIAL (DIRECT OR INDIRECT) OR OTHER DAMAGES, HOWEVER CHARACTERIZED, WHETHER IN CONTRACT OR IN TORT, AT LAW OR IN EQUITY. Notwithstanding the foregoing, with respect to the liability of the Preferred Stockholders, to Public Co., or with respect to the liability of Public Co. to the Preferred Stockholders, as the case may be, each such party may seek consequential damages, direct or indirect, for any Loss from the other party, provided such liability shall in no event exceed an aggregate of $1.5 million with respect to the Preferred Stockholders, on the one hand, or Public Co., on the other hand, and in no event shall any Preferred Stockholder or

Public Co. have any liability for such consequential damages for Claims brought after the date which is six (6) months after the date of the Closing.

ARTICLE IX TERMINATION, AMENDMENT AND WAIVER

9.1 Termination. Except as provided in Section 9.2 hereof, this Agreement may be terminated and the Merger abandoned at any time prior to the Closing:

(a) by mutual agreement of the Company, the Preferred Stockholders and Public Co.;

(b) by Public Co., the Preferred Stockholders or the Company if the Closing Date shall not have occurred by May 15, 2002; *provided, however*, that the right to terminate this Agreement under this Section 9.1(b) shall not be available to any party whose action or failure to act has been a principal cause of or resulted in the failure of the Merger to occur on or before such date and such action or failure to act constitutes breach of this Agreement;

(c) by Public Co., the Preferred Stockholders or the Company if: (i) there shall be a final non-appealable order of a federal or state court in effect preventing consummation of the Merger, or (ii) there shall be any statute, rule, regulation or order enacted, promulgated or issued or deemed applicable to the Closing by any Governmental Entity that would make consummation of the Closing illegal;

(d) by Public Co. if there shall be any action taken, or any statute, rule, regulation or order enacted, promulgated or issued or deemed applicable to the Merger by any Governmental Entity, which would: (i) prohibit Public Co.'s ownership or operation of any portion of the business of the Company or (ii) compel Public Co. or the Company to dispose of or hold separate all or any portion of the business or assets of the Company or Public Co. as a result of the Merger;

(e) by Public Co. if there has been a breach of any representation, warranty, covenant or agreement of the Company or the Preferred Stockholders contained in this Agreement such that the conditions set forth in Section 7.3(a) would not be satisfied, and such breach has not been cured within ten (10) calendar days after written notice thereof to the Company and the applicable Preferred Stockholders; *provided, however*, that no cure period shall be required for a breach which by its nature cannot be cured; or

(f) by the Company or the Preferred Stockholders if there has been a breach of any representation, warranty, covenant or agreement contained in this Agreement such that the conditions set forth in Section 7.4(a) would not be satisfied, and such breach has not been cured within ten (10) calendar days after written notice thereof to Public Co.; *provided, however*, that no cure period shall be required for a breach which by its nature cannot be cured.

9.2 Effect of Termination.

(a) Except as otherwise set forth herein, in the event of termination of this Agreement as provided in Section 9.1 hereof, this Agreement shall forthwith become void and there shall be no liability or obligation hereunder on the part of Public Co., the Company or the

Stockholders, or their respective officers, directors or stockholders, if applicable; *provided, however*, that each party hereto shall remain liable for fraud or any knowing, intentional or willful breaches of this Agreement, or any certificate or instrument delivered pursuant to this Agreement, by such party prior to its termination; *and provided further, however*, that, the provisions of Sections 6.5, this Section 9.2 and Article X hereof shall remain in full force and effect and survive any termination of this Agreement.

(b) In the event of a termination of this Agreement pursuant to Section 9.1(e) hereof, the Company and the Preferred Stockholders shall pay to Public Co. the sum of US$150,000 within five (5) business days following the Termination Date.

(c) In the event (i) Public Co. has not terminated this Agreement pursuant to Section 9.1(e) hereof and (ii) (a) in the event of a termination of this Agreement pursuant to Section 9.1(b) hereof or (b) the Merger has not closed by May 15, 2002, Public Co. shall pay to the Company and the Preferred Stockholders the sum of US$150,000 within five (5) business days following the Termination Date.

(d) A party's right to termination fee pursuant to Section 9.2 hereof shall be such party's sole and exclusive remedy; *provided, however*, that such party is both entitled to and elects to terminate its obligations to consummate the Merger pursuant to Section 9.2 on a date prior to the Closing Date (the "Termination Date"); *provided further, however*, that if a party is not entitled to a termination fee pursuant to Section 9.2 but is otherwise entitled to terminate pursuant to Section 9.1, such party shall not have any rights or remedies in law or equity against any other party. Notwithstanding the foregoing, if as of the Termination Date (i) Public Co. is entitled to receive payment of a termination fee pursuant to Section 9.2, (ii) the Company is not entitled to exercise the right to terminate its obligations under the Agreement pursuant to Section 9.1, and (iii) the Company signs an agreement or otherwise agrees with a third party (including, but not limited to a letter of intent or memorandum of understanding, or term sheet, whether or not such agreement, memorandum or term sheet is binding) within six (6) months of the Termination Date to effect the merger, consolidation, sale of substantially all of the assets of the Company, or transfer of more than fifty percent (50%) of the voting securities of the Company in one or more transactions to such third party or any affiliate thereof, then the payment called for by this Section 9.2 shall not be deemed to be a liquidated damage, and shall be in addition to any rights or remedies that Public Co. may otherwise have at law or equity.

9.3 Amendment. This Agreement may be amended by the parties hereto at any time by execution of an instrument in writing signed on behalf of each of the parties hereto.

9.4 Extension; Waiver. At any time prior to the Closing, Public Co., on the one hand, and the Company and the Preferred Stockholders, on the other hand, may, to the extent legally allowed, (i) extend the time for the performance of any of the obligations of the other party hereto, (ii) waive any inaccuracies in the representations and warranties made to such party contained herein or in any document delivered pursuant hereto, and (iii) waive compliance with any of the agreements or conditions for the benefit of such party contained herein. Any agreement on the part of a party hereto to any such extension or waiver shall be valid only if set forth in an instrument in writing signed on behalf of such party.

ARTICLE X GENERAL PROVISIONS

10.1 Notices. All notices and other communications hereunder shall be in writing and shall be deemed given if delivered personally or by commercial messenger or courier service, or mailed by registered or certified mail (return receipt requested) or sent via facsimile (with acknowledgment of complete transmission) to the parties at the following addresses (or at such other address for a party as shall be specified by like notice); *provided, however*, that notices sent by mail will not be deemed given until received:

if to Public Co. or Sub, to:

Valtech S.A.
Grande Arche de la Defense
92044 Paris la Defense
France
Attention: Eric Mouilleron
Facsimile No.: + 33 (0) 1 4188 2301

with a copy to:

SJ Berwin
64, avenue Kléber
75116 Paris, France
Attention: Mark Richardson
Facsimile No.: +33 (0)1 44 346 347

and a copy to:

Wilson Sonsini Goodrich & Rosati
Professional Corporation
7927 Jones Branch Drive, Suite 400
McLean, Virginia 22102
Attention: Trevor J. Chaplick, Esq.
Facsimile No.: +1 703 734 3199

if to the Company or the Stockholders, to:

Digital ESP, Inc.
900 Ridgefield Drive, Suite 200
Raleigh, North Carolina 27609
Attention: Brad Murphy
Facsimile No.: +1 919 878 6695

with a copy to:

Pepper Hamilton LLP
400 Berwyn Park
899 Cassatt Road
Berwyn, PA 19312-2401
Attention: James Rosener, Esq.
Facsimile No.: +1 610 640 7835

10.2 Interpretation. The words "include," "includes" and "including" when used herein shall be deemed in each case to be followed by the words "without limitation." The table of contents and headings contained in this Agreement are for reference purposes only and shall not affect in any way the meaning or interpretation of this Agreement.

10.3 Counterparts. This Agreement may be executed in one or more counterparts, all of which shall be considered one and the same agreement and shall become effective when one or more counterparts have been signed by each of the parties and delivered to the other party, it being understood that all parties need not sign the same counterpart.

10.4 Entire Agreement; Assignment. This Agreement, the exhibits hereto, the Company Disclosure Schedule, and the documents and instruments and other agreements among the parties hereto referenced herein: (i) constitute the entire agreement among the parties with respect to the subject matter hereof and supersede all prior agreements and understandings both written and oral, among the parties with respect to the subject matter hereof, including without limitation that certain Letter of Intent, dated December 24, 2001, by and between Public Co., the Company, Brad Murphy and Infologix, but not including that certain Mutual Nondisclosure Agreement, dated September 12, 2001, by and between the Company and Public Co., as the same may be amended from time to time (the "Mutual Nondisclosure Agreement"), (ii) are not intended to confer upon any other person any rights or remedies hereunder, and (iii) shall not be assigned by operation of law or otherwise, except that Public Co. may assign its rights and delegate its obligations hereunder to its affiliates as long as Public Co. remains ultimately liable for all of Public Co.'s obligations hereunder.

10.5 Severability. In the event that any provision of this Agreement or the application thereof, becomes or is declared by a court of competent jurisdiction to be illegal, void or unenforceable, the remainder of this Agreement will continue in full force and effect and the application of such provision to other persons or circumstances will be interpreted so as reasonably to effect the intent of the parties hereto. The parties further agree to replace such void or unenforceable provision of this Agreement with a valid and enforceable provision that will achieve, to the extent possible, the economic, business and other purposes of such void or unenforceable provision.

10.6 Dispute Resolution.

(a) All disputes arising out of or in connection with this Agreement (other than as provided for in Section 8.2 or Section 8.3 hereof, which shall be governed by the provisions of such Sections) shall be solved in the first instance amicably by mediation between the parties, by

submission to one or more mediator(s) for conciliation. Each party shall appoint a mediator unless the parties agree to appoint a common mediator. If either party fails to appoint a mediator within ten (10) business days from the date of receipt of a notice by the other party designating its mediator and requesting that a supplementary mediator be appointed, the mediator appointed by such other party shall be deemed to have been appointed as the common mediator. The mediator(s) shall endeavor to find a conciliation between the parties on the matters expressly referred to him/her/them to arrive at a settlement on the basis therefore, at the time of his/her/their appointment, within one (1) month following the appointment of the common mediator or of the mediator appointed last. Each party shall bear the fees and costs of its mediator. To the extent a common mediator has been appointed, his or her fees and costs should be equally shared between the parties. The parties undertake to fully co-operate with the mediator(s) and to provide him/her/them with any and all documents reasonably requested by such mediator(s) which shall be treated as confidential. In the event that the mediator(s) do(es) not succeed in resolving the dispute arising between the parties, the dispute shall be submitted to arbitration.

(b) If the parties are not able to find an amicable solution in the one (1) month period mentioned above, the dispute shall be settled finally by the London Court of Arbitration pursuant to Section 8.2(f) hereof. The decision and award under the arbitration shall be final, binding, confirmable and enforceable in any court of competent jurisdiction, in accordance with the United Nations Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards. If the party entitled to the award incurs any further expenses (including reasonable attorney's fees or expenses) in enforcing the award, the party resisting such enforcement shall be required to pay such expenses.

(b) The language of the arbitration shall be English, and arbitration shall be held in London, England.

(c) Each party shall be entitled to seek injunctive relief from any judicial or administrative authority of competent jurisdiction, to protect its rights pending the resolution of a dispute, controversy or claim by arbitration as provided herein.

(d) Notwithstanding anything to the contrary above or elsewhere in this Agreement, each of the Company and the Stockholders hereby agree to appoint James Rosener as agent for service of process relating to any disputes, claims or other similar notices against such parties relating to this Agreement; *provided, however,* that for purposes of service of process on Infologix, such agent for service of process shall be Martyn Crespel at the following address: Insinger Trust (BVI) Limited, P.O. Box 438 Tropic Isle Building, Wickhams Cay Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

10.7 [Reserved].

10.8 Governing Law. This Agreement shall be governed by and construed in accordance with the laws of the State of Delaware (regardless of the laws that might otherwise govern under applicable principles of conflicts of laws thereof); *provided, however,* that the Contribution Agreement and such other Related Agreements as are required to be subject to French law shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Republic of France (regardless of the

laws that might otherwise govern under applicable principles of conflicts of laws thereof); *and provided further, however,* that the venue for dispute resolution pursuant to Section 10.6 hereof shall be London, England.

10.9 Exchange Rate. The exchange rate for purposes of converting any amount expressed in United States Dollars into an amount in Euro shall be determined by reference to the New York foreign exchange mid-rate among bank (the "Exchange Rate") for the sale of United States Dollars for Euro quoted in The Wall Street Journal on (i) the third business day preceding the Closing Date and (ii) on the day preceding the final determination of the Damages in as much as the Damages are concerned.

10.10 Confidentiality. In addition to the rights and obligations of the parties pursuant to the Mutual Nondisclosure Agreement, each party will maintain the confidential nature of (i) any non-public information concerning the other party obtained by such party during the course of negotiations for the contemplated transactions, and (ii) the existence of such negotiations, and will disclose such information only to its own officers, directors, employees, attorneys, accountants, lenders, and advisers who have a need to know such information in connection with an evaluation of the transactions contemplated hereby (the "Party Representatives") and who have agreed to keep such information confidential, or as otherwise required by applicable law or regulation. Each party shall be responsible for any breach of this Section 10.10 by its respective Party Representatives. In the event that the transactions contemplated by this Agreement are not consummated, each party will return all documents and copies of written information furnished to the other party in connection with the evaluation of the transactions contemplated hereby, and will not use any such documents or other information for any other purpose other than evaluating the transactions contemplated hereby.

10.11 Rules of Construction. The parties hereto agree that they have been represented by counsel during the negotiation and execution of this Agreement and, therefor, waive the application of any law, regulation, holding or rule of construction providing that ambiguities in an agreement or other document will be construed against the party drafting such agreement or document.

IN WITNESS WHEREOF, Public Co., Sub, the Company and the Preferred Stockholders have caused this Agreement to be signed, all as of the date first written above.

VALTECH S.A.

By: _____

Name: Jean-Yves HARDY

Title: CEO

DIGITALESP ACQUISITION CORP.

By: _____

Name: _____

Title: _____

DIGITAL ESP, INC.

By: _____

Name: _____

Title: _____

[SIGNATURE PAGE TO AGREEMENT AND PLAN OF MERGER]

IN WITNESS WHEREOF, Public Co., Sub, the Company and the Preferred Stockholders have caused this Agreement to be signed, all as of the date first written above.

VALTECH S.A.

By: _____

Name: _____

Title: _____

DIGITALESP ACQUISITION CORP.

By: _____

Name: Jean-Yves HAKDY

Title: CEO

DIGITALESP, INC.

By: _____

Name: _____

Title: _____

[SIGNATURE PAGE TO AGREEMENT AND PLAN OF MERGER]

C:\TEMP\merger.doc

IN WITNESS WHEREOF, Public Co., Sub, the Company and the Preferred Stockholders have caused this Agreement to be signed, all as of the date first written above.

VALTECH S.A.

By: _____

Name: _____

Title: _____

DIGITALESP ACQUISITION CORP.

By: _____

Name: _____

Title: _____

DIGITAL ESP, INC.

By: B Murphy

Name: BRAD MURPHY

Title: CEO

[SIGNATURE PAGE TO AGREEMENT AND PLAN OF MERGER]

PREFERRED STOCKHOLDERS

Brad Murphy

INFOLOGIX (BVI) LIMITED

By: _____

Name: _____

Title: _____

[SIGNATURE PAGE TO AGREEMENT AND PLAN OF MERGER]

PREFERRED STOCKHOLDERS

Brad Murphy

INFOLOGIX (BVI) LIMITED

By: _____

Name: Penelope Ann Bromley

Title: Director

[SIGNATURE PAGE TO AGREEMENT AND PLAN OF MERGER]

"Bon pour
copie conforme"

Président

VALTECH

Société Anonyme au capital de 1.053.560,54604 €
Siège Social :
Grande Arche de la Défense - 92044 Paris La Défense Cedex

389 665 167 RCS NANTERRE

STATUTS

MIS A JOUR LE 4 AVRIL 2002

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1ER – FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société Anonyme régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'Etranger, toutes prestations de services et distribution de produits dans le domaine informatique et toutes prestations d'analyse, de conseil en gestion, management, organisation, logistique, systèmes informatiques, ainsi que tous travaux s'y rattachant.

La participation, directe ou indirecte, dans toute société, fond d'investissement, groupement, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, de transformation d'anciennes sociétés, par voie d'apports en nature mobiliers ou immobiliers ou en numéraire, fusion, alliance, souscription d'actions, parts d'intérêts, obligations ou autrement dans toutes affaires commerciales, industrielles ou financières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à développer ses affaires ou à créer de la valeur pour ses actionnaires.

Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination de la Société est : VALTECH

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société Anonyme » ou des initiales « S.A » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **Grande Arche de la Défense - 92044 Paris La Défense Cedex.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du Conseil d'Administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

En cas de transfert, décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus par les présents statuts.

TITRE II

EXERCICE SOCIAL – CAPITAL SOCIAL – APPORTS

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice s'étendra du jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce jusqu'au 31 décembre 1993.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENT SOIXANTE EUROS (1.053.560,54604 euros).

Il est divisé en soixante neuf millions cent seize mille deux cent trente cinq (69.116.235) actions, entièrement souscrites et intégralement libérées.

Suivant acte sous seing privé en date du 15 février 2002, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 avril 2002, il a été fait apport par Monsieur Brad Murphy, Monsieur Cornelius E. Bullock, Jr. et la société Infologix (BVI) Limited de la totalité des actions qu'ils détenaient dans le capital de la société Digital ESP, Inc., et qui ont été, à l'issue de la fusion préalable réalisée entre cette société et une filiale de droit de l'Etat du Delaware de la société Valtech, annulées et converties en un droit de recevoir 1.000 actions ordinaires composant la totalité du capital et des droits de vote d'une nouvelle société de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dénommée également Digital Esp, Inc..), dont le siège social est 15 East North Street, Dover, Delaware 19901 (Etats-Unis d'Amérique). Cet apport a été évalué à 3.500.000 €. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 2.014.146 actions, entièrement libérées, se divisant en 1.528.292 actions ordinaires et 485.854 actions avec bons de souscription d'actions.

ARTICLE 8 – APPORTS

Il est effectué à la présente société et à sa constitution, uniquement des apports en numéraire.

Les actions ont été intégralement souscrites par les soussignés, et libérées du quart de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt de fonds établi par la Banque, savoir :

- Monsieur Jean-Yves HARDY
  795 actions — 19 875 F
- Monsieur Benoît HARDY
  2 200 actions — 55 000 F
- Monsieur Christophe CADOR
  1 action — 25 F
- Monsieur Philippe NIARD
  1 action — 25 F

- Mademoiselle Carole BLONDEL LA ROUGERY
  1 action — 25 F

- Mademoiselle Christine CAYRE
  1 action — 25 F

- Mademoiselle Juliette ELISSALDE
  1 action — 25 F

3 000 actions, soit — 75 000 F

La somme totale ainsi versée par les actionnaires, soit 75 000 F, a été déposée au crédit du compte ouvert au nom de la société en formation chez ladite Banque, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE – Succursale LA DEFENSE.

La libération du surplus, pour une somme de 225 000 F interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'Administration dans un délai qui ne pourra excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Par assemblée générale extraordinaire du 20 décembre 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 850 514 F pour le porter de 1 076 600 F à 1 927 114 F par incorporation de réserves à due concurrence et élévation de la valeur nominale de chaque action, qui de 100 F a été portée à 179 F.

Par assemblée générale extraordinaire du 4 novembre 1998, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 100 000 F pour le porter de 1 927 114 F à 2 027 114 F par apports en numéraire et création de 100 000 actions de 1 F de valeur nominale chacune, émises au prix de 34,53 F, soit avec une prime d'émission de 33,53 F et globale de 3 353 000 F.

Suivant acte sous seing privé en date du 18 janvier 1999, approuvé par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 9 février 1999, il a été fait apport par Messieurs Frank J. RODORIGO, Chris A. TARR, Christopher J. THOMAS, Curtis A. HITE et Ricardo H. DEANDA de 7 800 000 actions de la société EXPEDE Inc., société de droit de l'Etat du Texas (U.S.A), dont le siège social est sis 5080 Spectrum Drive, Suite 1010 Wese, DALLAS – TX 75248 (U.S.A), évaluées à 31 760 000 F. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 563 178 actions de 1 F de valeur nominale chacune, émises au pair, entièrement souscrites et intégralement libérées, réparties entre eux proportionnellement à leur apports respectifs.

Par assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 3 mars 1999, et aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 27 avril 1999 agissant sur délégation, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 830 000 F pour le porter de 2 590 832 F à 3 420 832 F, par création de 830 000 actions de 1 F de valeur nominale chacune, souscrites en numéraire, émises aux prix de 7,35 euros (48,21 F), soit avec une prime d'émission unitaire de 7,19 euros (47,21 F) et globale de 5 973 608,02 euros (39 184 300 F).

Par assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 3 mars 1999 et aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 10 mai 1999 agissant sur délégation, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 25 000 F pour le porter de 3 420 832 F à 3 445 832 F, par création de 25 000 actions de 1 F de valeur nominale chacune, souscrites en numéraire, émises au prix de 7,35 euros (48,21 F), soit avec une prime d'émission unitaire de 7,19 euros (47,21 F) et globale de 179 927,95 euros (1 180 250 F).

Suivant acte sous seing privé en date du 8 juin 1999, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 juillet 1999, il a été fait apport par Madame Petra DHEJNE et Messieurs Martin

FORSLING, Martin OHLSSON, Anders ARBEN, Magnus ENGLUND, Bo-Eric GRANQVIST, Tomas JONSSON, Wilhelm NYBERG, Göran SANDER, Robin SPAINHOUR, Niclas GRAUFELDS, Björn WENNERSTRÖM, John LEIJONHUFVUD-BERG, Kai EBERLE et Tobias ARFORS de 500 000 actions de 1 SEK (couronne suédoise) de valeur nominale chacune de la société AXON IT, société de droit suédois au capital de 500 000 SEK, dont le siège social est sis Holländargatan 13, 7tr, 11136 STOCKHOLM (SUEDE), immatriculée au RCS de STOCKHOLM sous le n° 556413-7106, évaluées à 33 813 925 FRF. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 643 558 actions de 1 FRF de valeur nominale chacune, émises au pair, entièrement souscrites et intégralement libérées, réparties entre eux proportionnellement à leurs apports respectifs.

Par assemblée générale extraordinaire en date du 5 novembre 1999 et aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 8 novembre 1999 agissant sur délégation, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 408 939 F pour le porter de 4 089 390 F à 4 498 329 F, par création de 408 939 actions de 1 F de valeur nominale chacune, souscrites en numéraire, émises au prix de 32 euros (209,91 F), soit avec une prime d'émission unitaire de 31,85 euros (208,91 F) et globale de 13 023 705,65 euros (85 429 908,87 F).

Par délibération du conseil d'administration du 17 janvier 2000, agissant sur délégation, il a été constaté une augmentation du capital social d'une somme de 3 239 FRF, lequel a été porté de 4 498 329 FRF à 4 501 568 FRF, par apports en numéraire et émission de 3 239 actions de 1 FRF de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Suivant actes sous seing privé en date des 9 et 24 février 2000, approuvés par l'assemblée générale mixte en date du 24 mars 2000, il a été fait apport par Mesdames Lisa ALDUREN, Maria BOLANDER, Gunnel BOMAN, Annica ERIKSSON, Ulrica FUCHS, Ute HAMILTON, Suzana JAKOPOVIC, Angelique KÄLLSTRÖM, Katarina LINDELL, Margareta OLVING, Maria PELKONEN, Jessica PERSSON, Karin TYKESSON, Gisela UGGLA, Charlotta URSING, Ylva VOXBY, Madame Anne-Marie et Monsieur Bo NILSSON, et Messieurs Stellan AHLGREN, Henrik ANDERSSON, Mattias AXELSSON, Jonas BOQUIST, Anders DÄMBÄCK, Torbjörn ENSTRÖM, Stefan HAMILTON, Douglas HAMILTON, Martin HELLSTRÖM, Anders HOH, Christian JANSSON, Per JULIUS, Vladimir KOLLER, Rickard LUNDBERG, Johan MÖLLER, Anders NÄSLUND, Björn OLSSON, Hans ÖSTBLOM, Lars PERSSON, Magnus PERSSON, Erik PETERSEN, Dan PETERSSON, Christopher SAHLMAN, Måns SANDSTRÖM, Jacob SEEFRIED, Ulf SIDEMO, Olle TYRLAND et Frank WITTICH et les sociétés IT PROVIDER MILLENIUM FUND L.P. et EUROPEAN MEDIA CONCEPTS BV de 15 221 actions de 10 SEK (couronne suédoise) de valeur nominale chacune de la société PACER COMMUNICATION AB, société de droit suédois au capital de 152 210 SEK, dont le siège social est sis 7, Kapellgraend, STOCKHOLM (SUEDE), évaluées à 40 000 000 FRF. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 136 942 actions de 1 FRF de valeur nominale chacune, entièrement libérées, se divisant en 135 067 actions ordinaires et 1 875 actions avec bons de souscription d'actions.

Par assemblée générale mixte du 24 mars 2000, il a été décidé d'exprimer le capital social en euros et de l'augmenter d'une somme de 0,7090541 euro par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte "Prime d'émission".

Par délibération du conseil d'administration du 24 mars 2000, agissant sur délégation, il a été constaté une augmentation du capital social d'une somme de 493,48 euros, lequel a été porté de 707 137 euros à 707 630,48 euros, par apports en numéraire et émission de 32 370 actions, entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Par délibération du conseil d'administration du 18 mai 2000, agissant sur délégation, il a été constaté une augmentation du capital social d'une somme de 76 200 euros, lequel a été porté à 783 830,47746 euros, par apports en numéraire et émission de 5 000 000 d'actions, entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Suivant acte sous seing privé en date du 31 mai 2000, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 13 juillet 2000, il a été fait apport par la société HEIMBURGER REKLAMEBUREAU A/S, la société TROMHOLT HOLDING ApS, la société 2M INVEST A/S, Monsieur Claus GREGERSEN, Monsieur Peter Henrik PEDERSEN, Monsieur Jes RORBECH, Monsieur Christian GUMMIG, la société PELIKAN-KOMPAGNIET APS, Monsieur Mikael THINGHUUS, Monsieur Niels HEIMBURGER, Monsieur Steen HOLM, la société JACOBS MIND APS, Monsieur Peter NYROP, Monsieur Claus LEINOE, Madame Lotta STEUCH, Monsieur Henrik FEDDER, la société SAA HOLDING APS, la société VIT HOLDING APS, la société A&H KONSULENT HOLDING ApS, la société HEIMBURGER HOLDING APS, Monsieur Rasmus Aaen MADSEN, Monsieur Martin MOURIER, Madame Malene BADSTED, Madame Christina ROSENDAHL, Monsieur Peter FAGERDAL, Monsieur Henrik PALLESEN, Monsieur Bjarne FICH, Monsieur Sokatsu YAMANE, Monsieur Claus DYRING JENSEN, Monsieur Jens Frank HANSEN, la société DCP HOLDING ApS, la société VAD HOLDING APS, la société K. WALTHER CORPORATION, Monsieur Thomas KAMPMANN, Monsieur Michael FRENDRUP, la société AALBORG DATA APS, Monsieur Jesper KAMPMANN, de 998 654 actions de 1 DKK (couronne danoise) de pair chacune sur les 1 031 585 actions formant la totalité du capital social de la société AHEAD INTERNATIONAL A/S, société de droit danois au capital de 1 031 585 DKK, dont le siège social est sis Kanonbaadsvej 10, DK – 1437 COPENHAGUE K, DANEMARK, évaluées à 140 000 000 FRF. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 8 728 888 actions, entièrement libérées.

Par assemblée générale extraordinaire du 13 juillet 2000, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 0,26942 euros et de le porter à 916 859 euros, par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte "Prime d'émission".

Suivant acte sous seing privé en date du 18 octobre 2000, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 13 novembre 2000, il a été fait apport par Messieurs Patrick de POULPIQUET, Philippe JEZEQUEL, Beppo MAION, Jean-Dominique FREY, Jean PLANCHON, Christophe BONNET, Bruno MARCELIS et les sociétés ALTERNANCES PARTICIPATIONS, GROUPE OUROUMOFF, INITIATIVE & FINANCE INVESTISSEMENT de 135.000 actions de 100 FRF de valeur nominale chacune et de 76.837 bons de souscription d'actions de la société ALTERNANCES & PERSPECTIVES PARTNERS S.A.S, société par actions simplifiée au capital de 13.500.000 FRF, dont le siège social est sis 8 rue de Galilée – 75016 PARIS, évalués à 30.000.000 FRF (4.573.470,51712 euros). En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 1.426.206 actions, entièrement libérées.

Par assemblée générale extraordinaire du 13 novembre 2000, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 0,62056 euro et de le porter à 938.595 euros, par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte "Prime d'émission".

Par délibération du conseil d'administration du 22 janvier 2001, agissant sur délégation, il a été constaté une augmentation du capital social d'un montant global de 17.095,43952 €, lequel a été porté de 938.595 € à 955.690,43952 €, par apports en numéraire et émission de 1.121.748 actions nouvelles, entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Par délibération du conseil d'administration en date du 22 mai 2001, agissant sur délégation, il a été constaté une augmentation de capital d'un montant global de 9 718,62484 € (63 750 francs), lequel a été porté de 955.690,43952 € à 965 405,93952 € par l'exercice des 1 875 bons de souscriptions d'actions n°18, attribués aux anciens actionnaires de la société PACER COMMUNICATION, dans le cadre de l'opération d'apport de la totalité des titres de cette société, ces bons ayant donné lieu à la souscription de 340 actions nouvelles par bon chacune émise au prix de 0,10 franc, versé en numéraire et par l'émission corrélative de 637 500 actions nouvelles émises au pair entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Lors de la fusion-absorption de la société ALTERNANCES & PERSPECTIVES PARTNERS, société par actions simplifiée au capital de 13 500 000 francs, ayant son siège social au 8 rue Galilée – 75116 PARIS et pour numéro unique d'identification 428 561 088 RCS PARIS, le patrimoine de ladite société a été transmis à la société VALTECH. La valeur nette des apports de 30 000 000 francs n'a pas été rémunérée, dans les conditions de l'article L 236-11 du nouveau Code de Commerce.

Suivant acte sous seing privé en date du 28 mai 2001 et son avenant en date du 5 juin 2001, approuvés par l'assemblée générale mixte en date du 29 juin 2001, il a été fait apport par Monsieur Jean-Marc Soulier, Monsieur Gérard Saphore, Monsieur Carlos Suarez, Monsieur Jean-Marie Paumelle, Monsieur Gérard Tourenq, Monsieur Nicolas Gelle, Monsieur Matthieu Lebeurre, Monsieur Bernard Voituron, Monsieur Jean-Paul Stenac, Monsieur Jean-Claude Turri, Monsieur Charles Turri, Monsieur Julien Turri, Madame Jacqueline Ehrsam, Madame Eléonore Turri et Madame Sylvie Turri, de 4 000 actions de 500 francs de valeur nominale chacune de la société AXEL BOSS CONSULTANTS, société de droit français au capital de 2 000 000 francs, dont le siège social est sis 80, avenue Marceau - 75008 Paris, évaluées à 8 100 000 € (soit, à titre indicatif, 53 132 517 francs). En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 2 800 000 actions, entièrement libérées, se divisant en 2 799 900 actions ordinaires et 100 actions avec bons de souscription d'actions.

Lors de la fusion absorption de la société AXEL BOSS CONSULTANTS, société anonyme au capital de 2 200 000 francs, ayant son siège social au 80, avenue Marceau - 75008 PARIS et pour numéro unique d'identification 414 750 679 RCS PARIS, le patrimoine de ladite société a été transmis à la société VALTECH. La valeur nette des apports de 53 132 517 francs n'a pas été rémunérée, conformément aux dispositions de l'article L 236-11 du nouveau Code de Commerce.

Par délibération du conseil d'administration du 21 janvier 2002, agissant sur délégation, il a été constaté une augmentation du capital social d'un montant global de 14 787,02148 €, lequel a été porté de 1 008 077,93952 € à 1 022 864,961 €, par apports en numéraire et émission de 970 277 actions nouvelles, entièrement souscrites et intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Suivant acte sous seing privé en date du 15 février 2002, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 avril 2002, il a été fait apport par Monsieur Brad Murphy, Monsieur Cornelius E. Bullock, Jr. et la société Infologix (BVI) Limited de la totalité des actions qu'ils détenaient dans le capital de la société Digital ESP, Inc., et qui ont été, à l'issue de la fusion préalable réalisée entre cette société et une filiale de droit de l'Etat du Delaware de la société Valtech, annulées et converties en un droit de recevoir 1.000 actions ordinaires composant la totalité du capital et des droits de vote d'une nouvelle société de droit de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), dénommée également Digital Esp, Inc..), dont le siège social est 15 East North Street, Dover, Delaware 19901 (Etats-Unis d'Amérique). Cet apport a été évalué à 3.500.000 €. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs 2.014.146 actions, entièrement libérées, se divisant en 1.528.292 actions ordinaires et 485.854 actions avec bons de souscription d'actions.

ARTICLE 9 – AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités autorisées par la loi.

L'augmentation du capital est décidée par l'assemblée générale extraordinaire sur rapport du Conseil d'Administration.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription pour les actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ils peuvent renoncer, à titre individuel, à leur droit préférentiel. Ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible, étant précisé que l'assemblée générale devra le prévoir expressément.

Les actions nouvelles attribuées à la suite de l'incorporation au capital des réserves, bénéfices ou primes d'émission appartiennent au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 10 – REDUCTION DE CAPITAL

La réduction de capital est autorisée ou décidée par assemblée générale extraordinaire. En aucun cas elle ne doit porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital au-dessous du minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à rétablir ce minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme pour laquelle le montant minimum légal du capital n'est pas supérieur au capital social ainsi réduit.

A défaut, tout intéressé peut demander, en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 11 – AMORTISSEMENT DU CAPITAL

Le capital social pourra être amorti conformément aux dispositions des articles L.225-198 et suivants du nouveau code de commerce.

ARTICLE 12 –LIBERATION DES ACTIONS

1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement du quart au moins du montant nominal des actions souscrites et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Conseil d'Administration en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, soit par lettres recommandées avec demande d'avis de réception, soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Conseil d'Administration, les sommes exigibles seront productives, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure, d'un intérêt de retard calculé jour par jour à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal majoré de deux points, le tout sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 13 – FORME DES TITRES

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de leur titulaire, sous réserve de la législation en vigueur et des présents statuts. Toutefois, tant que ces titres ne sont pas intégralement libérés, ils sont obligatoirement au nominatif.

Conformément aux articles L.228-1 et L.228-3 du nouveau code de commerce, s'agissant tant de titres au porteur que nominatifs, lorsque des titres de capital de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé et que leur propriétaire n'a pas son domicile sur le territoire français, au sens de l'article 102 du code civil, tout intermédiaire peut être inscrit pour le compte de ce propriétaire. Cette inscription peut être faite sous la forme d'un compte collectif ou en plusieurs comptes individuels

correspondant chacun à un propriétaire. L'intermédiaire inscrit est tenu, au moment de l'ouverture de son compte, soit auprès de la société émettrice, soit de l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, de déclarer dans les conditions fixées par décret, sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour le compte d'autrui.

La société est autorisée à faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

A cet effet, la société est en droit de demander à tout moment, dans les conditions prévues par les articles L. 228-2 - I et II, L. 228-3, L. 228-3-1 I, et L. 228-3-4 du nouveau code de commerce et sous les sanctions mentionnées notamment aux articles L. 228-3, L. 228-3-2, L. 228-3-3, contre rémunération à sa charge, à tout organisme habilité, l'identité des détenteurs de titres au porteur ou au nominatif, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que l'ensemble des autres renseignements prévus par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-3-1.II du nouveau code de commerce et sous les sanctions mentionnées à l'article L. 228-3-3, la société est également habilitée, à l'issue de ces opérations, à demander à toute personne morale propriétaire de ses actions et possédant des participations dépassant le quarantième du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote qui sont exercés aux assemblées générales de celle-ci.

ARTICLE 14 – TRANSMISSION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS

1. Toute transmission ou mutation d'actions, qu'elles soient nominatives ou au porteur, s'effectue par virement de compte à compte.

Tout mouvement appelé à débiter un compte de titres est réalisé sur instruction signée du titulaire ou son représentant qualifié, ou encore, le cas échéant, sur production d'un certificat de mutation.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

L'actionnaire peut céder ou transmettre ses actions à toute époque sous réserve des dispositions légales limitatives applicables.

2. A compter de l'admission des titres à la Cote du Nouveau Marché, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesser de détenir une fraction égale à 2 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la société dans un délai de quinze jours à compter du franchissement du seuil de participation à la hausse ou à la baisse, par lettre recommandée avec accusé de réception, à son siège social en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus.

A défaut d'avoir été déclarée dans les conditions ci-dessus, les dispositions prévues par l'article L. 233-14 du nouveau code de commerce s'appliqueront et les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires si, à

l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 2 % du capital ou des droits de vote en font la demande lors de cette assemblée. Dans ce cas, les actions privées de droit de vote ne retrouvent ce droit qu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

3. Les actions son indivisibles à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

4. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

5. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque ou encore en cas d'échange ou d'attribution de titres donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs porteurs contre la société, les actionnaires ayant à faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 15 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES A L'ACTION

1. Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social ou le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2. Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir ainsi, éventuellement, que la part dans les fonds de réserves.

La possession d'une action entraîne de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des assemblées d'actionnaires.

3. Les héritiers, créanciers, ayants-droit, syndics ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'opposition, le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées d'actionnaires.

4. Chaque fois qu'il est nécessaire pour exercer un droit de posséder un certain nombre d'actions, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

5. Toutes les actions qui composent ou composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. Par conséquent, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certaines d'entre elles seulement, soit au cours de l'existence de la société, soit à la liquidation, seront répartis entre les actions composant le capital lors de ce ou de ces remboursements afin que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs propriétaires les mêmes avantages et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

6. Le tout sous réserve de la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 16 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. La société est administrée par un Conseil d'Administration de 3 à 18 membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi encas de fusion, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale, renouvelés dans leurs fonctions et révocables par elle.

2. La durée de leurs mandats est de six ans, sous réserve des dispositions relatives à la limite d'âge.

   Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

   Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci, lors de leur nomination, désignent un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Le mandat de représentation permanent, désigné par la personne morale, lui est donné pour la durée de celle-ci. Il doit être confirmé lors du renouvellement du mandat de la personne morale administrateur.

   Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

4. En cas de vacance par décès ou démission, le Conseil peut pourvoir provisoirement au remplacement de ses membres. Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'Administration sont ratifiées par la prochaine assemblée ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement restent toutefois valables.

Si le nombre des administrateurs en fonction est inférieur à trois, le ou les administrateurs restants ou, à défaut, le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer, sans délai, l'assemblée générale ordinaire pour compléter le Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 17 – ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président, personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La durée des fonctions du Président ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Le Conseil peut également désigner :

- un ou deux Vice-Présidents,
- un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le Vice-Président le plus âgé.

A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le Président de séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président et détermine la rémunération correspondante. En cas d'empêchement temporaire cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable.

En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

ARTICLE 18 – DELIBERATION DU CONSEIL

1. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président ou de son Vice-Président ou de l'administrateur délégué.

Les administrateurs représentant au moins le tiers du Conseil peuvent, en indiquant l'ordre du jour, demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. De plus, le Directeur Général, s'il n'est pas également Président du Conseil d'Administration, peut à tout moment demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Président est lié par ces demandes.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

2. Le Conseil ne peut délibérer que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Un administrateur peut donner par lettre, telex ou télégramme, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant détenir plus d'une procuration. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Conformément à la loi, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret. Cette disposition n'est toutefois pas applicable pour les décisions relevant des articles L.225-47, L.225-53, L.225-55, L.232-1 et L.233-16 du nouveau code de commerce.

3. Il est tenu un registre de présence signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration tant en leur nom personnel que comme mandataire.

4. Les délibérations du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Le procès-verbal est revêtu de la signature du Président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du Président, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 19 – POUVOIRS DU CONSEIL

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont ceux qui lui sont conférés par la loi.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre ; sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 20 – DIRECTION GENERALE

La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration, portant le titre de Directeur Général.

I – Conditions d'option

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale de la société.

Les décisions sont prises conformément aux présents statuts, lors de toute nomination ou renouvellement du mandat de Président ou de Directeur Général et restent valables jusqu'à l'expiration du premier de ces deux mandats.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix sous les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

II – Option pour la non dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général

Si le Conseil d'Administration choisit de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration, le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Dans ce cas, les dispositions relatives au Directeur Général ci-dessous lui sont applicables à l'exception de l'indemnisation en cas de révocation injustifiée de sa fonction de Directeur Général.

III – Option pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Lorsqu'il est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Le Directeur Général est obligatoirement une personne physique, choisi ou non parmi les administrateurs.

L'accord du Président n'est pas nécessaire pour la détermination de l'étendue et de la durée des pouvoirs du Directeur Général.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été conférées, les fonctions du Directeur Général prennent fin, de plein droit, au plus tard, à l'issue de la première assemblée générale ordinaire tenue après la date à laquelle il a atteint l'âge de 70 ans révolus. Toutefois, le Conseil d'Administration peut décider en ce cas de renouveler le mandat du Directeur Général pour une ou deux périodes de deux années.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si sa révocation a lieu sans juste motif, elle donne droit à des dommages et intérêts, sauf s'il assure également les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

ARTICLE 21 – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE ET DELEGATION DE POUVOIRS

I– Directeurs Généraux Délégués

Le Conseil d'Administration peut aussi, sur proposition du Directeur Général, donner mandat à une ou plusieurs personnes en vue d'assister celui-ci, et ce, à titre de Directeur Général Délégué.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est de cinq.

Le Directeur Général Délégué est obligatoirement une personne physique, choisi ou non parmi les administrateurs.

L'étendue et la durée des pouvoirs qui sont conférés à ceux-ci sont déterminés par le Conseil d'Administration, en accord avec le Directeur Général. A l'égard des tiers, les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Lorsqu'ils sont administrateurs, la durée de leurs fonctions ne peut excéder celle de leur mandat.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération des directeurs généraux délégués.

Sur proposition du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués sont également révocables à tout moment par le Conseil d'Administration. Si leur révocation a lieu sans juste motif, elle donne droit à des dommages et intérêts.

II – Délégation de pouvoirs

En dehors des délégations de pouvoirs prévues sous l'article et l'alinéa précédents au profit du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, le Conseil d'Administration peut en outre confier à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut notamment décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen ; il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

En cas d'empêchement ou de décès du Directeur général, le tiers des membres du Conseil d'Administration peut, sans condition de délai, convoquer un Conseil d'Administration en vue de prendre les décisions nécessaires en vue de pallier cette situation, et notamment déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur général.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son Directeur Général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du nouveau code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable, les conventions intervenant entre la société et une entreprise si le Directeur Général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance, ou de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les personnes intéressées sont tenues d'informer le Conseil dès qu'ils ont connaissance d'une convention soumise à autorisation. Elles ne peuvent prétendre prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions légales et réglementaires applicables.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes.

ARTICLE 23 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

TITRE IV

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 24 – NATURE DES ASSEMBLEES

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou autoriser des modifications directes des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 25 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est faite par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, ainsi qu'au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toutefois, si toutes les actions sont nominatives, ces insertions pourront être remplacées par une convocation faite aux frais de la société par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire.

Les actionnaires titulaires de titres nominatifs depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation sont convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire. Ils peuvent demander à être convoqués par lettre recommandée.

Tous les propriétaires d'actions indivises sont convoqués dans les mêmes formes lorsque leurs droits sont constatés dans le délai prévu à l'alinéa précédent par une inscription nominative.

La société publie, avant la réunion de toute assemblée, au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, trente jours au moins avant la date de l'assemblée, l'avis prévu à l'article 130 du décret du 23 mars 1967.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins d'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

ARTICLE 26 – ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

3. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 27 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS

1. Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'assemblée.

3. Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

4. En application de l'article L.228-3-2 du nouveau code de commerce, l'intermédiaire qui a satisfait aux obligations prévues aux troisième et quatrième alinéas de l'article L.228-1, à l'article L.228-2 ou L.228-3 ou au deuxième alinéa de l'article L.228-3-2 du nouveau code de

commerce, peut en vertu d'un mandat général de gestion des titres, transmettre pour une assemblée le vote ou le pouvoir d'un propriétaire d'actions tel qu'il a été défini au troisième alinéa du même article.

ARTICLE 28 – TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX

1. Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

2. Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes ou par mandataire de justice, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

3. Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 29 – QUORUM – VOTE

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le toute déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum, des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

2. Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou des actionnaires. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

Sont réputés présents pour le calcul de la majorité, des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

ARTICLE 30 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 31 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui-même, ni comme mandataire.

ARTICLE 32 – ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 33 – DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V

BILAN SOCIAL ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 34 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Conseil d'Administration établira les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 35 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 36 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le Conseil d'Administration

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par les commissaires aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'offre du paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à tous les actionnaires. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur à la valeur nominale, est fixé dans les conditions prévues par la loi.

Lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu, pour une durée ne pouvant excéder trois mois, par décision du Conseil d'Administration, en cas d'augmentation du capital.

L'augmentation de capital est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L.225-142, L.225-144 alinéa 2 et L.225-146 du nouveau code de commerce.

La société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et la société établit que les actionnaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite dix ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 37 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 38 – ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'Administration.

Le rapport du commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

TITRE VI

TRANSFORMATION – DISSOLUTION – FUSION

ARTICLE 39 – TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 40 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 41 – FUSION – SCISSION

L'assemblée générale extraordinaire pourra décider toutes opérations de fusion, de scission et de fusion scission, conformément aux prescriptions des articles L.236-1 et suivants du nouveau code de commerce.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 42 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE VIII

CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 43 – FORMALITES CONSTITUTIVES

La société n'acquerra la personnalité morale qu'après son immatriculation au Greffe du Tribunal de Commerce.

ARTICLE 44 – PRISE EN CHARGE DES ENGAGEMENTS DES FONDATEURS

Il est rappelé qu'aucun acte, tel que prévu par l'article 74 du décret du 23 mars 1967, n'a été accompli à ce jour pour le compte de la société en formation.

ARTICLE 45 – PREMIERES NOMINATIONS

Le premier Conseil d'Administration sera composé de :

1° Monsieur Jean-Yves HARDY
né le 6 mai 1964 à NANCY (54)
de nationalité française
demeurant 67 rue d'Argout – 75002 PARIS
célibataire

2° Monsieur Benoît HARDY
né le 30 septembre 1934 à BOULOGNE SUR SEINE (92)
de nationalité française
demeurant 33 rue Auguste Lustig – 68100 MULHOUSE
marié sous le régime de la communauté universelle à Madame Marie-Joseph BLAISON.

3° Monsieur Christophe CADOR
né le 15 avril 1965 au MANS (72)
de nationalité française
demeurant 134 avenue National – 72230 ARNAGE
célibataire

Tous soussignés, qui acceptent et déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne leur interdit d'exercer les fonctions d'administrateur de la société.
Conformément à la loi, le premier Conseil restera en fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé et se tiendra au cours de la troisième année suivant celle de la constitution de la société.

ARTICLE 46 – NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le premier commissaire aux comptes titulaire sera :

Monsieur Maurice SEVE
né le 15 octobre 1946 à MONTREAL (AIN)
de nationalité française
30 bis rue Pascal – 01100 OYONNAX

pour une durée de six exercices,

Le premier commissaire aux comptes suppléant sera :

Monsieur Maurice GAVAGGIO
né le 23 septembre 1957 à CHATILLON EN MICHAILLE (AIN)
de nationalité française
rue Normandie Niemen – 01204 BELLEGARDE SUR VALSERINE

pour une durée de six exercices,

lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliqués.

ARTICLE 47 – FRAIS DE CONSTITUTION

Les frais et honoraires des présents statuts, des actes et délibérations ultérieurs, comme ceux de leurs dépôts et publications, de frais d'émission d'actions, d'impression et de timbres et, très généralement, toutes les autres dépenses qui auraient été engagées en vue de la constitution de la société, seront supportés par elle et portés comme frais de premier établissement, pour être amortis avant toute distribution de bénéfice dans la déclaration de conformité.

ARTICLE 48 – PUBLICATIONS

Pour faire publier les présents statuts, ainsi que tous actes et délibérations ultérieurs, tous pouvoirs sont donnés au Président du Conseil d'Administration.

ARTICLE 49 – IDENTITE DES PREMIERS ACTIONNAIRES

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 55-8 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, il est précisé que les présents statuts ont été signés par :

1. Monsieur Jean-Yves HARDY
   né le 6 mai 1964 à NANCY (54)
   de nationalité française
   demeurant 67 rue d'Argout – 75002 PARIS
   célibataire

2. Monsieur Benoît HARDY
   né le 30 septembre 1934 à BOULOGNE SUR SEINE (92)
   de nationalité française
   demeurant 33 rue Auguste Lustig – 68100 MULHOUSE
   marié sous le régime de la communauté universelle à Madame Marie-Joseph BLAISON.

3. Monsieur Christophe CADOR
   né le 15 avril 1965 au MANS (72)
   de nationalité française
   demeurant 134 avenue National – 72230 ARNAGE
   célibataire

4. Monsieur Philippe NIARD
   né le 12 février 1965 à LYON (69)

de nationalité française
demeurant 9 rue du Grand Veneur – 75003 PARIS
célibataire

5. Mademoiselle Carole BLONDEL LA ROUGERY
née le 1er février 1963 à FORT DE FRANCE (972)
de nationalité française
demeurant 45 rue Saint Lambert – 75015 PARIS
célibataire

6. Mademoiselle Christine CAYRE
née le 9 octobre 1965 à RIEUPEYROUX (12)
de nationalité française
demeurant 41 rue du Caire – 75002 PARIS
célibataire

7. Mademoiselle Juliette ELISSALDE
née le 30 juin 1966 à BOURG LA REINE (92)
de nationalité française
demeurant 41 rue du Caire – 75002 PARIS
célibataire